

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 29 – 1^{er} mai 2024

page*2:
Editions Page deux

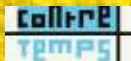
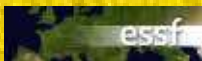
SYLÉPSE



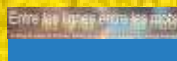
SPARTACUS



UTOPIA



NewPolitics



LES utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



1^{ER} MAI 2024

ISBN: 979-10-399-0237-3

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 27 (22 février 2024), en 24 mois, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 27 numéros soit quelque 655 articles sur 2 834 pages.

Nous avons également publié deux brochures en téléchargement: *Marko Bocjun, un marxiste ukrainien*; *Bilkis, un groupe féministe ukrainien*; 1 bande dessinée (en téléchargement): *Une «ostarbieter» de 3 ans*.

Ainsi que six livres: *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* (Brigades éditoriales de solidarité); *Solidarité syndicale en temps de guerre* (Réseau syndical de solidarité et de luttes); *Maksym Butkevych* (Comité français du Résu); *L'Ukraine insurgée* (Brigades éditoriales de solidarité); *L'Ukraine en toutes lettres* (Brigades éditoriales de solidarité, traduit et publié en italien par les éditions Utopia Rossa); *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine* (Bernard Dréano).

Sans oublier deux numéros de revues axées sur l'Ukraine: *Les Utopiques* (Union syndicale Solidaires) et *ContreTemps*.

À cela s'ajoutent quatre livres en ukrainien pour le compte de la maison d'édition ukrainienne en exil Medusa, l'organisation d'un salon du livre ukrainien avec le Comité français du Résu... et la participation régulière au Comité français du Résu.

Table des matières

L'ESPRIT DE HAYMARKET SQUARE
ROMAIN DESCOTTES, PATRICK LE TRÉHONDAT, CHRISTIAN MAHIEUX, MARIANA SANCHEZ, PATRICK SILBERSTEIN
5

CARNET DE BORD
ANTOINE RABADAN
7

SOUS L'UNIFORME, TU RESTES UN·E CITOYEN·NE

NOTES D'UN MOBILISÉ
VALENTIN DOLGOTCHUB
23

POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES SOUS L'UNIFORME: LES MÊMES DROITS QUE LES HOMMES SANS LES CODES VIRILISTES...
SOPHIE BOUCHET-PETERSEN
29

SOUTIEN AUX COMBATTANT·ES UKRAINIEN·NES DE LA DÉMOCRATIE
32

« SI NOUS NE NOUS ENGAGIONS PAS DANS LES FORCES ARMÉES, LA GAUCHE UKRAINIENNE CESSERAIT D'EXISTER »
ENTRETIEN AVEC TARAS BILOUS
35

RENDEZ-VOUS

DES DRONES POUR LE GROUPE DE RECONNAISSANCE ADAM
COMITÉ BELGE DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE
48

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS
50

LA PAROLE À PRIAMA DIIA

ÉTUDIANTS: LA COLÈRE GRONDE
PRIAMA DIIA
59

LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE SE BATTENT POUR LEURS DROITS
RASSEMBLEMENTS ÉTUDIANTS EN MÉDECINE
60

RÉFORME DE L'AUTONOMIE ÉTUDIANTE: TRAHISON OU VICTOIRE ?
PRIAMA DIIA
60

SOIS COMME NINA

TÉMOIGNAGES DE DEUX INFIRMIÈRES UKRAINIENNES AU CONGRÈS DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES
63



ÉCLAIRAGES

VIVRE, EN TEMPS DE GUERRE, CE POUR QUOI ON SE BAT
ENTRETIEN DE NATALIE RASTOIN AVEC CHOWRA MAKAREMI
69

VISAGES DU POUTINISME

CELA FAIT UNE DÉCENNIE QUE LES IDENTITÉS NON RUSSES SONT RÉPRIMÉES EN CRIMÉE OCCUPÉE
AMNESTY INTERNATIONAL
76

LE NICARAGUA « TERRITOIRE OCCUPÉ » CONSENTANT ?
78

UN PORTE-MICRO DE POUTINE À LA TÉLÉVISION ESPAGNOLE ?
JUAN GONZALEZ
81

« LES RUSSES NOUS ONT TORTURÉS AVEC LE “COUP DE FIL DE BIDEN” »
ANNA CONKLING
83

LA RUSSIE TRANSFORME LES ZONES OCCUPÉES EN CAMP ARMÉ
SIMON PIRANI
87

LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LA RUSSIE
90

FÉMINISMES EN TEMPS DE GUERRE

BILKIS, UN FÉMINISME DE TERRAIN
ENTRETIEN AVEC PATRICK LE TRÉHONDAT
95

RETOUR VERS LE FUTUR

ANNA KULISCIOFF, L'EXTRAORDINAIRE VIE D'UNE SOCIALISTE EUROPÉENNE
ANATOLII DUBOVYK
101

BOITE ALERTE

VPERED: UNE MAISON D'ÉDITION RADICALEMENT À GAUCHE
ENTRETIEN AVEC PATRICK LE TRÉHONDAT
108

SOLIDARITÉ ÉDITORIALE INTERNATIONALE
111



L'esprit de Haymarket Square

ROMAIN DESCOTTES, PATRICK LE TRÉHONDAT,
CHRISTIAN MAHIEUX, MARIANA SANCHEZ,
PATRICK SILBERSTEIN¹

En cette veille de 1^{er} Mai, alors que nous bouclons la 29^e édition de *Soutien à l'Ukraine résistante*, une question, futile sans doute, nous taraude : y aura-t-il un défilé du 1^{er} Mai à Moscou? On le sait, cette journée de lutte internationale pour la défense des droits des travailleurs a été pendant des décennies l'occasion pour les maîtres du Kremlin de montrer leur puissance militaire destinée à la fois à réjouir les zéloteurs de ladite « patrie des travailleurs » et à montrer les muscles à l'« impérialisme », le seul à leurs yeux. Tombée en désuétude – on comprend aisément pourquoi – après la chute de l'« empire » stalinien, la célébration du 1^{er} Mai a été remise au goût du jour en 2014 par Vladimir Poutine. Celui-ci avait alors convoqué le peuple sur la place Rouge pour célébrer ce grand moment d'internationalisme prolétarien que fut le « rattachement » de la Crimée à la Fédération de Russie.

Peu nous importe de savoir si les nostalgiques des temps stalino-brejnéviens battront le pavé, avec ou sans l'appui du Kremlin. Peu nous importe que la Fédération des syndicats indépendants (sic!) de Russie appelle à manifester. Qu'est-ce qu'une telle fédération peut avoir à dire aux peuples du monde, elle dont l'invité d'honneur lors de son 12^e congrès, le 4 avril dernier, était Vladimir Poutine. Lequel a

salué la « contribution active » du syndicat à l'« opération militaire spéciale » et sa « participation à la restauration des territoires historiques du Donbass et de Novorossiïa ». Cette même fédération que notre ami et syndicaliste catalan, engagé avec la résistance ukrainienne, Alfons Bech a qualifié de « fascisme déguisé » en rappelant que le « syndicalisme international doit aller au-delà des approches prétendument pacifistes qui donnent carte blanche à ceux qui agissent de manière armée et sans respect du droit international contre les travailleurs, les syndicats et le peuple d'un autre pays ».

Dans les villes d'Ukraine soumises au feu de l'armée russe peut-être n'y aura-t-il pas de défilé... Peut-être le mouvement social ukrainien célébrera-t-il le 1^{er} Mai dans les tranchées ou en manifestant sa résistance sociale à sa façon, compte tenu des circonstances... Nous n'en savons rien. Mais qu'importe. Le 1^{er} Mai c'est sur le front intérieur et sur la ligne de démarcation séparant l'Ukraine libre de l'Ukraine occupée que soufflera l'esprit de Haymarket Square. Il rôdera aussi dans les territoires occupés eux-mêmes, que certains osent considérer comme des territoires « disputés », tout comme il murmurerait, évidemment, dans les rues des villes de la Fédération de Russie en bravant le talon de fer du régime.



1. Membres des Brigades éditoriales de solidarité.

1^{ER} MAI 2024 : SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE AVEC LES TRAVAILLEUR•EUSES ET LE PEUPLE D'UKRAINE

Les Ukrainiennes et les Ukrainiens sont un peuple opprimé, menacé de destruction par une puissance impérialiste. Au cœur de leur lutte de libération, des syndicalistes, des jeunes, des féministes qui réclament des armes pour libérer tout le pays, et du soutien pour affronter la politique néolibérale du gouvernement. Ils ne veulent pas d'un « cessez-le-feu » qui enterrerait l'occupation et les crimes de masse que celle-ci entraîne. Ils ne veulent pas du règne du marché et des oligarques. Soutenir ces deux combats est indispensable.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) appelle en ce 1^{er} Mai à soutenir et à renforcer les actions menées en ce sens par une grande partie du mouvement syndical.

EN UKRAINE, LES TRAVAILLEUR•EUSES SE BATTENT POUR LEURS DROITS

Depuis le 24 février 2022, ils et elles sont des dizaines de milliers de travailleur•euses qui défendent les armes à la main la souveraineté de leur pays et la démocratie.

Beaucoup de militant•es syndicaux•ales sont sur le front. Beaucoup ont été tué•es et bien d'autres blessé•es. Ils et elles savent tous et toutes qu'une victoire de Poutine signifierait la fin de l'Ukraine, une régression sociale d'ampleur et la destruction de leurs organisations syndicales.

Au front, ils et elles sont soutenu•es par leurs organisations syndicales, qui viennent leur apporter un soutien matériel et moral.

Dans cette situation difficile, ils poursuivent la défense de leurs droits face à la politique néolibérale du gouvernement Zelensky. En octobre 2023, le syndicat libre des cheminots d'Ukraine, membre de la confédération KVPU, a obtenu pour 300 000

travailleurs le règlement de l'entièreté de leurs salaires. « Notre syndicat protège les travailleurs sous la loi martiale », explique Volodymyr Kozelsky, son président.

Plus récemment le syndicat des personnels soignant Sois comme Nina a pu arracher le paiement des arriérés de salaires à l'hôpital de la ville d'Oleksandria.

Il y a quelques semaines, à Lviv, ce sont plus de 1 000 étudiant•es qui, à l'appel du syndicat Priama Diia, se sont rassemblé•es contre la fermeture de leur université.

UNE LUTTE SUR DEUX FRONTS

Contre l'impérialisme russe, pour la défense de leurs droits, la lutte des travailleur•euses ukrainien•es se mène sur deux fronts.

Le Comité français du RESU s'est engagé dans le soutien à Veteranka, une association de femmes militaires qui se fixe pour but « la défense et protection des droits des femmes vétéranes et du personnel militaire [féminin] actif ».

Nous nous sommes associés avec d'autres organisations et comité européens pour répondre à une demande urgente de Veteranka.

Une de leurs membres est médecin dans la 92^e brigade, qui se trouve sur le front à proximité de Donetsk. Leur unité de soins médicaux a un besoin urgent d'ambulances blindées pour transporter les blessé•es vers les hôpitaux de l'arrière. On sait que la rapidité à l'heure de transporter des blessé•es du front est décisive pour sauver des vies.

Pour contribuer à cette action voir au verso

.../...

Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

ukrainesolidaritefrance@gmail.com - <https://www.facebook.com/profilis.php?id=100067563586225>



Carnet de bord

ANTOINE RABADAN¹

Ce Carnet de bord est constitué d'un ensemble, mis sur Facebook, de réflexions quasi quotidiennes sur la situation militaire en Ukraine. Elles prennent appui sur divers documents, écrits ou vidéo, de presse. Le but de ces lignes, par-delà l'affirmation d'un soutien total à la résistance armée et non-armée des Ukrainien·nes, est de mettre à disposition des internautes des données proprement militaires d'une guerre à barbarie exponentielle. Et cela, d'une part, avec la volonté de les mettre en perspective politique, au sens large du terme, crédible et féconde, sans dogmatisme mais non sans fermeté vis-à-vis des manœuvres diverses cherchant à obtenir le désarmement de l'Ukraine; et, d'autre part, pour que la solidarité internationale avec le peuple ukrainien comme avec les opposant·es russes se renforce et contribue à la défaite militaire et politique du sanglant agresseur impérialiste. Condition pour que s'ouvre un cycle de mobilisations élargissant la lutte de libération nationale à celles pour la justice et l'égalité sociale et pour la pleine efficacité des libertés démocratiques, le tout, c'est ainsi que je l'entends, en dynamique d'émancipation anticapitaliste. Toutes choses impossibles à envisager pour un temps long si, par malheur, l'Ukraine passait sous la botte du dictateur néofasciste russe et si, comme ce serait largement prévisible, d'autres pays devenaient les prochaines cibles de la volonté d'expansionnisme de celui-ci.

1. Antoine Rabadan est membre du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Article repris de la page FB du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225).

Mardi 16 avril 2024

Urgence contre urgence : la nôtre est que la résistance ukrainienne soit livrée en armes pour que l'urgence russe à gagner la guerre soit défaite!

Un bon article de *Midi Libre*² aide à comprendre la course de vitesse que la Russie engage pour, sinon gagner la guerre, tenter de percer les lignes défensives ukrainiennes essentiellement dans le nord-est du pays. Pressée par le temps car l'énormité des pertes humaines et en matériel qu'elle subit, contrairement à ce que l'on croit parfois, entravera décisivement une capacité opérationnelle déjà bien poussive. L'horizon que certains donnent à cette offensive pour espérer obtenir des résultats décisifs c'est deux mois, d'autres plus mais, en tout cas, pas au-delà de 2024! Ce qui serait bien long pour un peuple en souffrance extrême.

Ce qui est intéressant à noter c'est que les graves difficultés à concrétiser son effort militaire que connaît la Russie tiennent indiscutablement à la capacité de la courageuse résistance ukrainienne à le faire déjouer malgré le terrible sous-armement dont elle souffre et qu'elle paye de pertes, certes moindres que celles de l'ennemi, mais bien réelles.

Preuve s'il en est de la nature de cette résistance : une lutte de résistance nationale qui, sans l'appui populaire, très largement maintenu, comme l'indiquent tous les sondages, malgré des signes d'usure bien compréhensibles, aurait été battue, balayée depuis longtemps. L'idée largement partagée dans la population ukrainienne que cesser de se battre signifierait passer, entièrement ou pour partie, sous la coupe totalitaire du régime poutinien ou lui

2. «2024, la dernière opportunité significative : pourquoi il devient urgent pour la Russie de gagner la guerre en Ukraine?», *Midi Libre*, 16 avril.



abandonner les compatriotes des territoires occupés, suffit à dissuader chacun·e d'envisager de renoncer à la lutte.

Enfin, l'autre leçon que délivre la situation actuelle c'est que l'actuelle offensive russe, que le courage ukrainien parvient à contenir tant bien que mal, n'est rendue possible que par la décision politique américaine de cesser son soutien en fournitures d'armes aux combattant.e.s de l'Ukraine. Autre preuve, s'il en est, qui met à mal les fumisteries prépolitiques des propoutine occidentaux déclaré·es ou sournoisement déguisé·es en pacifistes... pour le désarmement des Ukrainien·nes et contre le militarisme fou des États-Unis. Silence à l'appui sur l'hypermilitarisme de la Russie pourtant en exercice barbare grandeur nature en Ukraine. Les susdits sont en effet pris à revers de leur mix fureur unilatéraliste anti-impérialisme US/gentil irénisme bien au goût du tsar jugé pas si impérialiste que ça, au constat que la Russie, en difficulté militaire, ne peut mener l'actuelle offensive militaire que grâce au coup de pouce que lui donne la logique interne dudit impérialisme américain, ce conflit démocrates/républicains trumpisés qui bloque les 60 milliards de dollars promis à l'Ukraine. Ce qui amène la marionnette otanesque qu'est, pour ces gauches délirantes, l'Ukraine à faire quasiment seule, le gros du boulot de défense de la nation en s'exposant, par ailleurs, au reproche des supposés marionnettistes américains de leur casser le business et la campagne présidentielle en détruisant les raffineries de pétrole sur sol russe. Reconnaissons-le, tout cela est bien difficile à suivre, tellement le réel se dédie méchamment à exploser les simplismes dans lesquels se vautrent certain·es se réclamant de gauche et/ou pacifistes!

Conclusion: appelons sans cesse à ce que cesse l'assèchement des fournitures d'armes à la résistance

populaire ukrainienne au nom du seul internationalisme qui vaille, celui qui base son soutien à tout peuple en lutte sur son incontournable droit de se fournir en armes d'où qu'elles viennent (les Espagnol·es de 1936-1939 ont souffert de ce qu'une telle revendication, largement approuvée par les gauches militantes internationales d'alors, n'ait pas été satisfaite à hauteur de leurs besoins d'autodéfense). À défaut d'un tel positionnement, l'internationalisme en deviendrait frelaté et, par là politiquement contre-productif puisqu'il travaillerait à faire gagner l'ennemi de ces peuples (Franco a gagné, en très grande partie, à cause du déséquilibre de la puissance de feu qui s'est établi au détriment du peuple antifranquiste).

Appui total donc aux Ukrainien·nes pour qu'iels tiennent le front jusqu'à épuisement définitif des moyens destructeurs de l'impérialisme russe, condition nécessaire pour qu'iels puissent reprendre le chemin d'une offensive libératrice du territoire national!

Dimanche 14 avril 2024

Israël, Ukraine, les armes, les impérialismes et l'internationalisme.

Dans l'escalade qui se met en place en ce moment entre Israël et l'Iran, sur fond terrible des massacres que le premier fait subir au peuple palestinien de Gaza, Cédric Mas¹, rappelle avec force ce qui unit cette situation du Moyen-Orient et celle de la guerre qu'inflige la Russie au peuple ukrainien. Et cela autour de la question clé de l'armement en jeu dans les deux cas.

Cédric Mas résume cela en ces termes clairs que l'on néglige ou sous-estime souvent, trop souvent,

1. Frappes de l'Iran contre Israël: l'État hébreu bénéficie d'aide «que nous refusons aux Ukrainiens», selon un historien, Cédric Mas, [France Info](#), 14 avril 2024,



dans les chancelleries comme, hélas, dans une partie des milieux militants engagés sur les questions internationales: «Un soutien hors norme [est accordé par les puissances occidentales à] Israël, l'aide occidentale à Israël a été multipliée entre 10 et 30 depuis le 7 octobre 2023», d'après lui. Une générosité pourtant «que nous refusons aux Ukrainiens au même moment. Les difficultés en Ukraine aujourd'hui sont la conséquence directe de l'attaque du 7 octobre et de la réorientation de l'aide occidentale massive vers Israël¹».

Oui, il y a une corrélation étroite entre, d'une part, ce que lesdits États, dont celui de la France, fournissent en armement sophistiqué à l'État israélien et qui lui permet de massacrer méthodiquement, avec une dynamique génocidaire, tout un peuple et, d'autre part, ce que les mêmes États se refusent à fournir en armement à l'Ukraine, en premier lieu au peuple ukrainien, pour résister à l'agression néofasciste russe. Ce clair double standard est rendu confusionaliste par le fait que ce sont les mêmes qui se disent alliés de l'Ukraine et d'Israël alors que ce qui se révèle au détour des événements moyen-orientaux c'est la différence d'implication, et du sens de cette implication, de ces impérialismes occidentaux et de leurs propres alliés, pour partie intégrés à l'OTAN, dans l'appui qu'ils consentent à accorder à l'un et à l'autre, Israël et Ukraine.

Dans un cas, l'Ukraine: indéniablement mus par des calculs géopolitiques autrement plus prénants que ce que leurs déclarations sur la défense de la démocratie, le soutien aux Ukrainien-nes, etc. laissent entendre, les États-Unis en premier lieu mais aussi l'Allemagne ou encore la France – mais si, la France, quoi qu'elle fanfaronne sur l'aide fournie

– mégotent sur la quantité mais aussi sur la qualité opérationnelle de l'aide militaire fournie. Par là, se déclare que, chez eux, le souci du peuple ukrainien est totalement subordonné à la logique du «ne pas laisser filer cette guerre plus loin qu'il ne faut»: autrement dit la logique du «éviter qu'une défaite cinglante de Poutine, dont le peuple ukrainien est prêt à payer le prix – il le démontre en ce moment même – pour sauver sa souveraineté et ses libertés, ne déstabilise l'ordre mondial». Ordre dans lequel, pour les susdits, prime *in fine*, mais en fait *a principio*, la stabilité structurelle des échanges capitalistes et de la profitabilité induite plus quelques autres calculs opportunistes. Voyez comment les États-Unis, avec une impudeur invraisemblable viennent rappeler aux Ukrainien-nes, avec de fortes pressions pour qu'ils obtempèrent, heureusement en vain, que cela suffit de frapper les raffineries de pétrole russes et de faire monter les cours à la pompe de ce carburant alors que la campagne électorale outre-atlantique bat son plein. Alors que c'est, aussi, précisément et fondamentalement, à cause de l'absence de l'aide américaine en armements permettant d'inverser le rapport de force sur le front que l'Ukraine se résout, avec les armes qu'elle-même parvient à fabriquer, à cibler ce pétrole qui est essentiel aux Russes pour mettre en mouvement les chars, blindés et autres moyens de transport, ainsi que l'aviation, nécessaires à l'enfoncement des lignes ukrainiennes!

Dans l'autre cas, ce sera plus vite résumé, c'est *open bar*: alors qu'on nous mène en bateau, les Ukrainien-nes en premier, sur le manque d'armes à fournir à ceux-ci, on constate que, des armes, et des plus sophistiquées, il y en a à profusion pour Israël: ces armes, qui pourraient être mises au service d'un règlement rapide, économe donc en vies humaines, en Ukraine, sont envoyées à flux continu



1. *Ibid.*

au criminel État d'Israël; avec la conséquence que ce qui est entravé, dans un cas, c'est la victoire d'une lutte de libération nationale populaire contre l'impérialisme mafieux néofasciste russe et, dans l'autre cas, ce qui est encouragé et vivement soutenu c'est l'écrasement d'une résistance nationale populaire, à Gaza, comme on ne l'avait pas vu depuis longtemps, par le sous-impérialisme israélien, lequel, ce qui explique tout, est historiquement dévoué à gendarmier, au service des intérêts sur-impérialistes occidentaux, la zone moyen-orientale.

Ceci devrait crever les yeux de ces soutiens actifs du peuple palestinien qui, idéologiquement aveugles, ne veulent pas voir le sort fait au peuple ukrainien par un sous-impérialisme, certes en voie accélérée de vassalisation par l'ascendant impérialisme chinois, mais pour cela même hyperboliquement mortifère sur la zone qu'il considère comme son pré carré de toute éternité.

Réfléchissez, ami·es et camarades, l'internationalisme qui vous mobilise à juste titre pour les Palestinien·nes gagnerait à vous mobiliser dans le même temps pour le peuple frère ukrainien: on voit bien, mais de toute évidence vous non, l'interconnexion géopolitique des situations respectives qui leur sont infligées. Recouvrez l'intelligence de l'internationalisme qui, jamais, ne peut être unilatéral: rejoignez l'action de ceux, pour beaucoup anti-impérialistes sans frontières, par exemple dans le cadre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)¹, afin qu'ensemble, tous ensemble, ouais, il soit obtenu que les armes destinées à l'État d'Israël soient redirigées vers la lutte du peuple ukrainien! En voilà une mobilisation, susceptible de faire la jonction, que les puissances internationales s'ingénient

1. www.facebook.com/profile.php?id=10008756358622.5

à faire disjoncter en nous divisant, d'abord par la division qui est entretenue entre nous, et, par là, en affaiblissant le combat d'ensemble pour la libération des peuples. De tous les peuples!

Samedi 13 avril

L'infiltration russe en Occident pour se procurer les moyens technologiques de mener cette guerre, contre, comme elle le crie sur tous les toits, ce même Occident². Guerre dont la première étape est la conquête destruction de l'Ukraine. Et, tant qu'on y est la destruction d'une grosse partie du peuple, devenue explicitement cible militaire, l'autre partie, survivante, étant appelée à subir la domination totalitaire qui pèse, sur le peuple russe. En l'agrément, tout de même, du complément de douceurs que réserve le pouvoir néofasciste à tout un peuple vu comme «ukronazi».

Néofascistes contre nazis, bonjour la fable! En Occident, des esprits perdus, tordus... y croient.

Vendredi 12 avril 2024

L'invulnérabilité de la Russie une nouvelle fois mise à mal. Cette fois c'est sur le territoire clé de Kaliningrad, l'exclave russe qui est une base navale sur la Baltique, que cela s'est passé³: le système de communication et d'automatisation d'une frégate lance missile a été détruit par le feu. Ce qui suppose une action commando ou d'infiltration ukrainienne dans l'équipage du navire.

2. « États-Unis: deux ressortissants russes avouent avoir exporté illégalement des technologies aéronautiques contrôlées en Russie », *Le Figaro*, 11 avril 2024.

3. « Navire: Moscou punie par Kiev dans la Baltique? », *LCI*, 10 avril 2024.



Kaliningrad est important pour Poutine et sa bande qui ne se privent pas d'avertir qu'ils sont eux-mêmes au cœur de la structure de défense otanienne dans la région baltique où ils ont installé des missiles nucléaires de moyenne portée! Mais voilà, on n'est jamais en sécurité totale: le message est clair de la part des Ukrainiens. On peut frapper là aussi.

Jeudi 11 avril 2024

La Russie au régime de la dictature de la loi. Cette vidéo (d'une vingtaine de minutes)¹ nous délivre une excellente approche de l'usage que fait la dictature russe de la loi pour domestiquer ses élites soutenant le pouvoir, en absolutisant leur dépendance et fidélité au dictateur et cela en faisant peser sur elles la menace constante que, selon le bon vouloir du maître, une loi faite sur mesure par et pour lui peut, à tout moment, les faire tomber douloureusement en disgrâce! On ne sait par ailleurs que trop que cette dictature de la loi, reposant sur la domestication en amont des magistrats, vise les opposant·es à la dictature à coups de jugements fabriqués de toutes pièces et de condamnations extrêmement lourdes. Sans parler des exécutions extrajudiciaires.

Écoutez bien, par ailleurs, ce que dit l'invité sur le tournant tout récent qu'a signifié la présentation médiatique, délibérément assumée, des terroristes islamistes du Crocus City Hall de Moscou, tous marqués de sévères traces de tortures. Inédit nous dit l'universitaire. Jusque-là la torture était cachée. Une autre digue qui a sauté en Russie.

Il est par ailleurs particulièrement intéressant de voir statistiquement documenté comment c'est la guerre en Ukraine qui a permis ce basculement pleinement dictatorial du régime russe: on peut à bon

droit estimer, en effet, que la décision de l'agression impérialiste en Ukraine était largement à vocation et à effets internes à la Russie. Dans la combinaison, d'une part, du matraquage loufoque de la population russe sur le nazisme ukrainien et la menace que, bras armé de l'OTAN et de tout l'Occident décadent, il représentait pour la Grande Patrie, et donc partant, d'autre part, de la nécessité impérieuse d'imposer le coup d'arrêt le plus brutal possible à cet ukronazisme ukrainien fantasmé au souvenir de la Seconde Guerre mondiale, une guerre totale contre le peuple ukrainien, lui-même nazifié, se dessine un schéma spectaculairement et machiavéliquement achevé: celui du jeu en interaction serrée de la double dynamique de l'interne, la mise au pas, comme jamais (sauf à remonter au temps du Staline significativement admiré du nouveau tsar, ancien du KGB), de la société russe et de l'externe, la nécessité indiscutée et indiscutable, de par le poids de la dictature de la loi contre toute contestation, d'écraser le pays voisin sous les bombes... et de pousser à une hyperbolique mort de masse les soldats russes!

Selon moi, il manque seulement – pudeur académique d'universitaire?, que soit énoncé le mot qui s'impose pour caractériser ce tournant totalitaire du régime d'instrumentalisation totale de la justice au politique: néofascisme!

Cela dit, un grand bravo à *Mediapart* pour avoir permis cette déconstruction implacable de l'un des rouages essentiels du poutinisme institutionnel. En ce qu'elle permet aussi, par rebond, d'apprécier ce qu'elle dit, en creux, de tous ceux, toutes celles qui ont les yeux de Chimène ou plus sournoisement se mobilisent en crabe pour que le mortifère Cid Campeador des terrifiants temps modernes obtienne de substantiels gains, voire décroche la pleine victoire,



1. «Russie: la loi au service de la répression», *Mediapart*, 10 avril 2024, .

des prédatons et crimes commis dans sa campagne d'Ukraine.

Mercredi 10 avril 2024

Les camarades du NPA ont réalisé une entrevue de Patrick Silberstein, des éditions Syllepse, qui vaut vraiment d'être vue pour aborder les enjeux internationalistes de la guerre en Ukraine. Par où sont questionnées les énormes carences à gauche sur ce terrain clé des politiques d'émancipation qu'est l'internationalisme, et leurs funestes conséquences sur une gauche incapable de résister au processus de déliquescence politique qui ne cesse de s'approfondir au-delà de ce seul terrain de l'internationalisme, mais indiscutablement en lien étroit avec lui¹.

Mardi 9 avril 2024



Les récentes attaques ukrainiennes des raffineries de pétrole² font mal à la Russie qui, une nouvelle fois, est renvoyée à la réalité d'être un colosse, certes violemment terroriste contre le peuple ukrainien, mais aux pieds indiscutablement d'argile. Ce que la myriade internationale de pro-russes à oeillères ne veut ni voir ni entendre. Et pourtant... Cette fragilité structurelle de la Russie, à côté de quelques autres, que constitue sa dépendance aux ressources en pétrole, laquelle est déjà affectée par les sanctions économiques et commerciales de tous ordres suite à son agression de l'Ukraine, est un élément important de la guerre et les Ukrainiens l'ont bien compris.

Ceux-ci compensent les difficultés à tenir le front, de par leur propre dépendance des approvisionnements en armes sans lesquels un petit pays comme

le leur a beaucoup de mal à contenir l'ours prédateur, par une incroyable intelligence stratégique des points faibles de cet ennemi : essentiellement la logistique militaro-civile, celle du pétrole en tête, qui lui permet d'envoyer à la mort, sans états d'âme, des centaines de milliers de ses soldats pour tenter de noyer sous un effet de masse les lignes défensives des résistant·es. Du pétrole donc pour que sa propre chair à canon continue, en se faisant elle-même massacrer, à massacrer un peuple, civil et militaire, qui ne demande qu'à être libre de décider... d'être libre !

À tout cela il faut ajouter ceci que la propagande pro-russe cherche à nous faire oublier : la pénurie d'approvisionnements en armes qui met en difficulté l'Ukraine l'amène, animée par un esprit de résistance toujours farouche quoi que l'on nous serine, à trouver des parades permettant de sauver l'essentiel, empêcher l'ennemi de percer ses lignes défensives. Jusqu'à ce que se réveille ce curieux allié américain qui, gagné, pour partie importante, par un tropisme de méfiance et de mépris envers un peuple en lutte qu'il prive d'armes, assume ainsi de donner du rapport de force au totalitaire russe pourtant dangereux pour États-Unis eux-mêmes et bien au-delà. Jeu de puissance sur le fil du rasoir que les peuples payent au prix fort.

Encore ceci : en se positionnant ainsi, en faisant de nécessité (l'assèchement américain d'appui armé) vertu (le choix de cibler, par ses propres moyens, les points faibles de l'agresseur), l'Ukraine fait la démonstration éclatante de ce que les solidaires internationalistes affirment depuis le début : la dépendance, inévitable, du peuple ukrainien vis-à-vis des fournitures d'armes de pays occidentaux relevant pour les plus dominants du statut d'impérialistes, ne signifie en aucune façon soumission, vassalisation, à ceux-ci. À preuve justement ce choix, signant

1. *L'Anticapitaliste*, vidéo, www.youtube.com/watch?v=AQV4-8TrcQ0.
2. Russie : en panique face aux attaques de l'Ukraine, Moscou commande 100 000 tonnes de carburant au Kazakhstan, *Géo*, 10 avril 2024.

l'autonomie politique, dans la dépendance militaire, de l'Ukraine, la poussant à transgresser l'insistante demande des Américains de cesser d'attaquer les raffineries de pétrole russe. Demande faite au nom de ses seuls intérêts économiques, financiers, politiques de ne pas voir les cours d'un pétrole, se raréfiant, s'envoler et provoquer la colère de l'électeur en cette période électorale. L'Ukraine, placée militairement contre le mur, décide, elle, que prime son intérêt de nation à demeurer indépendante dans le cadre de son intégrité territoriale et donc, feu à volonté sur le pétrole russe!

Façon, en fin de compte, sorte de coup de poker, certes, d'amener l'«ami» américain, colosse aux pieds d'argile lui aussi, à faire sauter son verrou sur les fournitures d'armes: pétrole contre armes, okay? Risqué mais sans prise de risque, c'est – terrible prise en tenaille à éviter – la loi du plus fort, tant de leurs ennemis que de leurs «amis», qui s'imposerait implacablement aux peuples. Car il s'agit bien d'une logique de peuple, négligée d'un revers de la main par les confusionnistes faux internationalistes et autres pseudo-pacifistes, qui anime l'Ukraine dans le paradoxe qu'elle est dirigée par un gouvernement, pour sûr, non spontanément animé du seul intérêt de son peuple¹. La Russie poutinienne – on devrait

1. Un des aspects les plus frappants du confusionnisme ambiant sur les enjeux politiques de la guerre d'Ukraine tient incontestablement à la rupture chez ceux qui, peu prou, se revendiquent de Marx, Lénine ou Trotsky et tant d'autres. Rupture avec leurs écrits essentiels (à développement embryonnaire chez le premier) et probablement parmi les plus actuels, sur la dialectique des questions nationales et de l'international(isme). Pour eux, une lutte nationale, même sous direction bourgeoise, pouvait avérer être la condition de possibilité pour qu'un projet anticapitaliste acquière une audience populaire de masse. Ce qui amenait ces auteurs, en l'exprimant sous diverses formulations, à appeler les révolutionnaires à prendre une part active, drapeau socialiste-communiste déployé, au développement de ce type de lutte et à travailler en son sein à faire valoir la crédibilité de leurs options émancipatrices, politiques,

prendre pleinement la mesure de la chose – a éradiqué, elle, le moindre indice d'un tel paradoxe et c'est ce qui fait toute la différence avec l'Ukraine de Zelensky qui est plus, bien plus que Zelensky. Lequel Zelensky, au demeurant, ne saurait, quelques critiques que l'on doive lui adresser pour son néolibéralisme économique à conséquences antisociales, être réduit à être le pantin des États-Unis et de l'UE que les esprits poreux aux fables russes voient en lui: la preuve par les raffineries en flamme de Russie et les grimaces de l'Oncle Sam.

Dimanche 7 avril 2024

Remarquable retour sur Munich 1938, par recension d'un livre important récemment paru sur le sujet², qui permet de voir ce qui, dans ce funeste événement, peut nous prémunir de reproduire l'erreur commise alors avec Hitler. Sans que cela implique de tirer une équation simpliste entre ce dictateur et celui qui, néofasciste et non plus fasciste comme alors, règne en Russie, même si leur commun bellicisme meurtrier constitue une analogie majeure à prendre en compte. Cette analogie peut nous aider à sortir de ce qui a caractérisé l'esprit de Munich et reste actuel, une démarche, vouée à échouer piteusement, pour faire gagner à la paix celui qui n'en avait cure et le démontra apocalyptiquement peu de temps après! De ce point de vue il y a bien similitude entre les deux totalitaires et nous devons nous défaire de toute similitude, en miroir, avec la position des «munichois».

sociales... et nationales, posées, en interaction maîtrisée, comme structurellement non-contradictaires. Voir à ce sujet mon article «Trotsky sur l'Ukraine lu à contresens par certains trotskystes!», *Mediapart*, 24 juillet 2022.

2. «Comment les démocraties peuvent-elles s'extraire de la tétanie? Les leçons de Munich 1938», *Challenges*, 3 avril 2024.





Cela étant dit, le débat est ouvert parmi ceux qui soutiennent l'Ukraine. Je suis quant à moi pour que l'on défende la démocratie ukrainienne contre le néofascisme russe mais au nom de la remobilisation du peuple ukrainien autour d'un projet d'émancipation anticapitaliste, antinéolibéral. Donc en mettant le cap sur un dépassement radical, par rupture, de l'actuelle démocratie construite par rejet compréhensible – et comment! –, d'une dictature traumatisante se revendiquant fallacieusement d'un idéal communiste qu'elle avait assassiné. C'est ce projet courageux qui est défendu par la gauche ukrainienne et les principaux syndicats du pays, à contre-courant comme il est arrivé à tant d'autres par le passé. Gauche et syndicalisme qui, en consonance avec leur peuple et pour être compris de lui comme antidictatoriaux/antinéolibéraux, participent activement à la résistance armée et non armée à l'envahisseur. Et cela en se démarquant des mesures néolibérales du gouvernement ukrainien comme de l'alignement socio-économique qu'elles présupposent avec l'UE. Lesquelles mesures en attaquant les droits sociaux, pourtant souvent limités par le double héritage des années stalinienne et de celles des staliniens reconvertis ultracapitalistes sauvages, font courir le risque irresponsable d'affaiblir l'engagement populaire dans la lutte contre l'agresseur.

«Les accords de Munich, résumé Serra, posent le problème de l'attitude des démocraties face à la force et du pacifisme face à la brutalité. La seule réponse efficace est la fermeté appuyée sur le recours, s'il le faut, à la "violence légitime": répondre à l'agression par la passivité ne fait que renforcer les dictatures et encourager leurs mauvais agissements.»

Samedi 6 avril 2024

À nouveau sur la gauche qui fait faillite sur faillite en pulvérisant le logiciel historique de l'internationalisme! En laissant le champ libre pour que les extrêmes droites en récoltent les fruits. Extrait:

Les conséquences de cette situation sont évidentes et prévisibles: manque total de crédibilité et inévitable faillite de cette gauche qui n'arrête pas de faire du deux poids et deux mesures, alors que les guerres d'extermination lancées par la Russie de Poutine et l'Israël de Netanyahu contre les peuples ukrainien et palestinien présentent bien plus de similitudes que de différences. Après tout, ce n'est pas le ministre russe des affaires étrangères et bras droit de M. Poutine, M. Sergueï Lavrov, qui nous contredirait lorsqu'il s'obstine à affirmer catégoriquement qu'«Israël poursuit des objectifs similaires à ceux de la Russie» puisqu'il fait à Gaza ce que la Russie fait en Ukraine.

«Gaza et l'Ukraine exacerbent le problème éthique d'une gauche internationale déjà chancelante!¹»

Samedi 6 avril 2024

Les réseaux de propagande russe bruissent de rumeurs indiquant que la Russie se préparerait à lancer une attaque d'envergure sur la ville de Kharkiv au nord-est de l'Ukraine, la deuxième ville la plus peuplée du pays. Laquelle subit depuis quelques jours, des frappes parmi les plus meurtrières enregistrées dans cette guerre, ciblant délibérément les civils et les infrastructures vitales pour ceux-ci. Tout à l'image de ce qu'est ce criminel État impérialiste et néofasciste.

1. *Entre les lignes entre les mots.*

Selon la vidéo ci-jointe¹, une fois prise la mesure des scénarios possibles pour que l’envahisseur mène une telle offensive, la conclusion va dans le sens d’une forte improbabilité que la Russie ait les moyens militaires d’un tel projet. Il est donc plus qu’envisageable que nous ayons là une nouvelle offensive de la propagande dont la Russie est friande pour intoxiquer les esprits, brouiller les repères et faire oublier qu’elle fait la démonstration qu’avec un maximum de moyens elle n’est capable, à l’heure actuelle, que d’opérer sur le front un laborieux grignotage de terrain à un coût humain et en matériel démentiel.

Les responsables militaires ukrainiens ne se laissent pas impressionner par une propagande qui, à force de s’exposer à dire n’importe quoi, ne peut berner que les naïfs et autres cyniques à l’affût de contes de fées russes et, tout au plus, les esprits politiquement fragiles parmi les opinions publiques occidentales. Ce qui oblige à déconstruire régulièrement les fake news du Kremlin comme il est fait sur cette page.

L’Ukraine, en tout cas, du moins pas dans l’immédiat, ne redéploiera pas de forces sur Kharkiv et ainsi évitera de dégarnir les lignes défensives en place ailleurs tout en suivant de près l’évolution de la situation autour de cette ville.

Samedi 6 avril 2024

Toujours la propagande russe en Occident, ici plus sophistiquée que d’habitude, à travers de faux graffitis² supposément présents dans les rues et attribués faussement à des tagueurs connus. Toujours pour affaiblir la critique, la contestation de la mortifère

1. « Alarmes déclenchées ! Nouvelle menace de la plus grande offensive russe à Kharkiv », *Les rapports de l’Ukraine*.

2. « De mystérieux graffitis anti-Zelensky en Europe ? » *LCI*, 5 avril 2024.

guerre contre l’Ukraine et le soutien à la résistance de celle-ci. Toujours aussi le mépris de la vérité emblématique d’un système totalitaire sans foi ni loi ni espace de déconstruction, en son sein, de ces mystifications. Déconstruction dont nous avons un parlant exemple ici.

Vendredi 5 avril 2024

Перлимпинпин³ enfin mobilisé ? Les déboires de la marine russe en mer Noire amènent des remaniements à sa tête...

Cette vidéo⁴ opère un intéressant récapitulatif des navires coulés dans cette zone stratégique et explique la nouvelle tentative du Kremlin de trouver la parade à cette bérézina qui fait vraiment tache. En effet, outre la catastrophique image que donne, par ce stupéfiant bilan noir (comme cette mer), le fleuron de l’armée russe qu’était sa marine, c’est l’image même politique du pouvoir qui s’en trouve tourneboulee : comment concilier le spectacle du Goliath russe, fanfaronnant toutes les cinq minutes et sur toutes les ondes et flux réticulaires possibles du monde sur l’irrésistibilité de sa guerre en Ukraine, avec celui de ses navires de la mer Noire occidentale mis à l’abri, sans qu’ils le soient réellement, dans la partie orientale de cette mer pour leur éviter le triste sort de leurs pareils en train de rouiller au fond de l’eau ?

De quoi casser votre propagande, surexcitée, axée le retour de la Grande Russie sur la scène internationale... Si vous ajoutez à cela les laborieux et néanmoins criminels km² terrestres conquis sur des mois, au prix d’exponentielles pertes, contre un ennemi en sous-armement, vous comprendrez la froide injonction, que l’on devine, du tsar du Kremlin à mettre

3. Perlimpinpin.

4. « Kiev fait vivre l’enfer à Moscou en mer Noire », *LCI*, 5 avril 2024.



le holà à ces déroutes par la poudre de perlimpinpin que risquent d'être les nominations des nouveaux chefs de la marine, en toute probabilité plus ou moins clones de ceux qu'ils remplacent.

D'autant que ces insatiables Ukrainiens – c'est la petite musique qui monte de-ci, de-là – seraient en train de préparer un grand coup sur le fameux pont de Kertch dont on sait l'importance logistique pour le front terrestre mais aussi symbolique puisque c'est le joujou choyé du grand Chef. L'attaquer et l'endommager, voire le détruire, serait vécu par la mafia politique russe comme une inadmissible atteinte à l'honneur (l'honneur de la mafia, sacrée contradiction dans les termes! M'enfin, comme dirait le grand Gaston Lagaffé...) du susdit, blabla... Raison de plus d'y aller franco, non? Les Ukrainiens savent ce qu'ils ont à faire.



Mercredi 3 avril 2024

Décidément... Poutine, objectif «remonter des bretelles»! «это не может продолжаться¹».

Guerre en Ukraine: nouvelle perte russe en mer Noire... l'Ukraine abat un Forpost, «l'un des drones d'attaque les plus chers» au monde.

Son coût est estimé à 7 millions de dollars.

Les artilleurs anti-aériens des Forces armées ukrainiennes ont détruit un drone russe haut de gamme au-dessus de la mer Noire, a annoncé ce lundi 1^{er} avril le commandement local de l'armée de l'air sur les réseaux sociaux. Le drone abattu a été identifié comme étant un Forpost, un drone d'attaque et de reconnaissance de fabrication russe, basé à l'origine sur des conceptions israéliennes pour le Searcher puis mis à jour pour ressembler

au Bayraktar de fabrication turque. Son coût est estimé à 7 millions de dollars.

Mercredi 3 avril 2024

Avdiïvka, ce lieu d'une victoire surestimée de la Russie, est devenu symbole aujourd'hui de l'une de ses pires défaites (depuis celle, célèbre de Vulhedar, il y a un an: www.youtube.com/watch?v=dAo5jwpPjXQ)...

L'image de cette ville et de ses environs si pousivement conquis conquis (29 km² pour cinq mois d'efforts, 16 000 morts et 40 000 blessés) et quelques grignotages postérieurs, en les réduisant à un tas de ruines, par l'autoproclamée grande armée russe, s'est retournée contre ceux qui, incurablement poutinisés, voulaient la voir emblématique «pour l'éternité» d'un triomphe russe inarrêtable: ce qui vient de s'y passer permet de retrouver la signification profonde de ce qu'est le champ de bataille ukrainien, des dynamiques et des rapports de force non fantasmés qui s'y manifestent pour peu que l'on veuille bien les considérer sur la base de données fiables, vérifiables par croisement et observations géolocalisées par satellite...

La réalité c'est que, malgré leur supériorité militaire du moment, les Russes n'arrivent pas à transformer leur tactique défensive, obligée par leur déroute d'août-novembre 2022 avec les pertes de Kherson et de Kharkiv, en campagne offensive perçant des lignes ukrainiennes qui jouent, elles – en attendant de retrouver les armements nécessaires pour réattaquer – d'une tactique souple et mesurée de défense-repli-contre-attaque-repli, etc. qui, sans vilan jeu de mots, les déroute avec les coûts majeurs que l'on vérifie à nouveau!

Ce samedi 30 mars, dans les environs de Tonenke, un village près d'Avdiïvka, ville-clé que les Russes

1. « Cela ne peut plus durer ».

ont fini par faire tomber il y a quelques mois au prix de pertes colossales, la Russie a lancé le plus grand assaut de chars depuis le début de la guerre. Et comme le rapportent *The War Zone*, *Forbes* et *Business Insider*, cette offensive a tourné au massacre pour les troupes de Moscou¹.

Mercredi 3 avril 2024

L'Ukraine a frappé plus fort que jamais à l'intérieur de la Russie : à plus de 1 100 km de distance²!

C'est un centre urbain de plus de 3 millions d'habitants dans le Tatarstan qui a été ciblé sur deux sites importants pour l'effort de guerre russe : dans une zone hautement sensible appelée «zone économique spéciale», une usine d'assemblage de drones (6000 pour livraison d'ici 2025), construite il y a seulement quelques mois, a été complètement détruite (voir les spectaculaires images de la frappe) et, tout près, une énième raffinerie de pétrole.

Ces frappes portent la marque des innovations technologiques que mettent en œuvre les Ukrainiens pour compenser l'assèchement des fournitures d'armement américaines. Ce qui leur permet de s'affranchir des lignes rouges que leur imposent les États-Unis pour l'usage des armes fournies par eux qui ne doivent pas viser le sol russe ! On notera au passage que les pénuries dans les livraisons d'armes que subissent les Ukrainiens ont pour effet paradoxal de les pousser, gros succès militaires à l'appui, à s'autonomiser vis-à-vis des logiques géopolitiques de leurs alliés, principalement des Américains. Cela s'est vu dans leur façon de continuer leur série

impressionnante de leurs destructions de raffineries en sol russe, malgré les demandes américaines de les cesser, car si elles ont des effets sur la Russie, obligée de s'approvisionner en urgence en pétrole dans d'autres pays, elles menacent aussi d'en affecter les cours mondiaux. On comprend que cela ne réjouisse guère Washington (www.geo.fr/.../pour-quoi-les-etats-unis-appellent...). De quoi également mettre à mal la propagande qui, à gauche comme à droite, n'a de cesse de présenter, sur fond de musique russe, l'Ukraine et, finalement son peuple, comme les marionnettes des États-Unis.

Par ailleurs, ces frappes que d'aucuns, relayant les propos du ministre de la défense russe, voient comme le signe faisant diversion de l'impuissance des Ukrainiens à tenir le front terrestre, sont en fait la mise en œuvre de ce qui, en montant sans cesse en puissance, vise à détruire à grande échelle la logistique russe alimentant en armes, fournitures, soldats... les troupes terrestres du front et ainsi à y modifier, voire, à terme, inverser, les rapports de force.

Enfin, cet événement constitue une monumentale gifle à Poutine et son clan qui voient la toute fraîche embellie électorale auréolant le dictateur dévastée par le constat tellement évident que la Russie n'est pas capable d'arrêter un drone kamikaze de la taille d'un petit avion – regardez à nouveau les images – volant en toute impunité pendant 1 100 km sans être détruit et touchant en plein cœur la cible par téléguidage depuis l'Ukraine !

Question : qui peut s'attrister de tout cela ? Vous pensez que c'est une question qui ne peut pas se poser, ici, en France en particulier ? Ouvrez les yeux et dégagez les oreilles, vous comprendrez...



1. « Guerre en Ukraine : 12 chars et 8 blindés détruits... près d'Avdiivka, la Russie lance le plus grand assaut depuis le début du conflit et subit des pertes catastrophiques », *L'Indépendant*, 2 avril 2024,
2. « Kiev frappe au cœur de la Russie », LCI, 3 avril 2024, www.youtube.com/watch?v=YyCPeS4sHp0.

Mardi 2 avril 2024

Un important article de Michel Goya sur l'armée russe. Quelques extraits d'une analyse très pointue de ce qu'est cette force d'agression impérialiste dont on fantasme toujours qu'elle serait absolument redoutable. En oubliant qu'elle ne l'est qu'à la mesure des insuffisances, au demeurant, plus politiques que militaires de ses adversaires occidentaux! Les premières pesant lourdement sur les secondes, surtout pour ce qui est des fournitures d'armes, pour affaiblir la première ligne d'affrontement géopolitique international qu'est l'Ukraine avec l'envahisseur. Créant ainsi l'effet d'aubaine espéré par une armée et un pouvoir politique russes qui, ayant vu renvoyés dans les cordes leurs grandioses projets expansionnistes impérialistes, en sont réduits à des coups tactiques («*conquêtes et coups*, nous dit Michel Goya, *à petite échelle à chaque fois [à cause, entre autres, de] la défense ukrainienne*»), assez piteux en termes de gains territoriaux mais extraordinairement meurtriers pour leurs troupes.



Au bilan, les forces armées russes utilisent environ la moitié de leur potentiel humain dans la guerre en Ukraine et un tiers dans les douze armées du Groupe de forces en Ukraine (GFU). C'est suffisant pour obtenir une supériorité numérique sur le front mais insuffisant pour que celle-ci soit décisive. [...] Après le coup de massue que fut l'échec de la guerre éclair de début 2022, la réorganisation de l'armée a été l'occasion d'une reprise en main politique du GFU surtout après la rébellion de Wagner en juin. Wagner a été dissoute et ses soldats «nationalisés», tandis qu'on n'entend plus parler de généraux mécontents. Le risque à ce niveau est celui d'avoir remplacé des mécontents ou des suspects par des fidèles, un critère qui n'est pas forcément associé à celui de la compétence. Pour le reste, l'armée de terre russe poursuit son retour progressif

à l'organisation de l'armée soviétique sur le seul modèle simple armées-divisions-régiments plutôt que le fatras actuel de structures. Le facteur limitant est sans doute celui de l'encadrement supérieur. L'armée russe manque cruellement d'officiers compétents pour constituer les états-majors nécessaires à sa bonne organisation. [...]

Au total, la forme des combats n'a pas beaucoup évolué depuis le début de la guerre de positions en avril 2022, mais, pour parler en termes économiques, la composante Travail en augmentation l'emporte désormais sur le Capital matériel et technique en baisse car les destructions et l'usure l'emportent sur la production. Le troisième facteur de production, l'Innovation, est en hausse jouant plus sur les évolutions humaines (nouvelles compétences, méthodes ou structures) que matérielles, hormis sur les petits objets comme les drones, mais au bilan la combinaison TCI produit un rendement plutôt décroissant. Il faut aux Russes de 2024 dépenser plus de sang et de temps qu'à l'été 2022 pour conquérir chaque kilomètre carré. Les opérations offensives russes peuvent être toujours aussi nombreuses qu'à leur maximum à l'été 2022 mais de bien moindre ampleur.

La fonte de l'acier

Outre la mobilisation partielle humaine de septembre 2022, c'est la mobilisation industrielle qui a sans doute sauvé le GFU et lui a permis de croiser à nouveau en sa faveur les «courbes d'intensité stratégique» par ailleurs déclinantes des deux côtés par la fonte du Capital. Cette fonte du Capital a d'abord été une fonte de l'acier. Près de 3 200 chars de bataille et 4 100 véhicules blindés d'infanterie ont été perdus sur un parc initial de, respectivement, 3 400 et 7 700. Les forces aériennes russes ont également perdu plus d'une centaine d'avions divers, sans compter les endommagés, et 135 héli-

coptères, tandis que 36 000 tonnes de la flotte de la mer Noire sont au fond de l'eau. [...]

Outre sa capacité de coercition sociale qui impose une mobilisation plus intensive de son industrie que dans les pays occidentaux, le véritable atout de la Russie est d'avoir conservé en stock les équipements pléthoriques de l'armée rouge. Aussi l'effort industriel principal russe consiste-t-il surtout à réinjecter dans les forces des matériels anciens régénérés et rétrofités. L'industrie russe peut ainsi « produire » 1 500 chars de bataille et 3 000 véhicules d'infanterie par an, mais ceux-ci sont à plus de 80 % des engins anciens rénovés. Cela permet de limiter la réduction de masse, mais au détriment d'une qualité moyenne qui se dégrade forcément avec l'utilisation de matériels anciens et par ailleurs déjà usés. Les stocks ne sont pas non plus éternels, mais on peut considérer que la Russie peut encore jouer de cet atout jusqu'en 2026. À ce moment-là, il faudra avoir effectué une transition vers la production en série des matériels neufs. [...]

Si rien ne change radicalement, les Russes bénéficieront sur l'année en cours et sans doute encore la suivante d'une production importante [d'obus], quoique insuffisante, mais l'année 2026 risque d'être problématique. [...]

Il y a les conquêtes et il y les coups. L'armée russe peut mener ces deux types d'opérations, mais à petite échelle à chaque fois, empêchée par la défense ukrainienne et l'insuffisance de ses moyens. Son principal atout est cependant que l'armée ukrainienne est encore plus empêchée qu'elle et qu'il en sera très probablement ainsi pendant au moins toute l'année 2024. Cette légère supériorité sur la longue durée laisse l'espoir d'obtenir la reddition de l'Ukraine et incite donc à poursuivre la guerre jusqu'à cet « état final recherché » tournant autour de l'abandon par l'Ukraine des territoires conquis par les Russes étendus sans doute

au reste du Donbass, Kharkiv et Odessa, ainsi que de la neutralisation militaire de Kiev et sa sujétion politique. Tant que cet espoir persistera, la guerre durera.

Avec les moyens disponibles actuellement et à venir, la stratégie militaire russe se traduit par une phase de pression constante et globale sur le front et l'arrière ukrainien, à base d'attaques limitées mais nombreuses dans tous les champs. L'objectif premier n'est pas forcément de conquérir du terrain, mais d'épuiser les réserves ukrainiennes d'hommes et de moyens, en particulier les munitions d'artillerie et de défense aérienne. [...]

Dans sa stratégie d'endurance où la Russie mène un effort relatif humain et économique trois fois inférieur à l'Ukraine, l'année 2025 est sans doute considérée comme décisive. Dans cette théorie russe de la victoire, l'Ukraine à bout et insuffisamment soutenue par ses alliés ne pourrait alors que constater son impuissance et accepter sa défaite. Comme d'habitude cette vision russe est une projection *ceteris paribus* [toutes choses étant égales par ailleurs], or il est probable que les choses ne resteront pas égales par ailleurs.

Ajoutons que si cette stratégie réussissait, Vladimir Poutine serait auréolé d'une grande victoire et disposerait en 2026 d'un outil militaire plus volumineux qu'au début de 2022 mais également très différent, plus apte à la guerre de positions qu'à l'invasion éclair. Pour autant, après un temps de régénération et de réorganisation soutenue par une infrastructure industrielle renforcée, cet outil militaire pourrait redevenir redoutable pour ses voisins et la tentation de l'utiliser toujours intacte, sinon renforcée¹.



1. Michel Goya, « L'armée russe, point de situation », *La Voie de l'épée*, 31 mars 2024,



Lundi 1^{er} avril 2024

Le point toujours aussi précis et précieux, aux antipodes de la fumeuse propagande poutinienne, de Xavier Tytelman. Moins de 12 minutes vidéo¹ pour se décrocher et immuniser l'esprit des loufoques mensonges, fake news... des néofascistes orthodoxes fanatisés (voir mon précédent post «l'alliance du sabre et du goupillon russe») du Kremlin et des pathétiques soutiens internationaux de ces derniers (dont certains se réclament de la gauche, au fou!) qui les relaient.



Lundi 1^{er} avril 2024

Joyeuses Pâques à la russe sous l'égide de l'alliance du sabre et du goupillon et de la défense... orthodoxe des valeurs de la famille traditionnelle-éternelle-homophobe-patriarcale, de la dictature... Version exotique de notre célèbre Travail, Famille, Patrie sur fond de la même adhésion à un fascisme impérialiste.

Faut-il rappeler ce qu'il en a coûté d'avoir tardé à combattre le fascisme nazi? Faut-il rappeler qu'il a fallu le battre par les armes sans en passer par des appels à négocier avec lui, de lui céder des territoires... oh, pardon, si, si, on lui en a cédé lors du tristement célèbre «Munich» pour qu'il se contente

1. «La guerre en Ukraine pourrait durer des années», explique Xavier Tytelman, [LCI](#).

de ce gain et qu'il arrête là son expansion territoriale. Résultat une apocalyptique guerre mondiale!

Je vois déjà venir la réaction des cabris sautillant en scandant, à propos de la guerre en Ukraine, «la paix, la paix», là immédiatement en prétendant que l'on peut la négocier avec un Poutine qui dit tout le contraire et le montre dans les faits... accomplis (analogie avec l'attitude de Hitler!). La paix, la paix, oui, en posant immédiatement, disent nos «pacifistes» caprins, pour contrer tout rappel de ce qu'il en a coûté du Munich des années 1930, que ça n'a rien à voir «les années 1930 et aujourd'hui», voici ce qu'écrivait de façon suggestive Philippe Corcuff dans son ouvrage de 2014 intitulé – tenez-vous bien – *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*:

«Les années 30 reviennent?» La formule provocatrice du titre s'efforce d'attirer le regard sur les dangers du moment [en 2014 la montée du Front national et visiblement avant l'annexion de la Crimée par la Russie] à travers des analogies avec une période trouble de notre histoire. [...] Il ne s'agit pas d'identité entre les années 1930 et aujourd'hui, mais d'analogies, c'est-à-dire d'une comparaison pointant des ressemblances et des dissemblances. On n'aurait pas affaire à un strict retour des années 1930, mais à des échos d'années 1930 dans un contexte socio-historique différent².

C'est peu dire que ce qui s'applique au danger fasciste que Philippe Corcuff appelle en 2014 «postfascisme» et que, avec d'autres, comme Hugo Palheta, je préfère appeler néofascisme, s'applique parfaitement, par analogie donc et non par identité, au contexte actuel de montée accélérée du Rassemblement national (et, désormais, dans le reste de l'Europe et du monde) et, simultanément qui ne doit rien au hasard,

2. Philippe Corcuff, *Les années 1930 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, 2014, p. 13 et 143-144.

d'une guerre menée en Ukraine par un dictateur impérialiste néofasciste.

Samedi 30 mars 2024

Des fragilités de l'économie russe: ce que l'on croyait être son atout maître, le pétrole exporté, est en passe de devenir son talon d'Achille. Ce qui pourrait déséquilibrer le financement de la guerre en Ukraine. Et cela d'autant plus que :

Ça chauffe fortement pour les installations pétrolières domestiques du pays, ses dépôts et raffineries de carburant étant, depuis quelques semaines, systématiquement pris pour cibles par les drones et missiles ukrainiens – au point d'inquiéter les États-Unis. Cette campagne de Kiev n'est pas qu'une frêle épine dans la botte russe, une torche symbolique dans la nuit de la guerre: selon les chiffres mêmes de l'agence publique russe de statistiques, Rosstat, la production de carburant du pays a récemment connu une dégringolade très notable de 14,3 %.

Des nuages peut-être plus noirs encore attendent le Kremlin, dont l'extrêmement coûteuse économie de guerre mise en place pour son invasion de l'Ukraine dépend en très grande partie sur l'influx continu de ces revenus issus des hydrocarbures.

Comme le relate Reuters dans son article du 27 mars, de grandes banques de Turquie, des Émirats arabes unis ou de Chine commencent à s'inquiéter de plus en plus vivement des «sanctions secondaires» qui pourraient les frapper si les États-Unis prenaient en grippe leurs activités et transactions autour du pétrole russe.

L'agence de presse explique ainsi que les paiements sont devenus «erratiques» et peuvent mettre de plusieurs semaines à plusieurs mois à finalement atteindre les coffres et les finances russes, ce qui pourrait à terme, et si le phénomène s'amplifiait,

mettre le Kremlin dans une position des plus délicates.

Un total de huit sources et experts du domaine ont été interrogés par Reuters sur la question. Selon deux de ces sources, aux Émirats arabes unis, la First Abu Dhabi Bank et la Dubai Islamic Bank ont suspendu certains comptes liés au commerce de biens russes, en premier lieu desquels le brut de l'Oural.

D'autres personnes interrogées ont cité la banque émiratie Mashreq, les banques turques Ziraat et Vakifbank et les institutions chinoises ICNC et Bank of China. Celles-ci continueraient à s'occuper des paiements, mais avec un délai important pouvant atteindre plusieurs mois, notamment dû à un contrôle largement accru sur les entités concernées. Toutes ces institutions auraient commencé à sentir le vent tourner fin décembre, lorsque le département américain du Trésor a publié un «executive order» annonçant très clairement la volonté des États-Unis de serrer la vis. L'objectif annoncé par le texte est clair: appliquer des châtiments à toute entité commerçant avec des entreprises présentes parmi les «Special Designated Nationals», liste regroupant les personnes physiques ou morales visées par des sanctions¹.



1. Citations de «La Russie vend beaucoup de pétrole, mais a de plus en plus de mal à se le faire payer», *Géo*, 28 mars 2024.

**SOUS L'UNIFORME,
TU RESTES
UN-E CITOYEN-NE**

Notes d'un mobilisé

VALENTIN DOLGOTCHUB¹

Fin mars, cela a fait un an que j'ai quitté mon travail d'enseignant et de bibliothécaire pour servir dans les forces armées ukrainiennes. Je pense qu'à cette occasion, il est utile de réfléchir un peu à mes «trahisons» et à mes «victoires» personnelles, en un mot, de faire le bilan de cette année.

Une année inoubliable

Je noterai que je n'avais aucune expérience du service militaire, que le ministère de la défense m'avait laissé tranquille pendant mes années d'étudiant et que j'ai eu un sursis pendant la première année de la guerre à grande échelle. J'ai été mobilisé volontairement dans une brigade mécanisée nouvellement formée; sur douze mois, j'en ai passé huit dans la zone de combat à différents endroits du front.

Comme d'autres, j'ai été incité à m'engager par l'espèce de mythe de la contre-offensive. Bien sûr, je savais que la guerre continuerait, mais j'espérais que nous atteindrions des frontières radicalement nouvelles dans les six mois. Je voulais donc participer à cet événement historique. En fait, j'ai été un jour sur l'un des points d'avancée maximale de l'armée dans le secteur dit de Tchakhtarsk – à 10 kilomètres de la précédente ligne de contact, et il a de nouveau été repris par l'ennemi.

Cette année m'a surtout offert l'expérience inoubliable de participer à une guerre, ce qui

(heureusement?) n'est pas le sort de toutes les générations. Comme beaucoup de garçons, enfant, je rêvais de participer à une fusillade (et de préférence d'y rester en vie). Comme on dit, les rêves deviennent réalité, même si, malheureusement, tout le monde ne connaît pas une fin heureuse. Une fois, j'ai dit à ma femme qu'il était mentalement et physiquement plus facile de passer la nuit sous des tirs de mortier que d'être à proximité d'un enfant malade dont la température ne baisse pas. «Tu ne sais pas ce que c'est que d'être sous un tir de mortier», m'avait-elle répondu avec raison. Aujourd'hui, je peux dire que c'est vrai, c'est plus facile.

Autres avantages du service militaire : l'amélioration de la condition physique (bien que, dans mon cas, j'ai eu moins d'activités physiques dans l'armée que dans la vie civile), des voyages gratuits dans diverses régions (principalement dans l'ancienne région «sauvage») et, bien sûr, de l'argent. Dans les unités où des personnes appropriées et compétentes sont chargées du soutien financier, le service militaire reste un ascenseur socio-économique rapide, tant pour les précaires de l'arrière-pays que pour l'intelligentsia traditionnelle au budget limité.

Cependant, malgré tous ces avantages, je n'arrive toujours pas à trancher si la décision de m'engager n'était pas une erreur. L'inconvénient principal et dévorant, qui annule presque tous les «avantages», est la séparation de la famille et des enfants. Que les camionneurs et les marins me pardonnent, mais je n'ai jamais voulu un tel métier pour cette raison. L'effet désagréable est renforcé par l'incertitude quant à la durée de tout cela. Il est évident que le projet de loi n° 10449 ne résoudra pas la question de la démobilisation, puisque la possibilité d'être libéré dans la réserve après la période déjà colossale



1. Valentin Dolgotchub est docteur en histoire et archéologie, professeur au lycée de Huliayivka. Article paru publié par [Commons](#), le 9 avril 2024. Traduction : Patrick Le Tréhondat. Illustration : Katya Gritseva.

de trente-six mois est subordonnée à des conditions opaques supplémentaires.

Je suis devenu moins sensible à la douleur humaine et à l'injustice. Lorsqu'elles accablent l'ensemble de la communauté militaire, lorsque vous n'avez même pas le temps de vous souvenir du nom des recrues socialement défavorisées qui sont broyées et laissées à l'abandon lors d'une affectation dans une unité d'assaut, l'empathie s'atrophie peu à peu. On ne peut qu'essayer de rationaliser les ordres du commandement supérieur pour éviter de nouvelles pertes.

Même si je me suis retrouvé dans un environnement «cool» et amical dans une armée d'un million d'hommes, sans masculinisme excessif ni coercition, ma motivation à défendre le pays après ce que j'ai vu à l'intérieur de l'armée a été sérieusement affectée. Comme l'a dit un de mes compagnons d'armes, notre succès en 2022 est dû au fait qu'il y avait plus de gens dans notre armée qui se sentaient concernés – mais seulement un peu plus. Et beaucoup d'entre eux sont en train de pourrir sur le terrain. D'autres ont été affectés à des tâches administratives insignifiantes, qui doivent être bien faites, mais qu'il est impossible d'aimer.



À qui appartient la vie d'un citoyen ?

Sur la base de ce que j'ai vu, entendu et vécu, je souhaite me concentrer plus en détail sur la question qui figure aujourd'hui en tête de la liste des sujets débattus publiquement en Ukraine. Pourquoi est-ce qu'au début de l'invasion à grande échelle, il y avait des files de volontaires devant les bureaux de recrutement et qu'à la fin de la deuxième année de la guerre, l'affrontement tragicomique entre les soi-disant «évadés» et les agents de recrutement des

TCC est-il devenu l'un des problèmes sociaux les plus aigus ?

Cette question est également soulevée par le philosophe ukrainien Andrii Baumeister, qui la traduit dans le contexte d'une conversation sur les limites de la violence légitime de la part d'un État démocratique, ainsi que sur les différences entre les statuts de «sujet» et de «citoyen». Malgré toute l'ambiguïté du discours de Baumeister, il est difficile d'être en désaccord avec lui sur cet aspect particulier : pendant un an et demi de guerre, quelque chose s'est produit au sein de la société ukrainienne elle-même, et pas seulement dans la situation opérationnelle au front.

Historien de formation, je constate que la guerre de masse (voire totale) avec la mobilisation de centaines de milliers ou de millions de personnes est un phénomène relativement récent. Oleksandr Chulman, qui a écrit un article court mais significatif pour *Army Inform* sur les pratiques de mobilisation du passé, exprime au début de sa thèse extrêmement douteuse l'idée selon laquelle «le devoir militaire surgit lorsque l'État apparaît», et donne ensuite divers exemples du début de le 19^e siècle et après. Ses exemples ne font clairement pas référence à la mobilisation au sens moderne du terme, mais à l'accomplissement militaire professionnel – des chevaliers, des nobles, en fait des *bellatores* dans la terminologie du Moyen Âge européen. Ces personnes, dont le nombre, y compris les membres de leurs familles, ne dépassait jamais 10 %, avaient un statut juridiquement distinct, hérité et portant les caractéristiques de l'Ordre divin¹. Les mesures de mobilisation mises en œuvre dans la République romaine, qui en général ressemblaient à

1. N. Yakovenko, *Essai sur l'histoire de l'Ukraine médiévale et moderne*, Krytyka, 2006, p. 62.

certaines égards à la société moderne, peuvent constituer une exception notable.

Au siècle des Lumières, alors que les idées d'égalité des personnes devant la loi se répandaient à travers l'Europe, l'un des principaux penseurs français de l'époque, Jean-Jacques Rousseau, dans son célèbre traité *Du contrat social ou principes du droit politique* a exprimé une thèse logiquement irréprochable, mais extrêmement effrayante :

Or, le citoyen n'est plus juge du péril auquel la loi veut qu'il s'expose, et quand le Prince¹ lui a dit, il est expédient à l'État que tu meures, il doit mourir ; puisque ce n'est qu'à cette condition qu'il a vécu en sûreté jusqu'alors, et que sa vie n'est plus seulement un bienfait de la nature, mais un don conditionnel de l'État.

Bien que Rousseau soit connu comme un philosophe plutôt libéral, cette affirmation semble être à la base même des actions odieuses, voire sanguinaires, de régimes qui se disaient « démocratiques », « communistes » ou « national-socialistes ».

Sommes-nous vraiment d'accord aujourd'hui, en choisissant un pouvoir législatif et exécutif, sur le fait que notre bien-être, notre corps et notre vie elle-même sont des dons à l'État, dont il peut disposer arbitrairement ?

Perspectives de mobilisation ukrainienne

Dans le contexte de la problématique discutée, cette thèse ne peut être rejetée que d'une seule manière : mettre à mal le lien entre mobilisation et mort (handicap), qui existe actuellement dans

1. Dans l'original, une référence claire au traité de Machiavel ; dans ce cas, il peut aussi être compris comme un sujet collectif de pouvoir législatif – le Parlement, le gouvernement.

l'opinion publique. Bien entendu, ce lien n'est pas né de nulle part. Depuis deux ans, la guerre à grande échelle a touché d'une manière ou d'une autre tous les habitants de l'Ukraine, et presque tout le monde a des connaissances qui sont mortes ou ont été grièvement blessées au cours des combats. À l'arrière, des rumeurs sur l'arbitraire des commandants, des opérations mal conçues et des ordres dénués de sens se répandent librement. Ces rumeurs ne surgissent souvent pas de nulle part, bien que leur absolutisation soit dénuée de sens et tout simplement incorrecte. De plus, l'idée du caractère prétendument endémique de ces phénomènes dans l'armée ukrainienne est constamment utilisée comme un piège par la propagande ennemie.

Afin de mettre à mal ce lien (il est encore impossible de le rompre complètement), il faudrait tout d'abord réformer le système de recrutement, ce qui se produit lentement dans les unités individuelles ; un temps garanti d'entraînement au combat et la diffusion d'informations sur le nombre réel de spécialités non combattantes dans l'armée (afin qu'elles soient attribuées [aux recrues] selon leurs compétences habituelles). Cependant, l'une des actions les plus efficaces sur la voie de la rationalisation et de l'humanisation des affaires militaires serait, à mon avis, d'établir des conditions de service claires pour les mobilisés. Les contre-arguments selon lequel « personne ne peut savoir quelle sera la situation au front bientôt » n'ont absolument aucun sens, car tous les militaires ne veulent pas être démobilisés et la situation au front ne s'améliorera pas à cause d'un nombre important de soldats non motivés et de recrues non préparées (à moins qu'on n'adopte les pires pratiques des occupants en matière de « chair à canon »).

D'autre part, ces problèmes sont encore plus complexes, car si une personne motivée et formée entre





dans l'armée par le biais d'un centre de recrutement et croise le chemin d'un officier de recrutement irascible ou un sergent alcoolique, alors la motivation (et parfois la formation) de la recrue sera rapidement perdue. Il faut donc aussi réformer les relations au sein de l'armée, ce qui ne peut pas toujours être réglé par la loi ou le «statut». En outre, certains facteurs amènent littéralement la question de la mobilisation dans une impasse.



Tout d'abord, les cas de comportement arbitraire des employés de TCC [recrutement] se sont réellement produits et ont été filmés. S'il ne s'agit pas de provocations délibérées de la part d'un agent ennemi visant à discréditer les militaires ukrainiens, je ne sais pas comment l'appeler. Lors de récentes vacances dans mon Odessa natale, alors que je marchais dans la rue ou que je prenais les transports en commun en uniforme militaire, j'ai littéralement senti les regards méfiants des passants: «Vous distribuez des convocations?» Quand, en revanche, vous venez de sortir du bord des tranchées en feu et que vous devez y retourner bientôt, ce ressenti est tout simplement terrible. Le célèbre écrivain Artem Chapeye (connu notamment pour ses opinions sincèrement populistes) note que le TCC est souvent composé de militaires blessés et démobilisés des unités de

combat. Comment cela peut-il être une justification (j'ai peur d'écrire une «explication») des actions brutales de certains «recruteurs» ou de la mobilisation de personnes épileptiques¹, c'est difficile à imaginer. Deuxièmement, certains médias et «leaders de l'opinion publique» diabolisent littéralement les «évadés» – des gens ordinaires qui, sous l'influence de flux désordonnés d'informations, de rumeurs et d'expériences de leurs connaissances, ont peur de passer de la vie civile à la tranchée.

Artem Chapeye, déjà cité, avance également un autre argument, plus sérieux, en faveur d'une mobilisation maximale, mais exclusivement par des moyens légaux: si nous vivons dans un pays démocratique, si nous sommes égaux devant la loi, alors le fardeau du service militaire devrait peser de manière égale sur au moins la population masculine éligible. Cet argument présuppose toutefois plusieurs conditions préalables importantes: l'établissement de conditions de service claires et adéquates (ce qui, notons-le, est passionnément défendu par Chapeye lui-même) et l'utilisation du personnel en stricte conformité avec ses fonctions régulières (tout le monde doit-il également assurer de

1. Par ailleurs, j'ai personnellement rencontré des épileptiques mobilisés dans l'armée.

manière égale le travail de reconnaissance aérienne et doit-on voir du personnel de bureau envoyé à l'assaut?) En d'autres termes, l'armée devrait s'inspirer du principe bien connu «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» dans la gestion du personnel, et devrait bénéficier d'une approche appropriée et veiller à ce que les personnes ayant des connaissances et des capacités différentes soient utilisées avec dignité, et que seuls ceux qui sont capables et désireux de se battre le fassent.

Tout ce nœud des contradictions est rendu impossible à résoudre par le fait que nous ne connaissons pas les besoins réels des forces armées en termes de personnel. Fin décembre 2023, l'espace informationnel a été inondé d'affirmation sur «la nécessité de mobiliser 500 000 citoyens», mais l'ancien commandant en chef Valeri Zaloujny a nié qu'un tel chiffre ait été soumis à l'examen de la direction politique de l'État. Les projets de reconstitution de l'armée sont un secret militaire, qu'il en soit ainsi. Cependant, au sein de l'armée, nous savons avec certitude qu'il y a de nombreuses personnes qui auraient dû être libérées il y a longtemps, en raison de leur état de santé. Tous les blessés, mutilés et traumatisés, qui sont reconnus comme «peu aptes» (au mieux), ne peuvent plus effectuer de tâches de combat et n'ont pas suffisamment de qualifications ou de capacités pour les tâches d'état-major. Ils sont considérés comme «hors service» pendant des mois et siègent dans les «dépôts» à l'arrière avec un salaire réduit, sans la possibilité de se déplacer librement ou de trouver un autre emploi normal. Pourquoi maintenir dans l'armée ces gens qui ont déjà sacrifié leur santé pour le pays, les privant de la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille et de l'«économie» en même temps? Pourquoi exclure encore plus de

travailleurs des relations de travail, si rien ne peut combler leur pénurie?

Une solution à ce dernier point pourrait être d'offrir des emplois alternatifs au service militaire dans l'industrie de la défense ou dans d'autres industries de soutien qui renforcent le pays à l'arrière. Cela permettrait en même temps de réduire le taux de chômage, qui a augmenté en raison de l'invasion massive. Mais existe-t-il une volonté politique de le faire? Est-il vraiment plus facile de mobiliser des soldats sans formation que de trouver un emploi pour des travailleurs formés et expérimentés? Ces questions restent ouvertes.

La dernière pierre pour résoudre le problème de la mobilisation pourrait être la réorientation de la propagande ukrainienne de diabolisation et de déshumanisation de l'ennemi (ainsi que d'une partie importante de ses concitoyens!) vers une image claire de ce pour quoi et contre quoi nous luttons. L'impérialisme russe a en réalité des caractéristiques monstrueuses avec lesquelles seuls les maniaques peuvent sympathiser: la fusion du capital oligarchique avec les services spéciaux, l'arbitraire des forces de sécurité, la censure sur Internet, l'obsession paranoïaque pour les chiffres et les événements du passé, le désir d'une «poigne forte», et beaucoup plus. Si un citoyen se rend compte que les forces armées luttent pour un système démocratique, le pluralisme d'opinions et de valeurs, l'égalité au moins devant la loi, il ne sera pas affecté par la pensée débilante «ici c'est pareil que là-bas – à quoi ça sert de se battre». En février-mars 2022, des millions d'hommes et de femmes ordinaires, élevés dans les mêmes comédies soviétiques, le même rock ou rap russe, les mêmes blagues sur les Estoniens et les Tchouktches, se sont soulevés pour défendre leurs foyers et leurs familles contre l'agression brutale du Kremlin. Des ouvriers



agricoles, des coursiers et des métallurgistes, pas du tout endoctrinés par le nationalisme «Donetsk», étaient prêts à briser et à étrangler les envahisseurs – simplement parce qu'ils avaient effrontément envahi notre pays. Et, comme en témoignent des communications personnelles, beaucoup espéraient que sous l'influence de ce «stress extrême», l'Ukraine changerait fondamentalement, se débarrassant de la kleptocratie corrompue (et peut-être de l'oligarchie). Cela ne s'est pas passé comme prévu. Au lieu de véritables changements sociopolitiques, de la mobilisation pour des valeurs positives significatives, telles que le logement, la liberté et l'égalité des citoyens, on tente de mobiliser par la peur, tout en s'appuyant sur un engagement insuffisant en faveur des principes de l'«Armée-Langue-Foi».



Je comprends que tout le monde n'appréciera pas les considérations que j'ai présentées – tant des militaires que des civils. Après tout, je n'apprécie pas moi-même ce débat public. Cependant, c'est un sujet douloureux pour beaucoup. Ma déception personnelle face aux réalités de l'armée est survenue après les deux ou trois premières semaines de service, puis ma vie quotidienne de militaire est entrée dans une sorte de mode stable, puis l'anxiété et l'irritation sont réapparues (heureusement, c'était alors juste l'heure des permissions). Je vois même des possibilités dans le service maintenant – peut-être que c'est juste une erreur de survivant. J'aimerais espérer que cette année de service sera la dernière, mais il est évident que pour cela l'impérialisme russe devra se casser les dents. Et la condition préalable à toutes ces questions devrait être la résolution des problèmes internes les plus aigus de la société ukrainienne, qui tendent parfois à créer un climat pessimiste plutôt qu'à permettre une situation réellement opérationnelle sur le front.

LIBERTÉ
POUR MAKSYM BUTKEVYCH
POUR SIGNER LA PÉTITION
SCANNER LE QR CODE



Pour l'égalité des femmes sous l'uniforme: les mêmes droits que les hommes sans les codes virilistes...

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN¹

Dans le n° 28 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, nous vous informions qu'Ukraine CombArt et le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine organisaient le 25 mars la projection à la Maison de l'Amérique latine (Paris) du film *Bataillon invisible* sur la place des femmes soldates dans l'armée ukrainienne et leur combat pour l'égalité des droits sous l'uniforme.

Dans ce documentaire, réalisé par Iryna Tsilyck (qui est aussi la coscénariste de *Butterfly Vision*, le beau film de fiction consacré par Maksym Nakonetchnyi à une femme pilote de drones, que nous avions projeté à Paris et à Lormes en février et mai 2023), Alia Gorlova et Svitlana Lyshynska font le portrait de six combattantes dont les témoignages nous ont captivés.

Nous avons pu ensuite écouter, en visio depuis Kyiv, Oksana Ivantsiv, productrice déléguée du film,

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de [Ukraine CombArt](#). Les photos sont de Katrin Baumann.

et Hanna, soldate de 24 ans qui combat actuellement l'invasion russe. L'une et l'autre sont revenues sur les progrès permis par la loi de 2018 sur «la garantie de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes pendant le service militaire dans les forces armées et autres formations militaires», issue d'une puissante mobilisation féministe. Outre l'accès aux postes de combat et aux responsabilités qui leur était jusque là interdit, cette loi a mis fin à l'absence totale de statut officiel des soldates qui, de fait, combattaient depuis 2014 mais ne pouvaient légalement être recrutées que comme «personnel de soutien» (cuisinières, couturières, aide-soignantes...) alors qu'elles occupaient, sans contrat, des fonctions de snippeuses, pilotes de drones, artilleuses, etc. L'adoption de cette loi fut, nous ont-elles expliqué, un grand progrès pour la «visibilisation» et les droits sociaux des femmes dans l'armée (et leur image dans la société) mais, une fois abolies les inégalités légales, reste à combattre la «discrimination douce» qui, souvent, continue de sévir sur le terrain car l'armée est aussi le reflet d'une société où le machisme et les préjugés misogynes n'ont pas disparu.

Merci à Marianne Babich qui a excellemment assuré la traduction simultanée de ces échanges. Et merci à Katrin Baumann pour ses photos de cette soirée qui a fait salle comble: nous en reproduisons ici un échantillon.

Ce soir-là, nous avons également continué à collecter de l'argent pour acheter l'ambulance blindée demandée par l'association de vétéranes ukrainiennes Veteranka. Et appelé à intensifier la campagne que nous menons pour la libération de Maksym Butkevych, militant libertaire et des droits humains engagé dans l'armée dès l'invasion à grande échelle, fait prisonnier par les troupes d'occupation





et injustement condamné à treize ans de prison au terme d'un procès inique.

Deux amies cofondatrices d'Ukraine CombArt nous ont fait part, à chaud, de leurs réactions à la découverte de *Bataillon invisible*. Nous leur donnons ici la parole.

Chowra Makaremi, anthropologue franco-iraniennne, auteure notamment de *Femmes, Vie, Liberté*:

Ce film est bien plus qu'un film sur les femmes dans l'armée! Faire un film à hauteur de femmes en fait un des rares films à hauteur d'humains. C'est ce qu'apporte une perspective féministe: nous faire voir la guerre et ce qu'elle fait de nous.

Ce film fait réfléchir, en creux, sur la construction de la masculinité qui a été nécessaire pour que les chefs de guerre ne se liquéfient pas en rivières de larmes pour ce qu'ils ont fait. C'est cette masculinité construite, ce logiciel, que ne possédait pas la major dans le film. Et c'est parce qu'elle n'a pas été programmée à ne pas pleurer comme un homme qu'elle devient le révélateur de ce que la guerre fait aux âmes non programmées pour fonctionner avec cet inacceptable.

Du même coup, son portrait dévoile en négatif comment le contrôle des émotions et la discipline du refoulement qui font des hommes des faiseurs de guerre sont une matrice de nos vies sociales. C'est assez implacable et ça va plus loin que le droit des guerrières. Tenir la tension entre l'engagement en guerre et une expérience qui mine de l'intérieur tous les fondements du militarisme, c'est un apport précieux de la résistance ukrainienne.

Nicole Lapierre, sociologue et anthropologue, auteure de nombreux ouvrages sur la mémoire et sur les «causes communes» qui permettent de belles alliances:

Ce film est d'autant plus remarquable qu'il ne simplifie rien. Il aborde, bien sûr, la question féministe

dans l'armée mais aussi le mélange de fraternité et d'inhumanité de la guerre et ce qu'elle fait aux êtres. Les témoignages d'Oksana et d'Hanna étaient d'autant plus admirables qu'elles exprimaient leur détermination dans une situation qui ne leur laisse pas le choix mais sans bellicisme imbécile. Une grande réussite.





Soutien aux combattant·es ukrainien·nes de la démocratie

Hasard du calendrier, cette déclaration paraît presque jour pour jour pour le 50^e anniversaire d'un appel paru en France à l'occasion de l'élection présidentielle de 1974 et signé par cent appelés du contingent qui exigeait, entre autres choses, le respect des libertés démocratiques au sein de l'armée française. La déclaration que nous publions aujourd'hui, alors que le peuple ukrainien et son armée résistent à l'invasion russe, est une occasion de montrer qu'il n'y a aucune incompatibilité entre l'exercice des libertés fondamentales et la conduite de la guerre. Tout dépend, évidemment, des objectifs de la guerre et de l'organisation des forces armées.

PATRICK LE TRÉHONDAT ET PATRICK SILBERSTEIN



Nous soussignés, anciens appelés du contingent dans l'armée, apportons notre soutien au peuple ukrainien en lutte contre l'agression impérialiste de la Fédération de Russie et particulièrement à celles et ceux qui résistent les armes à la main aux troupes russes. Dans des conditions très difficiles ils et elles luttent pour le droit à l'existence et à la souveraineté de leur pays et la sauvegarde de la démocratie.

En France, nous avons autrefois lutté pour que les militaires ne soient pas exclus de l'exercice des droits démocratiques, car nous estimions qu'une armée qui ne cultive pas en son sein les droits humains fondamentaux ne peut prétendre défendre un pays démocratique.

Dans la guerre que mène l'Ukraine pour résister à l'impérialisme russe, nous constatons que les

militaires ukrainien·nes participent librement aux débats démocratiques qui traversent la société et qu'ils et elles ne sont pas privé·es de parole.

Nous constatons qu'il existe au sein des forces armées ukrainiennes une association de femmes militaires, Veteranka, qui se fixe pour but «la défense et la protection des droits des femmes vétérans et du personnel militaire [féminin] actif».

Nous constatons qu'il existe Військові ЛГБТ, le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme qui se fixe pour objectif «de faire respecter leurs droits, [et] l'édification d'une société inclusive et égalitaire, incluant les minorités».

Nous constatons que certains soldats ukrainiens portent sur leurs uniformes les insignes de leur organisation syndicale.

Nous constatons que les organisations de la société civile, notamment les syndicats, apportent un soutien moral, politique et matériel à leurs membres sous les drapeaux.

Anciens appelés du contingent attachés à la démocratie et aux droits démocratiques d'expression et d'association aux armées, nous saluons l'esprit démocratique qui anime l'ensemble de ces militaires, hommes et femmes.

Les signataires

Aberdam, Serge, base aérienne 117 (Balard)
Amiranoff, 129^e régiment d'infanterie (Constance, Forces françaises en Allemagne)
Baron, Alain, 1^{er} groupe de chasseurs (Reims)
Bourbon, Patrick, 16^e régiment de chasseurs mécanisés (Saarburg, Forces françaises en Allemagne)
Brinon, Jean-Paul, 3^e régiment d'infanterie (Radolfzell, Forces françaises en Allemagne)
Brody, Patrick, 51^e régiment d'artillerie (Bitburg, Forces françaises en Allemagne)

Cochet, Jean-Pierre, 159^e régiment d'infanterie alpine (Briançon)
Delmonte, Yves, Compagnie de montagne (La Valbonne)
Duffaud, Didier, 7^e régiment de génie (Avignon)
Epszajn, Didier, 730^e compagnie de munitions (Forces françaises en Allemagne)
Fontaine, Didier, 32^e régiment d'artillerie, Oberhoffen-sur-Moder
Galin, Bernard, 46^e régiment d'infanterie (Berlin)
Gérardin, Dominique, 403^e régiment d'artillerie anti-aérienne (Chaumont)
Gontran, Alain, 16^e groupe de chasseurs motorisés (Saarburg, Forces françaises en Allemagne)
Godet, Jean-Luc, 8^e régiment de hussards (Altkirch)
Gueniffey, Gérard, 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (Carcassonne)
Guerrier, Daniel, Centre d'instruction navale (Brest)
Hardy, Jean-Pierre, 4^e régiment de hussards (Besançon)
Himel, Arnold, 1^{er} régiment du train (Paris-Mortier)
Hollinger, Yves, 24^e GCM (Tubingen, Forces françaises en Allemagne)
Inizan, Christophe, Base navale (Brest)
Jean, Rémy, 3^e régiment d'infanterie (Radolfzell, Forces françaises en Allemagne)
Jeanne, Pierre, 3^e régiment d'artillerie de marine (Vernon)
Lanson, Michel, base aérienne 914 (Romilly-sur-Seine)
Laurenceau, Patrick, 1^{er} régiment d'artillerie de marine (Melun)
Le Moal, Patrick, 8^e régiment de hussards (Altkirch)
Le Pichon, Olivier, 6^e régiment de cuirassiers (Olivet)
Le Tréhondat, Patrick, base navale (Brest)
Lebrun, Philippe, 9^e régiment d'artillerie de marine (Saarburg, Forces françaises en Allemagne)
Lecoin, Laurent, 1^{er} régiment de spahis (Spire, Forces françaises en Allemagne)
Lerichomme, Jacques, régiment du matériel (Rastatt, Forces françaises en Allemagne)
Lévy, Paul, 57^e régiment d'infanterie (Souge)



Mahieux, Christian, Objecteur de conscience insoumis
au service national
Malamoud, Antoine, Base aérienne 272
(Saint-Cyr-l'École)
Marx, Denis, 1^{er} régiment du génie (Strasbourg-Neuhof)
Matheron, Yves, 405^e régiment d'artillerie (Hyères)
Maurice, Charles, 159^e régiment d'infanterie alpine
(Briançon)
Morel, Philippe, École d'application du train (Tours)
Nauroy, Marc, 6^e bataillon de chasseurs alpins (Grenoble)
Negroni, Bruno, 5^e régiment de génie (Versailles)
Pasquet, Jacques, Caserne Foch (Rennes)
Percebois, Bruno, Base aérienne 112 (Reims)
Perret, Patrice, 81^e régiment de soutien (Trèves, Forces
françaises en Allemagne)
Perrin, Antoine, 2^e régiment d'infanterie de marine
(Auvours)
Petiteau, Jean-Jacques, 43^e régiment d'infanterie de
marine (Offenburg, Forces françaises en Allemagne)



Pigaillem, Jacques, 57^e régiment de transmissions
(Mulhouse)
Quintal, Yves, 9^e régiment de hussards (Provins)
Rangot, Jean-Pierre, 43^e régiment d'infanterie de marine
(Offenburg)
Richard, François, 76^e régiment d'infanterie (Vincennes)
Rosevègue, André, 51^e régiment d'infanterie (Amiens)
Roussel, Michel, Camp de Canjuers (Var)
Ruiz, Raynaldo, 3^e régiment d'infanterie (Radolfzell,
Forces françaises en Allemagne)
Sandelion, Jean-Paul, 3^e régiment du génie
(Charleville-Mézières)
Silberstein, Patrick, 2^e régiment de hussards (Orléans),
École d'application du train (Tours)
Valette, Jean-Paul, 53^e régiment du train (Karlsruhe,
Forces françaises en Allemagne)
Verrières, Jacques, 1^{er} régiment d'artillerie de marine
(Melun)
Vey, Daniel, Quartier général Frère (Lyon)



Viktor Pylypenko, président de Військові ЛІГБТ, le syndicat des LGBTQIA+ ukrainiens en uniforme écrit aux signataires: «Nous avons déjà transmis cette déclaration à tous nos hommes et femmes (400 personnes) - nous communiquons dans les chats de notre Confrérie d'Achille et de notre fraternité, afin que tous ceux qui sont dans leurs unités et en première ligne puissent lire ce message. Merci encore une fois pour votre soutien dans cette heure si terrible, Sincèrement.» (17 avril 2024)

« Si nous ne nous engageons pas dans les forces armées, la gauche ukrainienne cesserait d'exister »

ENTRETIEN AVEC TARAS BILOUS¹

Taras Bilous, historien et essayiste ukrainien sert dans l'armée ukrainienne depuis le début de l'agression russe. Membre du Mouvement social (Sotsialnyi Rukh) et rédacteur en chef de *Commons (Spilne)*, nous avons publié plusieurs de ses articles dans *Soutien à l'Ukraine résistante*². Début février, deux journalistes de la revue tchèque *@A2arm.cz* se sont rendus dans l'Est de l'Ukraine pour le rencontrer. Il est engagé dans l'armée ukrainienne depuis le début de l'invasion généralisée par les troupes russes.

La rencontre a eu lieu à l'extérieur de la base militaire où il est en poste.

1. Entretien paru dans la revue tchèque a@A2arm.cz. Traduit pour Europe solidaires sans frontières par Pierre Vandevoorde à partir de la traduction du tchèque en anglais d'Adam Novak.

2. «Autodétermination et guerre en Ukraine», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 6; «La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 8; «Je suis un socialiste ukrainien: voici pourquoi je résiste à l'invasion russe», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 10; «La tragédie de l'Europe de l'Est», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 11, «L'extrême droite en Ukraine», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 16.

Les discussions politiques entre soldats posent-elles problème?

Le commandement ne censure pas les opinions des soldats du rang. Cependant, je sais par expérience que lorsque leurs subordonnés parlent aux médias, en particulier de sujets politiques, cela peut rendre les officiers subalternes nerveux. Il m'est arrivé qu'un commandant craigne de se faire taper sur les doigts en raison de l'interview que j'avais accordée, même si, en réalité, cette menace n'existait pas.

Quoi qu'il en soit, j'essaie d'éviter les discussions inutiles. Je ne clame pas haut et fort mes opinions politiques ou que je suis historien, par souci de préserver mes forces. Sinon, quelqu'un voudra immédiatement que je prenne position sur la Russie kiévienne que je pose des questions provocatrices. Mais si je vois qu'il est possible d'envisager une collaboration militante avec cette personne, alors je commence à lui parler.

Est-il difficile de travailler avec des personnes qui ont des opinions différentes?

Les divergences d'opinion ne me dérangent pas dans ce cadre. Les gens sont vraiment différents ici. En fait, il est rare que l'on discute de questions politiques générales. Mais sur les questions qui affectent directement nos vies et notre activité militaire, telles que l'appréciation du haut commandement, nous trouvons assez facilement un terrain d'entente.

Un problème beaucoup plus important dans l'armée, c'est le facteur humain. Certains officiers donnent des ordres stupides qui entraînent des morts inutiles. Tout soldat ayant servi au moins six mois peut vous raconter plus d'une histoire de ce genre.

Quant aux soldats du rang, ils se sont tous montrés solides et déterminés au cours des premiers mois après l'invasion, mais aujourd'hui, deux ans plus tard, la lassitude s'est installée. En Occident, beaucoup



pensent qu'avec la fatigue, notre volonté de combattre va progressivement s'émousser. Cependant, ce n'est pas parce que nous sommes fatigués qu'il n'est pas important de continuer à résister.

Mais comme je l'ai dit, les gens changent de comportement quand ils participent à une guerre. Certains, malgré les agissements des officiers, comprennent qu'il faut continuer à se battre et à persévérer, tandis que d'autres... Une fois, j'ai été envoyé en mission avec un soldat d'une autre compagnie et nous avons passé quatre jours dans une tranchée qui s'effondrait. J'ai commencé à la retaper, et le soldat m'a dit: «Arrête de faire le con. Que le commandant vienne et répare la tranchée lui-même.»

Malgré la volonté largement partagée de continuer à résister à l'agression russe, tout le monde s'interroge: «Pourquoi devrais-je être celui qui se sacrifie?» Si les dirigeants ont fait une erreur de prévision, pourquoi les simples soldats devraient-ils le payer de leur vie? Et cela vaut aussi pour les civils, dont la volonté de rejoindre les rangs de l'armée diminue. Même certains de mes amis qui avaient voulu s'engager en 2022 et qui n'ont pas été incorporés tentent aujourd'hui d'échapper à la mobilisation. La raison n'est pas tant la peur que certaines pratiques absurdes qui sont courantes dans l'armée: tout le monde les connaît. Ils auraient pu les changer depuis longtemps, mais à quelques exceptions près dans quelques unités particulières, ils ne l'ont pas fait.

La guerre a commencé en 2014 et l'invasion a grande échelle en 2022. Ces deux phases de la guerre sont-elles différentes pour vous?

En 2014, c'était une guerre pour le territoire. Certaines personnes voulaient vraiment intégrer la Russie, même s'il s'agissait d'une minorité. Un nombre assez important de personnes ayant des opinions pro-russes voulaient rester en Ukraine, mais

elles souhaitaient une fédéralisation [plus d'autonomie pour Donetsk et Louhansk]. Bien entendu, on pourrait débattre longuement du pourcentage de la population du Donbass qui défendait tel ou tel point de vue, et ce que les gens pensaient a évolué au fil du temps.

À la veille de l'intervention des troupes russes en 2022, une enquête menée dans le Donbass a montré que pour la plupart des gens, le bien-être était plus important que la question de savoir dans quel État ils vivraient – l'Ukraine ou la Russie. Cela vaut pour les personnes vivant de part et d'autre de la ligne de front. Bien entendu, le fossé entre les deux parties du Donbass s'est creusé au fil des ans. Ces personnes se sont habituées à avoir une double identité, pour ainsi dire. Lorsqu'elles vont à Lviv, elles sont considérées comme pro-Moscou, et lorsqu'elles sont à Moscou, les gens les considèrent comme pro-Ukraine.

En 2014, c'est un Russe, Igor Girkin, qui a déclenché la guerre [en tant que commandant militaire de la République populaire de Donetsk] et, plus tard dans l'année, les troupes russes ont envahi le pays. Mais il ne fait aucun doute qu'une partie de la population locale a décidé, pour diverses raisons, de se joindre à la lutte contre l'armée ukrainienne.

À cette époque, la guerre a eu un effet complètement différent sur moi. Elle a anéanti tout nationalisme en moi. Mais en 2022, nous avons été confrontés à une invasion ouverte, y compris dans des régions comme Kiyv, où personne n'a souhaité la bienvenue à l'armée russe. Une invasion du Sud, des régions de Kherson et de Zaporjïia, où la plupart des gens veulent retourner en Ukraine. En ce sens, il s'agit d'un autre type de guerre, et tout est beaucoup plus simple.



Ressentez-vous directement les effets de cette «double identité» parmi vos camarades de combat?

Partout il y a des divergences d'opinion, même au sein de ma compagnie. Par exemple, mon commandant de compagnie actuel a semble-t-il soutenu les anti-Maïdan au printemps 2014. J'ai des relations tendues avec lui, donc je me base plutôt sur ses arguments lors de ses conversations avec d'autres officiers. Selon lui, les habitants de l'Est de l'Ukraine ont désapprouvé Maïdan et ont donc réclamé la fédéralisation, mais le gouvernement n'était pas disposé à accepter des négociations. Cependant, depuis que le groupe de Girkin [des séparatistes soutenus par des soldats russes] s'est emparé de la ville de Slovyansk en 2014, il estime qu'il s'agit d'une opération des services de renseignement russes. Il n'aime pas non plus ceux qui militent pour que nous passions tous à la langue ukrainienne. La plupart des membres de mon unité sont originaires des régions orientales et, si j'en crois ce que j'ai entendu, ils n'aiment pas les nationalistes des deux bords. Certaines de mes connaissances ont également servi dans des unités composées d'anciens «berkutsiens» [membres de l'ancienne police antiémeute] qui ont défendu le régime de Ianoukovitch lors du Maïdan et qui n'ont pas changé d'avis à ce sujet. En même temps, ils défendent l'Ukraine contre l'agression russe.

Quelle est ta fonction dans l'armée?

Au cours des deux premières années de l'invasion à grande échelle, j'ai servi principalement en tant que transmetteur. En pratique, il s'agissait d'un travail assez varié - parfois derrière un ordinateur, parfois en train d'installer des radios et de poser des câbles de communication. Le plus souvent, les transmetteurs, nous restions dans une tranchée à plusieurs kilomètres



de la ligne «zéro» [de contact]. Nous assurons un circuit de communication de secours pour les gars qui se trouvent au point zéro. Si, par exemple, le réseau général de communication tombe en panne ou que le signal ne parvient pas jusqu'à eux, nous sommes là pour leur fournir une solution de secours.

Récemment, mon activité a changé, je sers dans un bataillon de reconnaissance, mais je préfère ne pas dire clairement ce que je fais.

Dans les milieux de la gauche tchèque, la solidarité avec les civils et les réfugiés est forte, mais il y a encore peu de compréhension à l'égard de la résistance armée, un malentendu sur l'engagement volontaire des Ukrainiens dans l'armée, et aussi ceux qui demandent d'arrêter la fourniture d'armes [occidentales]. Qu'en penses-tu?

Lorsque l'on subit l'invasion de plein fouet, cela vous change. Comme l'a dit l'un de nos rédacteurs, il est beaucoup plus facile d'établir des priorités dans



des moments aussi critiques. Il y a beaucoup de choses qui sont importantes pour vous dans la vie de tous les jours. Mais lorsque votre propre vie est en jeu, cela devient la chose principale et tout le reste passe au second plan. Cela rend les idées un peu plus claires.

Dans les premiers jours de l'invasion, j'ai compris que l'avenir de la gauche en Ukraine dépendrait de la question de savoir si nous participerions activement à la guerre ou non. Nous sommes tous essentiellement jugés sur nos actions dans des moments aussi critiques. Nous, la gauche, ne sommes déjà pas très influents dans ce pays et si nous n'étions pas allés nous battre à ce moment-là, tout se serait effondré. La gauche aurait cessé d'exister sous une forme organisée en Ukraine. Pour diverses raisons, j'étais et je suis toujours l'un des représentants les plus visibles du courant de gauche qui est aujourd'hui dans les forces armées, et j'ai donc une responsabilité, non seulement envers moi-même, mais aussi envers les autres. C'était aussi plus facile pour moi, je ne suis pas marié, et je n'ai même pas d'enfants.

Pour tout dire, je n'étais pas certain de faire un bon soldat. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles je ne m'y suis pas préparé. J'ai toujours pensé que je serais plus utile dans d'autres domaines, en écrivant des articles par exemple. Honnêtement, je ne suis toujours pas un très bon soldat [rires]. Mais j'apprends petit à petit et on verra bien. J'ai encore au moins une année entière devant moi.

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, tu as écrit deux articles qui ont eu un certain écho : «Lettre à la gauche occidentale depuis Kyiv assiégé» et «Je suis un socialiste ukrainien, voici les raisons pour lesquelles je résiste à l'invasion russe», qui ont été traduits

en plusieurs langues. Peut-on continuer à écrire en temps de guerre ?

Depuis le début de l'invasion, je n'ai pu écrire en étant concentré qu'au cours des premiers mois, lorsque j'en avais la force. Il y avait plus de temps. Mon adrénaline était complètement hors de contrôle pendant ces premiers mois. Je n'ai jamais eu autant de facilité à écrire de ma vie. D'habitude, je me torture pour formuler chaque phrase, mais à cette époque, je m'asseyais et j'écrivais un article en une demi-journée. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Je n'en ai ni l'énergie ni la conviction nécessaires. Je suis plus critique maintenant, et je tourne les choses dans ma tête.

Dans un entretien, tu as dit que l'on ne savait pas exactement ce qu'il adviendrait de la population pro-russe des régions de Donetsk et de Louhansk ainsi que de la Crimée une fois que ces territoires seraient libérés. Quelles seront les relations avec cette composante de la société ? Que se passera-t-il ?

Nous avons déjà des zones libérées, c'est-à-dire que nous avons une pratique que nous pouvons analyser. Par exemple, un de mes amis, journaliste et ancien activiste de gauche qui a fui la Crimée en 2014 pour l'Ukraine, s'occupe maintenant des affaires de collaboration à Lyman. Les gens y sont souvent jugés injustement. Il y a, bien sûr, des cas où des personnes ont participé activement à la répression, et elles doivent assurément être condamnées. Mais il y a aussi des cas où l'Ukraine rend des jugements manifestement injustes, par exemple dans le cas d'un électricien des services techniques qui a assuré le maintien des installations pour les gens ordinaires à Lyman pendant l'occupation.

Il existe une vaste zone grise où les choses ne sont pas si claires. L'expression «État de droit» ne



s'applique pas tout à fait à l'Ukraine, étant donné les nombreux problèmes que connaît le système judiciaire dans ce pays. Malgré tout, le niveau de répression et de respect des droits humains dans les territoires occupés par la Russie est incomparable avec celui du reste de l'Ukraine.

Le discours dominant ukrainien à propos des régions orientales est également quelque peu schizo-phrène pour ce qui touche aux populations locales. D'une part, les gens les considèrent comme «nôtres»; d'autre part, ils les considèrent tous comme des «séparatistes». Il n'y a pas de discours cohérent sur ce qui s'est passé en 2014. De plus, si vous allez au-delà d'un certain discours convenu, lorsque vous décrivez ce qui s'est passé, vous êtes considéré comme un séparatiste. À cet égard, je n'aime vraiment pas la façon dont les choses se passent en Ukraine.

Tu as écrit sur le fait que le gouvernement Zelensky met en œuvre des politiques néolibérales dans le cadre de la guerre. En même temps, tu considères que Zelensky était le candidat le plus centriste, ou du moins le candidat le plus éloigné de la droite radicale. Nous aimerions savoir comment cela a évolué au cours des deux dernières années. Comment l'électorat perçoit-il cela? Y a-t-il des changements à ce niveau?

Oui, il y a des changements. À l'époque, je voulais dire que, parmi les hommes politiques qui avaient une chance de devenir président de l'Ukraine, Zelensky était le plus modéré en termes de nationalisme. Il n'y a pas eu de changement à ce niveau jusqu'à présent. Toutefois, le sentiment général s'est orienté vers un nationalisme plus prononcé. Et Zelensky a également évolué dans cette direction. On peut aussi trouver des hommes politiques plus ouverts à la population russe, mais ils n'ont aucune chance de remporter

l'élection présidentielle. Il me semble également que dans la gauche occidentale, on ne comprend pas toujours qu'une position plus ouverte sur les questions linguistiques n'est pas synonyme d'un programme globalement progressiste. De mon point de vue, il s'agit souvent d'une tactique des populistes pour récupérer les anciens électeurs des partis pro-russes.

Zelensky a passé la première année et demie de son mandat à essayer de parvenir à la paix dans le Donbass, et les larbins de Porochenko le lui reprochent encore. Dans les premiers mois de l'invasion, il s'adressait encore au peuple russe dans ses discours. Comme de nombreux Ukrainiens, il espérait que les habitants de la Fédération de Russie finiraient par se soulever. À un moment donné, il a modifié sa position et a appuyé la demande de ne pas délivrer de visas aux Russes et de leur interdire l'accès à l'Europe.

À l'automne 2022, Poutine a décrété la mobilisation et Zelensky s'est à nouveau adressé aux Russes en russe. À ce moment-là, l'opinion publique ukrainienne avait suffisamment évolué pour qu'il soit permis de franchir la ligne autorisée. À ces moments-là, il est évident que les orientations politiques de Zelensky sont toujours plus ouvertes que celles du courant politique dominant en Ukraine. Alors, oui, nous avons de la chance que les choses se soient passées de cette manière.

Mais en même temps, cela n'enlève rien au fait que Zelensky se comporte mal sur de nombreux sujets. Dernièrement, par exemple, c'était le cas dans la manière dont il a abordé la question de la Palestine. Et aussi dans sa façon de répondre aux critiques, de se mesurer à ses rivaux politiques et de concentrer le contrôle des médias. Lui et ses proches collaborateurs sont des gens du spectacle et ils adoptent une approche très professionnelle et technique pour appréhender l'humeur du public. Par exemple, dans





19TH APRIL 2024
**COMMEMORATION FOR FALLEN
 ANTIFASCIST FIGHTERS IN UKRAINE**

On 19th April 2023, these three international anarchist volunteer soldiers were killed in action by Russian forces near Bakhmut in east Ukraine.

One year later, we gather to commemorate their lives by reading their words, hearing directly from their friends and relatives, and opening space for the kind of discussions that one typically only heard in small groups among left-wing circles here.

Clearan, Finbar, and Derrity are among those who've chosen resistance, feminism, anarchism, anti-capitalism, trade unions and human rights defending who have perished in the Russian imperialist war in Ukraine.

Derrity, Finbar and Manya also peacefully fought in the defence of the resolution in Beirut.

With an evening of friendly conversation and music, we aim to bring together activists working in solidarity with our comrades in Ukraine and Kurdistan.

In solidarity with those comrades who are still fighting, we are raising money for them to get the equipment they need to survive.

We will collect donations for:

- Medical Aid Force
- Goodnight Imperial War
- Kurdistan - Wêla e.s.
- Solidarity Collective

19TH APRIL 2024 AT 18:00
 MEHRINGHOF,
 GNEISENAUSTR. 2A, 10961 BERLIN

Organised by:

- RCLIA Resistance Committee in Ukraine
- Sasha Kishinev
- Lucy Pennington
- Henry
- Yury Lashchev
- Evgeny Dnestrov
- Anna Williams (UK)
- Luca B. Smith
- Evgeny Semyakina

les premiers jours de l'invasion russe, ils ont regroupé les informations télévisées de toutes les chaînes en un unique téléthon. À l'époque, c'était adapté à la situation; personne ne pouvait assurer seul une telle couverture de l'actualité. Mais aujourd'hui, on peut dire que cela aurait dû être abandonné depuis longtemps, car cela limite la liberté d'expression. Mais Zelensky ne le supprime pas. Il est entouré d'abrutis et d'idiots. Nous pourrions dresser une longue liste de leurs politiques totalement inadaptées.

Qu'en est-il de la participation de la gauche au Maïdan?

J'ai une relation contradictoire avec cette période. J'étais au Maïdan, mais je n'aime pas le pathos qui y est associé. J'étais un activiste avant le Maïdan. Quelques mois plus tôt, nous avons essayé d'organiser une manifestation sur l'éducation. Nous avons distribué des tracts sur le campus, mais les gens étaient très passifs. Mais dès que le Maïdan a commencé, les mêmes personnes qui, quelques mois auparavant, disaient qu'il ne servait à rien de manifester, ou des choses tout aussi cyniques, se sont soudain passionnées pour la cause et ont tenu des discours tellement révolutionnaires que je me suis contenté de les regarder [rires]. Je n'avais pas réalisé à l'époque que les gens changent soudainement lors des grandes mobilisations.

Maïdan, c'est l'histoire d'une résistance à l'État, à l'appareil répressif, mais aussi de la solidarité. Mais lorsque la protestation est entrée dans une phase violente, la participation à cette violence a changé les gens, ce qui m'a mis mal à l'aise. Je suis originaire de Louhansk, et dès le premier jour, j'ai bien observé ce qui s'y passait. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai vécu Maïdan différemment de celles et ceux qui étaient en cours avec moi et de mes amis de Kyiv.

Dès le début, j'ai eu peur que les choses tournent mal dans le Donbass. Malheureusement, c'est ce qui s'est produit.

Je suis devenu un militant de gauche au milieu de tout cela, en 2014, alors que la gauche occidentale ne se présentait pas sous son meilleur jour. En fait, la gauche ukrainienne était en décomposition à cause des mêmes problèmes que nous mettons aujourd'hui sur le compte de l'Occident.

La réaction de la gauche occidentale est globalement meilleure aujourd'hui qu'en 2014, notamment parce que l'identité de l'agresseur est désormais claire. Malgré cela, dans les premiers jours de l'invasion, j'ai estimé qu'il était nécessaire d'apporter une aide depuis ici pour expliquer le pourquoi et le comment, afin que nous puissions immédiatement mettre un terme aux réactions inappropriées. Je pensais, à ma manière assez excessive, que les Occidentaux allaient se réveiller. Aujourd'hui, je vois à quel point j'ai été naïf et combien j'ai sous-estimé l'ampleur du problème. En même temps, j'avais déjà eu l'expérience de 2014, suffisamment pour ne pas être trop surpris par la réaction de la gauche occidentale. Mais nous avons aussi des membres plus jeunes qui ont rejoint le mouvement de gauche au cours des quelques années qui ont précédé l'invasion, et pour certains d'entre eux, cela a été un choc.

Dans l'un de tes articles, tu as abordé la question du droit à l'autodétermination et tu as critiqué les arguments selon lesquels l'invasion de l'Ukraine n'est qu'un simple conflit par procuration. Selon toi, une partie de la gauche radicale adopte même une position plus «impérialiste» sur cette question que, par exemple, les responsables américains. Comment cela se manifeste-t-il et d'où cela vient-il selon toi?

Une partie de la gauche occidentale a épousé les préjugés contre l'Ukraine, les représentations acritiques de la Russie, etc. En dehors de l'arrêt des livraisons d'armes, qu'est-ce que tous ces militant·es de la gauche antiguerre veulent en réalité? Ils veulent que les États-Unis et la Russie parviennent à un accord sans tenir compte de l'avis de ceux qui vivent ici. De telles réponses n'ont rien à voir avec les valeurs de la gauche. Une telle approche présuppose une acceptation implicite du modèle néoréaliste en matière de relations internationales.

Sur ces questions, la gauche n'a pas trouvé d'approche commune qui puisse faire l'objet d'un consensus. Le seul consensus est probablement sur le droit à l'autodétermination des peuples, mais dans le cas de l'Ukraine, une partie de la gauche a brusquement oublié ce principe. Dans les situations critiques, des personnes par ailleurs raisonnables se mettent soudain à écrire toutes sortes de conneries.

Dans ce cas particulier, les États-Unis disent en substance que l'Ukraine peut décider quand et dans quelles conditions elle mettra fin à sa résistance. Toutefois, pour de nombreux autres conflits armés dans le monde, les États-Unis adoptent une position très différente quant au soutien au droit à l'autodétermination. Du moins dans les pays du Sud global.

Il me semble que cette position est quelque peu moralisatrice?

Oui, et ce malgré le fait qu'il y a eu beaucoup de critiques féministes au cours des dernières décennies qui condamnent à juste titre le fait de discréditer les femmes en tant qu'êtres émotionnels et non-objectifs. Avec la guerre, on projette cette «émotivité» sur nous, les Ukrainiens, même s'il n'y a rien de mal à cela. Pourtant, il n'y a rien de mauvais là-dedans. Le contraire de l'émotivité n'est pas la rationalité,



mais l'indifférence. Et lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles, c'est comme si la gauche oubliait tout cela.

Le principal problème est, cela me semble évident, la confusion entre anti-impérialisme et antiaméricanisme. Tous les conflits sont perçus en termes d'opposition aux États-Unis.

Une autre chose qui me surprend toujours est la confusion entre la Fédération de Russie et l'Union soviétique. Bien que l'on puisse discuter de l'Union soviétique et de l'évaluation qu'il convient d'en faire, la Russie de Poutine n'est en aucun cas l'Union soviétique. Aujourd'hui, c'est un État complètement réactionnaire. On ne peut s'empêcher de remarquer combien d'auteurs de gauche glissent dans leurs textes des réflexions et des arguments qui montrent qu'ils continuent à voir la Russie comme si c'était l'Union soviétique. Et ce, même s'ils reconnaissent rationnellement que le régime de Poutine est réactionnaire, conservateur, néolibéral, etc. Et puis, boum, soudain ils lâchent quelque chose comme quoi le soutien des États-Unis à l'Ukraine est une sorte de revanche contre la Russie en raison de la révolution bolchevique. Quelle connerie! [rires].

Quel conseil donnerais-tu à la gauche occidentale ?

Une partie significative de la gauche a adopté une position absolument incorrecte. Ceux qui consacrent leur temps à défendre l'Ukraine font, somme toute, ce qui est juste. La gauche est en crise partout. C'est tout simplement que, dans certains cas, elle est complètement foutue, comme ici, et que dans d'autres cas, elle va mieux, comme à l'Ouest. Si je devais donner un conseil de portée générale, je recommanderais de moins se préoccuper de savoir quelle position abstraite est correcte, et de se concentrer

davantage sur des actions pratiques pour nous aider à sortir du trou dans lequel nous nous trouvons.

Même au sein de notre propre organisation, jusqu'en 2022, nous avons adopté des positions différentes sur la guerre dans le Donbass. Il était parfois difficile de concilier ces sensibilités. Pour ne pas aggraver la situation, nous nous sommes souvent censurés. L'un de mes arguments est qu'il ne faut pas se disputer sur des points sur lesquels on ne peut pas avoir d'influence. Les gens de gauche sont souvent perçus comme condescendants, ils se considèrent comme les seuls à être raisonnables et à avoir l'esprit critique. Pourtant, de l'intérieur, il est facile de constater qu'il s'agit en grande partie de formules toutes faites. Par exemple, la façon dont certains militants de gauche présentent leur position et leur stratégie dans les débats. Au lieu de se livrer à une analyse des situations concrètes, ils se contentent souvent de reproduire des schémas établis dans un contexte et à une époque totalement différents et qui ne correspondent pas du tout à la situation. Nous devons nous éloigner de ces stéréotypes. Le marxisme n'est pas un dogme, mais pour diverses raisons, trop de marxistes réduisent en pratique le marxisme à une simple répétition de dogmes établis. «Pas de guerre en dehors de la guerre des classes», etc.

Un exemple révélateur s'est produit au printemps dernier lors de la venue de la délégation allemande de député·es de Die Linke au Bundestag. Jusque-là, leur position sur la fourniture d'armes était totalement négative. Au moment de leur départ, le président du groupe a déclaré qu'ils avaient reconsidéré certaines de leurs positions après ce qu'ils avaient appris à Kyiv. Par exemple, le fait que les Ukrainiens ont de toute évidence besoin d'une défense antimissiles. La même défense antimissiles qu'ils avaient refusé de fournir jusqu'alors les avait en fait protégés



à Kyiv! Ainsi, plus d'un an après l'invasion, ils ont réalisé à quel point elle était nécessaire. Il leur a fallu beaucoup de temps pour en arriver là, et il leur reste encore beaucoup de choses à comprendre [rires]. Mais le minimum est fait.

Y a-t-il quelque chose que tu voudrais dire à la gauche tchèque, par exemple en ce qui concerne le pacifisme radical auquel tu as fait allusion?

La gauche tchèque a connu l'expérience historique de la répression du Printemps de Prague, je ne comprends donc pas pourquoi elle ne parvient pas à mieux comprendre notre positionnement. Peut-être est-ce dû à une dépendance excessive à l'égard des théories de la gauche occidentale. Pour être franc, il en allait exactement de même dans notre pays et, à certains égards, c'est encore le cas aujourd'hui. Après 1989, la situation de la gauche en Ukraine était très déprimante et nous nous sommes d'autant plus tournés vers les auteurs occidentaux. Pour la revue *Spilne (Commons)*, nous faisons également des traductions. Mais à partir d'un certain stade, on comprend et on sent que nous avons besoin d'une sorte de décolonisation de nous-mêmes. Le 24 février 2022, jour de l'invasion russe, est aussi devenu le moment d'une émancipation intellectuelle pour nous. Il est nécessaire d'être plus critique à l'égard de ce qu'écrivent les auteurs occidentaux, dont nous avons beaucoup appris – ce que nous reconnaissons ouvertement –, mais nous nous trouvons dans un contexte quelque peu différent. Nous ne devons pas avoir peur de regarder les choses dans une perspective locale. Et cela inclut le développement d'une analyse locale des idées des auteurs occidentaux de gauche.

Ici, dans les milieux de gauche, nous avons aussi, et cela nous a fait du tort, souvent simplement reproduit les points de vue de la gauche occidentale. Les

deux fléaux de la politique de gauche contemporaine sont la reconstruction historique et l'adaptation aux conceptions en vogue.

Les gens lisent des auteurs qui ont cent ans d'âge et se proclament marxistes ou féministes au vu de ces textes classiques... Le monde a beaucoup changé et les gens lisent les classiques trop mot à mot, même quand ils ne sont plus réellement en phase avec les conditions actuelles. Deuxièmement, la gauche ne peut pas s'empêcher de faire siennes les guerres culturelles ou les sous-cultures occidentales à la mode. En 2016, deux militants de gauche qui participaient à une manifestation en Ukraine ont décidé de scander le slogan «De l'argent pour l'éducation, pas pour la guerre». Seulement, ils l'ont importé d'un contexte complètement différent, de l'Italie, qui a été impliquée dans une agression impérialiste. En ce qui nous concerne, l'Ukraine est d'abord et avant tout victime de l'agression d'un autre État. En bref: ce fut un désastre. Les conséquences pour la gauche locale ont été tout simplement terribles. Nous étions déjà dans une situation difficile après 2014, et cette seule action, ce seul slogan, n'a fait qu'empirer les choses. Alors oui, nous avons fait beaucoup d'erreurs. Il faut reconnaître que certains d'entre nous ont tiré de mauvaises conclusions. Nous aussi avons beaucoup à apprendre. Mais en même temps, notre amère expérience ukrainienne nous a appris un certain nombre de choses.





SOLIDARITÉ AVEC LES RÉSISTANTES UKRAINIENNES

Aidez-nous à acheter une ambulance blindée d'évacuation des blessés avec l'association ukrainienne VETERANKA



Le prix: 30 000 euros

Un véhicule blindé d'évacuation médicale peut sauver aussi bien la vie d'un médecin que celle d'une personne blessée lors d'une évacuation du front.

On compte officiellement plus de 60 000 femmes engagées dans les forces armées ukrainiennes : plus de 42 000 dans des postes militaires, dont 5 000 sur la ligne de front.

Les dispositifs pour les anciens combattants ne répondent pas aux besoins spécifiques des femmes, les soins de santé mentale et physique. Un nombre considérable de soldates revenant du front doivent faire face à la perte de parents masculins, au déplacement de leur famille et aux difficultés psychosociales et économiques qui en résultent.

Les services sociaux prévus ne tiennent pas compte des responsabilités liées à la garde des enfants, largement assumées par les femmes.

Elles sont aussi exposées aux menaces de violences sexuelles liées à leur engagement – par exemple, lorsqu'elles sont capturées comme prisonnières de guerre.

L'association **Veteranka, association des femmes vétérans ukrainiennes** soutient les femmes sur le front et défend les droits de ces femmes soldates, confrontées à des discriminations de genre, mais aussi à un manque de dispositifs adaptés lorsqu'elles quittent l'armée.

VETERANKA

Veteranka a été fondé, entre autres, par Ganna Demydenko, ancienne ambulancière militaire volontaire, et Yuliia Kirillova, vétérane engagée après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Le **Comité français du RESU, réseau européen de solidarité avec l'Ukraine**, a décidé de répondre à l'appel de Veteranka en participant à l'achat d'un véhicule blindé pour évacuer les blessés, hommes et femmes, du front.

- Chèques à l'ordre de RESU-France (mention "Veteranka" au dos)
à envoyer à RESU-France c/o VULLION 212 avenue du Maine 75014 PARIS
- ou
- par HelloAsso avec le lien <https://colibris.link/dtGfb>

ou en fashant le QR-code ci-contre



Les dons envoyés au RESU-France pourront vous faire bénéficier d'une réduction d'impôts.

✉ ukrainsolidaritefrance@gmail.com  <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>





RENDEZ-VOUS

LIBÉREZ MAKSYM BUTKEVYCH

Libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre
et tous·tes les prisonnier·es de guerre ukrainien·nes

La Cour suprême de Moscou a confirmé la condamnation à treize ans de prison de Maxim Butkevych qui lui avait été infligée par le tribunal de la la «république» autoproclamée de Louhansk, le 10 mars 2023.

La mobilisation internationale pour sa libération ainsi que celle des autres prisonnier·es de l'armée russe, continue.

MOBILISONS-NOUS ENSEMBLE

Une initiative du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

JEUDI 14 MAI À 19 HEURES

(heure de Paris)

RENCONTRE AVEC

- Oleksandr Butkevych, le père de Maksym
- Tetyana Pechonchuk, avocate de l'association Zmina, une organisation de défense des droits humains en Ukraine
- une représentante de Media Initiative for Human Rights

LE LIEN ZOOM

<https://us02web.zoom.us/join/register/tZUqceGqpz4pG9yBOSTGGHrfJA7VqeViTPA>

ÉVÈNEMENT FACEBOOK

https://www.facebook.com/events/1794343231060926?context=%7B%22source%22%3A%2229%22%2C%22ref_notif_type%22%3A%22plan_user_invited%22%2C%22action_history%22%3A%22null%22%7D¬if_id=1712827630879309¬if_t=plan_user_invited&ref=notif

Pour en savoir plus sur le procès

<https://blogs.mediapart.fr/.../ukraine-le-defenseur-des...>

Pour en savoir plus sur Maksym

https://www.syllepse.net/maksym-butkevych-_r_28_i_1045.html



Des drones pour le groupe de reconnaissance Adam

COMITÉ BELGE DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE¹

Dans la situation critique actuelle, le collectif de cinéastes Babylon 13 concentre ses efforts de solidarité matérielle pour aider le groupe tactique Adam. Plusieurs cinéastes se sont intégrés à cette formation qui effectue des missions de reconnaissance visuelle par drone sur la ligne de front.

Nous travaillons avec le collectif Babylon 13 depuis presque deux ans. C'est une association cinématographique d'activistes dans la société civile. Elle s'est formée en novembre 2013 après la violente répression contre des étudiants, place Maïdan. Plus de 500 vidéos ont été créées et publiées sur les réseaux sociaux en circulation libre.

Des membres du collectif ont aussi réalisé plusieurs longs métrages. Cette création collective privilégie la guerre vue d'en bas, dans le quotidien des masses populaires. Elle n'exalte pas des héros individuels. Elle montre la résistance quotidienne, acharnée de la population qui permet au front de tenir. Babylon 13 regroupe actuellement une centaine de militant·es: réalisateurs, opérateurs, ingénieur·es du son, producteurs, directeurs de montage, traducteurs, etc. Chacun·e un âge, une expérience, un style de travail et une vision différents. Mais le collectif est soudé par des valeurs communes et la volonté de changer la société par le cinéma. Nous avons pu projeter en Belgique de splendides documentaires de ce groupe.

1. *Solidarité Ukraine Belgique.*

Une nouvelle projection aura lieu le mercredi 8 mai, à 18,30 à l'ULB avec *Mémoire fragile* d'Ihor Ivanko (2022).

Actuellement, la *priorité absolue* du collectif en ce qui concerne la solidarité matérielle est d'aider une formation de la résistance armée, le groupe tactique Adam. Plusieurs cinéastes se sont intégrés à cette formation qui effectue des missions de reconnaissance visuelle par drone sur la ligne de front.

Dans la situation critique que connaît actuellement l'Ukraine, avec un manque dramatique de munitions et de défense antiaérienne, le groupe tactique Adam dépend en grande partie de la solidarité internationale pour disposer d'un nombre suffisant de drones.

Nous vous demandons de contribuer généreusement à cette campagne.

Nous vous demandons de contribuer généreusement à cette campagne en versant votre aide au compte bancaire «Soutien Ukraine»: I

BAN BE480004 7644 7327. Il faut mentionner «Adam» dans la communication.

Afin de pouvoir répondre à des besoins urgents, nous vous suggérons d'envisager un ordre permanent (que vous pouvez suspendre à tout moment) sur le compte «Soutien à l'Ukraine»: IBAN BE480004 7644 7327 | BIC: BPOT BE B1.



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

Chronique des événements courants

24 MARS 2024

Jytomyr: un rassemblement en soutien aux prisonniers et aux personnes disparues

Le 23 mars, à Jytomyr, à l'intersection de Kyivska et Pokrovska, près de la cathédrale Saint-Michel, une action de soutien aux prisonniers et aux personnes disparues a eu lieu. Une cinquantaine de personnes ont participé à l'action. Elles se sont rendues au rassemblement pour attirer l'attention sur les soldats ukrainiens capturés et portés disparus. Les participants brandissaient des affiches «Rendez nos proches» avec des photos de leurs maris, fils, frères. Ce n'est pas la première fois que des proches de défenseurs ukrainiens disparus ou capturés se manifestent à Jytomyr.



25 MARS 2024

Territoires occupés: les billets anti-poutine

Les militants de Henichesk du mouvement de résistance civile Ruban jaune dans les territoires occupés diffusent leurs messages contre l'occupation russe en marquant les billets de banque de slogan anti-poutine et contre les troupes russes.

Moukatchevo: routes bloquées contre la mobilisation forcée

Le 25 mars, dans les villages de Karpaty et Rakoshino, dans le district de Moukatchevo, les routes ont été bloquées contre la mobilisation forcée et les passages à tabac. Plusieurs dizaines de femmes ont bloqué l'autoroute

Kiev-Chop pendant plusieurs heures dans les deux zones. «Tout le monde comprend qu'il y a une guerre, qu'il faut une mobilisation, que nous luttons pour l'indépendance et pour une vie meilleure pour nos enfants. Mais de telles méthodes de mobilisation, où les gens sont simplement battus et enlevés dans les rues avec des cagoules, sont inacceptables, car elles constituent une violation de tous les droits humains et de toutes les libertés», ont déclaré les organisatrices. À Rakoshino, des représentants des autorités sont venus voir les femmes pour écouter leurs revendications, afin de résoudre de manière soi-disant civilisée le problème posé par les citoyens.

26 MARS 2024

Les retraités de Tchernobyl manifestent

Le 6 mars, les retraités de Tchernobyl sont venus au conseil municipal pour protester contre la réduction de leurs retraites. Une bagarre a éclaté avec la police lors du rassemblement et une ambulance. «Les gens sont indignés. Mais nous, en tant que conseil municipal, ne comprenons pas pourquoi les gens font appel à nous, car le gouvernement local n'a aucune influence sur les retraites ou les compléments. Mais les gens n'entendent pas ce qu'on leur dit, ils sont submergés par les émotions», a déclaré Nataliya Chizhevaska de la mairie. «La police s'est tenue à la porte du conseil municipal. L'adjoint au maire est sorti vers les gens et leur a dit que le maire viendrait vers eux. Mais pour une raison quelconque, les gens étaient indignés que le maire ne vienne pas, et ils ont eux-mêmes commencé à faire irruption dans le conseil municipal. Lorsqu'ils sont entrés par effraction dans le conseil municipal, il y a eu une bagarre. Ils y ont signalé une femme blessée, la police a immédiatement appelé une ambulance pour cette femme», a déclaré un membre des forces de l'ordre. Par la suite, les manifestants ont bloqué la route Kiev-Kovel-Yagodin, passant continuellement par le passage pour piétons.

Vidéo de la manifestation: www.youtube.com/watch?v=a43ILQ4caWI&t=6s

Zelensky et les Tatars de Crimée ont récompensé les soldats musulmans

Le 25 mars, le président ukrainien Volodymyr Zelenskyi a participé à un iftar, un dîner spécial organisé à l'occasion du mois sacré du Ramadan pour les musulmans. Des représentants du peuple tatar de Crimée, de la communauté musulmane ukrainienne, des corps diplomatiques des États de la communauté musulmane mondiale et des soldats musulmans ont également participé à l'événement. Le dirigeant ukrainien a remis les décorations aux militaires musulmans qui ont fait preuve de courage et de dévouement dans la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. «Je veux célébrer les soldats musulmans – tous ceux qui, au sein des Forces de défense et de sécurité de l'Ukraine, protègent notre État, notre liberté. Je remercie chacun de nos soldats pour leur courage. À tous ceux qui apportent la libération de notre tout le pays et notre Crimée plus près», a-t-il déclaré.

28 MARS 2024

Menace de grève des travailleurs du KATP-1628

Une partie des employés de l'entreprise communale KATP-1628 a signé un appel collectif dans lequel ils ont indiqué que leurs salaires et primes sont insuffisants. La direction de l'entreprise et les syndicats vont discuter de cette demande d'augmentation de salaires ou de primes pour les salariés sur le budget de la ville de Potlava ou de la région. En mars, les employés de KATP-1628 ont averti la direction et le conseil municipal d'une éventuelle grève et ont signé un appel correspondant. L'une des plaintes concernait les volumes de travail accrus. Les travailleurs ne sont pas non plus satisfaits des nouvelles conditions de travail, avec un contrôle accru de la consommation de carburant, a déclaré Oleksandr Maksymenko. En outre, les syndicats présenteront une demande collective aux organes d'autonomie locale avec une demande de

compensation sous forme de primes sur le budget de la ville ou de la région.

27 MARS 2024

Laïcité, écologie, démocratie municipale

La zone de loisirs près du lac de la ville d'Ivano-Frankivsk a été nettoyée, une pelouse a été aménagée, des transats, des bancs, des tables et des barbecues ont été installés en 2019 dans le cadre du programme «Budget de participation». En 2024, une clôture de chantier y a été installée et il y a désormais un marécage à la place de l'herbe. Le conseil municipal a cédé ce terrain à la paroisse UGCC pour la construction de l'église du saint martyr Siméon Lukacs. Le 24 mars 2024, les habitants de Frankiv se sont rassemblés pour une action contre la construction. Malgré la position des habitants, le maire Ruslan Marcinkiv a déclaré qu'il soutenait la construction de l'église. Le 27 mars, les habitants d'Ivano-Frankivsk ont lancé une pétition électronique sur le site Internet du comité exécutif de la ville demandant de préserver la zone de loisirs au bord du lac de la ville et de trouver un autre territoire pour que la paroisse de l'UGCC puisse construire une église.



30 MARS 2024

Lviv : 300 élèves boycottent leurs cours

En raison de la réintégration du directeur, les 300 élèves d'une école rurale de la région de Lviv, à Verkhnya Yablunka, boycottent leurs cours depuis le 17 mars. La raison en est un conflit entre les parents et le directeur de l'école. Après son licenciement dû à son harcèlement d'élèves, le directeur a finalement été réintégré dans ses fonctions par décision de la Cour suprême. La communauté des parents s'oppose à ce qu'il dirige l'école et enseigne à leurs enfants. «En raison du désaccord, de la méfiance et du manque de respect envers les élèves et les parents, Sichak Ivan Mykolayovych a été réprimandé à

plusieurs reprises», explique le président du comité des parents dans un texte.

1^{ER} AVRIL 2024

Loutsk: budget participatif sur l'armement

Ce 1^{er} avril un budget participatif sur l'armement est ouvert à Loutsk. Le montant total du financement pour la mise en œuvre de tous les projets s'élève à 4 millions de hryvnias (95 000 euros). Seront autorisés les projets visant à l'achat d'équipements, de drones, d'équipements de protection pour nos militaires, à leur réhabilitation, à la formation des civils à la médecine tactique et à la formation militaire de base, à l'équipement et à la modernisation des abris des établissements d'enseignement etc. Les votes débiteront du 1^{er} au 10 juin.

2 AVRIL 2024

Lviv: une lutte écologiste

Les habitants du village de Velyka Horozhanna, dans la région de Lviv, ont peur de boire l'eau des puits et se plaignent de la puanteur. La raison probable en est l'entreprise située sur le territoire de leur village. Les villageois exigent sa fermeture. Oksana Doshchyn, une habitante du village de Velyka Horozhanna, raconte qu'en plus de l'odeur piquante, elle a commencé à ressentir un goût étrange dans sa bouche. Les résidents se sont rendus à l'entreprise. Au début, le propriétaire de ces locaux est venu voir les gens, mais a refusé de les laisser entrer. Par la suite les villageois ont laissé des inscriptions sur la clôture de l'entreprise. Puis les habitants du village de Velyka Horozhanna se sont adressés au département régional de l'écologie et des ressources naturelles.

Les habitants du village de Busha à Vinnytsia protestent contre une carrière

Les habitants du village de Busha dans la région de Vinnytsia, protestent contre la construction d'une carrière à proximité de la réserve géologique Haidamatskyi Yar. «L'autorisation d'utiliser le sous-sol du champ de Bushanske a été accordée par l'Entreprise d'État de géologie et de sous-sol d'Ukraine. Une vente aux enchères a eu lieu pour ce gisement (13,1 hectares) et une licence de développement pour vingt ans a été vendue à la société», a déclaré Iryna Zakharchuk, directrice de la réserve naturelle Busha, «La question la plus importante est l'écologie». Selon elle, la vente aux enchères a eu lieu, mais le contrat restait à signer. Les gens ont donc encore la possibilité d'empêcher l'exploitation du calcaire. «Cette question est sous le contrôle du conseil municipal, mais aucun document officiel n'a été reçu. Il est clair que nous protégerons nos habitants et étudierons attentivement tous les documents. Nous n'agirons que dans le domaine juridique», a déclaré Viktor Zamyshlyayev. Le 1^{er} avril, les habitants ont organisé pour la deuxième fois une assemblée de village, une centaine de personnes se sont rassemblées. La communauté a également annoncé une collecte de fonds pour un examen indépendant sur la sécurité de la construction d'une carrière sur le territoire de Busha.

3 AVRIL 2024

Kharkiv: livres en panne

Les récents bombardements de Kharkiv, qui connaît désormais des problèmes d'approvisionnement en électricité, ont provoqué un retard dans l'impression des livres, puisque la plupart des maisons d'édition impriment leurs éditions à Kharkiv. Il y a des retards importants dans l'impression des livres pour les maisons d'édition ukrainiennes, ce qui affecte également l'augmentation des coûts d'impression. «En théorie, les imprimeurs peuvent travailler la nuit, mais le couvre-feu impose ses propres restrictions, donc les retards d'impression seront



proportionnels à la coupure de courant. Je sais que les imprimeurs négocient pour l'achat de générateurs puissants, mais cela affectera en conséquence le prix des services d'impression», a déclaré Viktor Kruglov, directeur de la maison d'édition Ranok.

4 AVRIL 2024

Khmelnyskyi: mobilisation lycéenne

Les parents et les élèves de l'école secondaire spécialisée n° 12 de Khmelnytskyi protestent contre l'annulation des inscriptions dans les classes de 10^e et 12^e années pour la prochaine année scolaire. Le 1^{er} avril, les élèves de l'école et le comité de parents ont été informés de manière inattendue de la réorganisation de l'école en gymnase et non en lycée, comme prévu au début de l'année scolaire.

Hier 3 avril, les élèves de neuvième année de l'école secondaire spécialisée n° 12 de Khmelnytskyi se sont rendus à un rassemblement improvisé pendant les vacances pour exiger que l'établissement laisse la 10^e à la 12^e année. «Ils ont décidé de se rassembler, de poser des affiches autour de l'école et des salles de classe. Ils ont également voté et signé une pétition.»

« Ne nous enlevez pas notre avenir » : à Tcherkassy, une manifestation a eu lieu au lycée professionnel

À Tcherkassy, les étudiants et les professeurs du lycée professionnel ont manifesté le 4 avril, inquiets du sort futur de l'établissement. Selon eux, l'administration veut transférer la propriété du lycée à un autre établissement d'enseignement de Kharkiv, licencier les enseignants et transférer les étudiants pour étudier dans d'autres établissements. Les enseignants, les parents et les élèves du lycée professionnel de Tcherkassy s'opposent à sa fermeture et au transfert de l'ensemble des bâtiments et des structures vers un autre établissement d'enseignement. Victoria Gron, responsable par intérim de l'organisation syndicale, a déclaré : «Ils ont pris connaissance d'une telle décision

après avoir reçu une lettre de l'administration régionale de l'État.» Au cours du rassemblement, organisé entre les cours, des signatures ont été recueillies pour une lettre adressée aux autorités locales et au ministère compétent. Professeurs, étudiants, parents et diplômés se sont réunis pour cela.

8 AVRIL 2024

Pourquoi les habitants bloquent-ils la construction d'un cimetière à Kyiv ?

La création du Cimetière commémoratif militaire national a connu de nombreuses vicissitudes. La nécessité d'un lieu de sépulture pour les personnes tuées dans la guerre russo-ukrainienne est un sujet de discussion depuis 2015. La construction du cimetière a commencé près de Kyiv, dans la communauté de Gatne, dans la région de Kiev. Lundi 1^{er} avril, les ouvriers ont commencé à défricher des zones de forêt pour créer une route et commencer la création du premier secteur de sépultures. Cependant, la poursuite des travaux a été bloquée par les résidents locaux. Les habitants ont demandé aux autorités si elles avaient envisagé un site alternatif – sans plantations; pourquoi une si grande superficie pour le complexe commémoratif; et aussi pourquoi un hôtel est nécessaire là-bas. Auparavant, on avait appris que le cimetière militaire national serait conçu pour 40 millions de hryvnias. Les gens soupçonnent qu'il s'agit peut-être d'un autre cas de blanchiment d'argent.



12 AVRIL 2024

Frankiv: pique-nique laïc

Les habitants de Frankiv se sont rassemblés hier pour un pique-nique afin d'exprimer leur protestation contre la construction de l'église UGCC [Église grecque-catholique ukrainienne] près du lac de la ville. Le maire Ruslan Marcinkiv a réagi à la pétition «Pour la préservation de l'aire de loisirs au bord du lac» contre la construction

d'une église au bord du lac à Ivano-Frankivsk. La réponse indique que les autorités de la ville ont pris la décision de construire le temple sans discussion. La demande contenue dans la pétition visant à trouver un autre territoire pour la construction du temple Martsinkov a été ignorée. La pétition électronique «Pour la préservation de l'aire de loisirs au bord du lac à proximité des terrains de tennis», datée du 27 mars 2024. Les avocats de l'archidiocèse ont déposé à la police trois déclarations concernant les dommages causés à la clôture érigée dans la zone verte près du lac de la ville pour la construction de l'église du bienheureux hiéromartyr Siméon Lukacs.

14 AVRIL 2024

Un dimanche de manifestations

Le 14 avril, un rassemblement pacifique s'est tenu près de l'administration militaire du district de Kryvyi Rih. Les habitants ont protesté contre un abus de pouvoirs de la municipalité. Des signatures ont été recueillies pour un appel au Président de l'Ukraine. On pouvait voir des affiches et slogans contre la famille du maire. Les manifestants sont préoccupés par le fait que Kryvyi Rih n'a toujours pas de maire, seulement un maire intérimaire, et que le fils de ce même maire intérimaire s'est octroyé le droit de communiquer avec les militaires et s'est auto-proclamé chef du conseil de défense, dont la création est juridiquement contestable.

Le rassemblement a été initié par des membres de la communauté active de la ville qui s'opposent depuis des années au mandat de l'actuel maire par intérim.

Le même jour à midi, la place du 95^e bloc était remplie de drapeaux d'unités militaires, de portraits de défenseurs capturés et d'affiches d'appel. Cette fois, de nombreux enfants et adolescents ont participé à l'action; ils ont organisé un spectacle – en se taisant la bouche avec du ruban adhésif, soulignant ainsi que les prisonniers n'ont pas de voix, n'ont pas la possibilité de demander de l'aide. D'autant que leurs proches ne savent quasiment rien de certains d'entre eux.



15 AVRIL 2024

Lviv : les parents promettent de bloquer l'autoroute Kiev-Chop

Les membres du comité de parents de l'école n° 96 de Lviv, où se poursuit le conflit pour la nomination d'une nouvelle directrice, promettent de bloquer l'autoroute Kiev-Chop si les autorités ne les écoutent pas. Une manifestation a été annoncée pour le mardi 16 avril. Le 10 avril, l'ancienne directrice de l'école 96 Halyna Mykhailyk et les représentants des syndicats et de parents ont déclaré qu'ils n'étaient pas satisfaits de la nomination de la nouvelle directrice, qu'ils considéraient les modalités de sa nomination comme illégales et que l'attitude du département municipal de l'éducation était incorrecte.

17 AVRIL 2024

Forces armées: couverture sexiste

Récemment, un numéro du magazine des forces armées ukrainiennes, *Resistance*, a été publié avec une image de pin-up d'une femme. Cette publication a suscité un débat



sur les médias sociaux en raison de l'objectivation des femmes sur l'image.

Les forces de défense territoriale des forces armées ukrainiennes ont indiqué que l'objectif du magazine était d'apporter un soutien psychologique aux militaires et aux femmes sur le front. Alina Sarnatska, médecin de combat et militante de la société civile, a souligné que cette illustration était contraire au plan d'action sur les questions de genre dans la défense et de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. L'inégalité des sexes dans les forces armées et la justification des images qui objectivent les femmes dans l'armée génèrent des discriminations et des violences sexuelles.

18 AVRIL 2024

Des syndicats dans l'armée ?

Afin d'assurer une protection sociale adéquate aux vétérans de guerre, des syndicats devraient être créés pour chaque branche de l'armée, qui prendraient en compte et défendraient les besoins spécifiques des militaires. Vitaliy Kim, chef de l'administration militaire régionale de Mykolaïv, l'a déclaré lors d'une réunion du Congrès des autorités locales et régionales sous l'égide du président de l'Ukraine.

«Aujourd'hui, nous soutenons et aimons les militaires, car nous dépendons d'eux. Mais nous devons réfléchir à ce qui se passera ensuite. À mon avis, des syndicats devraient être créés pour chaque branche des forces armées : infanterie, pilotes, marines, etc. Ils devraient systématiser les besoins des vétérans, qui concernent toute une série de questions de protection sociale : des services médicaux à l'emploi. Les autorités doivent les écouter et tenir compte de leurs souhaits», a déclaré M. Kim.

19 AVRIL 2024

Jytomyr: une lutte écologique

Une centaine d'habitants des villages situés à proximité

de la carrière de Negrebovskoye sont venus à la séance du conseil municipal de Radomyshl, qui a eu lieu le 18 avril car ils s'opposent à la poursuite de son développement. Un groupe d'initiative de résidents locaux a initié l'inscription de deux questions à l'ordre du jour : la création d'un groupe de travail qui étudiera l'évaluation de l'impact environnemental du développement éventuel de la carrière de Negrebovskoye et un appel au gouvernement ayant demandé d'examiner la faisabilité d'accorder un permis spécial pour l'utilisation du sous-sol à Dolomine LLC. «Le groupe de travail a été créé dans le but de réaliser une évaluation de l'impact environnemental. En tant que communauté, nous le ferions nous-mêmes, mais selon la loi, nous n'avons pas le droit de le faire. C'est pourquoi nous avons l'intention d'ordonner une enquête environnementale. Cela coûte de l'argent, les gens ont très vite collecté le montant nécessaire, et nous procéderons à cette évaluation», a déclaré Natalia Opimakh.

Sois comme Nina fait échec aux licenciements

Dans la ville de Pryluky, dans la région de Tchernihiv, le syndicat indépendant du personnel soignant a réussi à contester le licenciement de ses militantes. Le 12 avril 2024, le tribunal du district municipal de Prylutsk de l'oblast de Tchernihiv a jugé que le chef du Centre de soins médicaux et sanitaires du KNP du conseil du district de Prylutsk de l'oblast de Tchernihiv avait illégalement licencié la cheffe du centre paramédical. Le tribunal s'est rangé du côté de la plaignante et l'a réintégrée, et a également ordonné de lui payer son salaire pour absentéisme forcé. Comme l'explique la présidente du syndicat, Svitlana Sydorenko, qui a également été licenciée par ce directeur et été réintégrée par le tribunal, la décision était illégale. Le directeur estimait que le fait qu'une communauté voisine ait ouvert son propre établissement médical était une mesure suffisante en





faveur d'une réduction massive des effectifs. En fait, cela lui permettait de se débarrasser de ses employés et de fermer l'institution qu'il n'avait pas envie de conserver. La résistance de l'équipe a contrecarré ses plans, mais des changements importants ont eu lieu dans le statut juridique: l'institution a été divisée, le département de la polyclinique est sous l'autorité des autorités du district et les postes de secours sont sous le contrôle des communautés. Par conséquent, son retour au travail a posé des problèmes: Svitlana, qui avait été ambulancière pendant de nombreuses années, n'a pas pu reprendre ses fonctions et est devenue infirmière auprès d'un médecin de famille. La seconde syndicaliste, au contraire, a choisi d'occuper un poste dans le domaine de la santé communautaire. Le soutien juridique au personnel médical de Pryluk dans cette bataille a été fourni par le mouvement Sois comme Nina. L'été dernier, sa responsable, Oksana Slobodyana, était venue soutenir les syndicalistes.

20 AVRIL 2024

Les travailleurs d'Arcelor manifestent pour une augmentation de salaire

Aujourd'hui 20 avril, les employés d'ArcelorMittal Kryvyi Rih ont participé à une marche pour attirer l'attention des autorités locales et des médias sur la question des salaires décents pour les employés.

Les salariés d'Arcelor expliquent que le 11 avril a eu lieu une conférence de l'équipe syndicale, dont de nombreux salariés n'ont pris connaissance qu'après sa tenue. Les travailleurs s'attendaient à ce que cela aboutisse à une augmentation des salaires. Toutefois, cela ne s'est pas produit.

Les travailleurs notent que le Syndicat des métallurgistes et des mineurs d'Ukraine a perdu tandis que le chef du PMSU Maryniuk [syndicat] reçoit un salaire de 120 000 hryvnias par mois.

LA LETTRE D'INFORMATION DU RESU

cliquer pour télécharger

Lettre d'information syndicale du RESU

Mars 2024 NUMÉRO 8 [Politique du RESU en matière de médias publics](#)

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de mars 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Dans ce numéro, nous posons des questions essentielles : Le mouvement syndical en Europe en fait-il assez pour soutenir l'Ukraine, ses travailleurs et leurs syndicats à un moment où la situation sur le front militaire est bloquée ? Que peuvent-ils faire de plus ?

Nous présentons également les luttes en cours des travailleuses, des étudiants et des retraités ukrainiens, ainsi que des communautés qui se mobilisent pour faire pression sur leurs gouvernements locaux afin qu'ils augmentent leur soutien aux forces armées.



London, 24 février. Le cortège de l'Union des services publics et commerciaux avec l'Ukraine

Contenu

Dossier : Que doivent faire nos syndicats pour aider l'Ukraine ?	2-11
Lutte des travailleurs en Ukraine	12-15
Les luttes communautaires en Ukraine	16-18
Lutte des étudiants en Ukraine	19-20
Lutte des femmes en Ukraine	21-22
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	23-25
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine	26-27
Lutte des travailleurs en Biélorussie	28-32

Boletín sindical de la RESU

Marzo 2024 NÚMERO 8 [Política de medios de comunicación públicos de la RESU](#)

En este número

Bienvenidos al número de marzo de 2024 del boletín sindical de la Red Europea de Solidaridad con Ucrania (RESU). En él nos planteamos preguntas vitales: ¿Está haciendo lo suficiente el movimiento sindical en Europa para apoyar a Ucrania, a sus trabajadores y a sus sindicatos en un momento en que la situación en el frente militar está estancada? ¿Qué más pueden hacer?

También presentamos las luchas de las mujeres trabajadoras, los estudiantes y los pensionistas ucranianos, así como de las comunidades que se movilizan para presionar a sus gobiernos locales para que aumenten el apoyo a las fuerzas armadas.



London, 24 de febrero. El contingente de la Unión de Servicios Públicos y Comerciales con Ucrania

Contenido

Reportaje: ¿Qué deben hacer nuestros sindicatos para ayudar a Ucrania?	2-12
Luchas obreras en Ucrania	13-16
Luchas comunitarias en Ucrania	17-19
Lucha estudiantil en Ucrania	20-21
Lucha de las mujeres en Ucrania	22-23
Otras noticias y análisis sobre Ucrania	24-26
Solidaridad con los trabajadores y sindicatos ucranianos	27-28
Luchas obreras en Bielorrusia	29-33



ENSU Trade Union Newsletter

March 2024 ISSUE NUMBER 8 [ENSU public media policy](#)

In this issue

Welcome to the March 2024 issue of the trade union newsletter of the European Network for Solidarity with Ukraine (ENSU). In it we ask the vital questions: Is the trade union movement in Europe doing enough to support Ukraine, its workers and their trade unions at a time when the situation on the military front is stalled? What else can they do?

We also feature the ongoing struggles of Ukraine's working women, students and pensioners, as well as of communities who mobilise to pressure their local governments to increase support to the armed forces.



London, February 24. The Public and Commercial Service Union contingent with Ukraine

Contents

Feature: What must our trade unions do to help Ukraine?	2-10
Worker struggles in Ukraine	12-14
Community struggles in Ukraine	15-17
Student struggles in Ukraine	18-19
Women's struggles in Ukraine	20-21
Other Ukraine news and analysis	22-24
Solidarity with Ukraine's workers and unions	25-26
Worker struggles in Belarus	27-31

**LA PAROLE
À PRIAMA DIIA**

Étudiants: la colère gronde

PRIAMA DIIA¹

Le 12 mars, des documents du cabinet des ministres de l'Ukraine sont apparus avec un ordre de réorganiser l'Académie ukrainienne de l'imprimerie (UAP) et l'Université nationale d'économie et de commerce de Donetsk. C'est cette décision qui a déclenché la mobilisation des étudiants de l'UAP.

Il convient de mentionner que, précédemment, le vice-ministre de l'éducation et des sciences, Mykhailo Wynnyskyj, avait promis une rencontre aux étudiants de l'UAP et de l'Université nationale de Polissya. Le «ping-pong» a duré plusieurs semaines: tantôt le ministère a promis d'organiser un espace de discussion sur la réorganisation, tantôt tout a été annulé. Ainsi, après la protestation des étudiants, Wynnyskyj, comme un enfant offensé, a refusé d'entrer en contact avec les étudiants.

Dans le cadre de la campagne «Contre la destruction des connaissances», les militants de Priama Diia ont travaillé avec les étudiants de l'UAP pour protéger l'académie. Collectivement, les participants à la campagne ont préparé des documents imprimés, parlé de fusion, appelé à signer une pétition contre la décision de la bureaucratie et organisé une conférence publique pour faire connaître l'histoire de l'institution éducative et de son patrimoine.

Hier, le 21 mars, le comité syndical et le conseil étudiant de l'UAP, avec l'aide du rectorat et de l'administration, ont organisé un rassemblement

pacifique sous les murs de l'académie. Plus de 1 000 personnes ont assisté à l'événement, dont des étudiants, des membres du public, des journalistes et des personnalités publiques.

Des représentants de l'Université nationale de Tauride, dont le conseil étudiant participe à la campagne «Contre la destruction des connaissances», sont également arrivés au rassemblement. Le chef de l'administration autonome, Yulia, a appelé le ministère de l'éducation et des sciences à laisser l'académie tranquille.

En outre, Maksym Chumakov, un militant de Priama Diia a lancé un appel aux étudiants, les exhortant à lutter non seulement contre la fusion, mais aussi pour la création d'un nouvel UAP, avec une meilleure éducation et des perspectives encore plus larges pour les étudiants.

Dans le même temps, une manifestation de l'Université nationale de Polissya a eu lieu à Jitomir, à laquelle plus de 300 étudiants ont participé. Comme l'UAP, le PNU fait l'objet d'une réorganisation illégale et antidémocratique. Le 21 mars est devenu la journée de solidarité des étudiants ukrainiens.



1. 22 mars 2024.



Au nom de Priama Diia, nous tenons à remercier les étudiants actifs de l'UAP, avec lesquels nous avons obtenu des résultats considérables dans la campagne «Contre la destruction des connaissances». Le combat ne fait que commencer, il y a donc beaucoup de choses à venir!

Si le ministère de l'éducation et des sciences n'entend pas les étudiants des universités qui s'unissent dans les deux semaines, qu'ils nous attendent sous les murs du ministère à Kyiv!

Les étudiants en médecine se battent pour leurs droits



RASSEMBLEMENTS ÉTUDIANTS EN MÉDECINE¹

La communauté étudiante est secouée par une nouvelle réforme antisociale: après le ministère de l'éducation et des sciences, le ministère de la santé a commencé à promouvoir une innovation tout aussi scandaleuse. Le 11 mars, un projet de nouvelle réforme a été publié, qui prévoit des changements dans la distribution et l'inscription aux stages, en particulier, les étudiants ne pourront pas choisir où ils veulent faire leurs stages, l'État déterminera «où ils sont nécessaires». Les innovations s'appliqueront non seulement aux nouveaux entrants, mais aussi aux étudiants qui ont déjà étudié pendant un à quatre ans.

1. 25 mars 2024.

Comme on pouvait s'y attendre, les étudiants en médecine n'ont pas voulu accepter cette restriction de leur droit de choisir: à Ivano-Frankivsk et à Lviv, ils ont protesté contre ce projet antisocial.

Action directe exprime son soutien total aux étudiants dans leur lutte pour leurs droits et soutient les demandes d'annulation de la réforme. L'État ne devrait pas imposer aux étudiants le lieu de leur stage, chacun a le droit de choisir pour lui-même.

Réforme de l'autonomie étudiante: trahison ou victoire?

PRIAMA DIIA²

Récemment, le Comité de l'éducation de la Verkhovna Rada a soutenu le projet de loi n° 10279 (<https://itd.rada.gov.ua/billInfo/Bills/Card/43231>) sur les amendements à la loi ukrainienne «sur l'enseignement supérieur», concernant l'expansion des droits des organes d'administration autonome des étudiants et la garantie des droits des étudiants de l'enseignement supérieur. Il convient de noter que le Conseil d'experts étudiants, qui comprend des étudiants d'établissements d'enseignement supérieur, des représentants d'organisations publiques étudiantes et d'organismes autonomes d'étudiants, a été impliqué dans l'élaboration du projet de loi. Les principaux changements sont les suivants:

2. 31 mars 2024.

Parmi les principaux changements :

1. Les activités des organismes autonomes étudiants (SSG) seront déterminées exclusivement par leurs propres règlements, qui ne nécessitent pas l'approbation de la direction de l'établissement d'enseignement supérieur. Interdiction de toute influence extérieure sur les activités du SSG.

2. Établir au niveau législatif les exigences de la réglementation sur l'autogestion des étudiants. Désormais, le règlement doit contenir notamment la procédure de contrôle des activités de SSG et la procédure de cessation des pouvoirs des étudiants élus au SGSS, y compris l'initiation et le déroulement du vote sur leur révocation.

3. Rapports des organes d'autogestion étudiante. Le nouveau projet de loi prévoit que le SGSS publie des informations sur l'utilisation des fonds de l'autogestion étudiante sur le site officiel de l'établissement d'enseignement supérieur et/ou sur les ressources d'information de l'autogestion étudiante de cet établissement au moins une fois par an.

4. Consacrer au niveau législatif l'inclusion de représentants de l'OSS dans la composition des organes de travail et consultatifs des universités.

5. Expansion des quotas de représentation des étudiants dans les conseils académiques de l'université. Désormais, le Conseil académique doit comprendre au moins 15 % de représentants du SSG.

Cependant, malgré les changements positifs existants, le projet de loi a encore un long chemin à parcourir avant d'être approuvé par le Parlement. En mars, le Comité de l'éducation a déjà accepté de réduire le financement minimum proposé précédemment pour l'autogestion des étudiants de 0,6 pour cent du budget de l'enseignement supérieur à 0,5 pour cent. Le ministère de l'éducation et de la culture et l'Union des recteurs d'Ukraine proposent

au Comité d'abandonner les normes progressistes du projet de loi, qui élargissait la représentation des étudiants dans les organes consultatifs et donnait également aux étudiants un pouvoir d'influence sur la gestion de l'université.

Ces circonstances confirment une fois de plus que la solidarité et la lutte des étudiants sont les seuls garants de leurs droits.

https://t.me/priama_diia/400



SOIS COMME NINA

Témoignages de deux infirmières ukrainiennes au congrès de l'Union syndicale Solidaires

À l'occasion de son congrès national, qui se tenait du 22 au 25 avril 2024 à Labège (31), l'Union syndicale Solidaires a accueilli plusieurs délégations internationales. Dès l'ouverture du congrès, la parole a été donnée à deux d'entre elles : celle venue d'Ukraine et celle venue de Palestine. D'Ukraine, étaient présentes Yulia Lipich Kochirka et Oksana Slobodyana, représentantes du Syndicat régional de Lviv du personnel médical et de Sois comme Nina. Elles ont pu s'adresser aux quelque 400 syndicalistes Solidaires présent·es. Cette invitation faisait suite aux contacts entretenus depuis avril 2022, à travers les trois convois du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, les échanges visio, les liens à travers le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, les collectes solidaires, l'envoi de matériel, la présence à la 5^e rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes en septembre dernier à São Paulo, etc. Nous reprenons ici les informations délivrées par les deux militantes, qui se sont aussi entretenues de manière informelle avec les délégué·es au congrès.

CHRISTIAN MAHIEUX¹

La guerre en Ukraine dure depuis plus de deux ans. Le personnel médical joue un rôle important, notamment en première ligne et dans les villes de la zone de front. De nombreux et nombreuses membres de Sois comme Nina se trouvent actuellement dans la zone de guerre. Au péril de leur vie, ils et elles sauvent celle des soldats et des civil·es.

Nous avons édité un document sur activités qui est à votre disposition, mais aujourd'hui je vous parlerai brièvement de certains et certaines de nos collègues qui ont consciemment changé leur blouse blanche pour un uniforme militaire. Leur témoignage direct est important.

Olena Lyasheva, une militante de Sois comme Nina, n'a pas de diplôme de médecine, mais au terme d'une lutte épuisante et prolongée, elle a été obligée de devenir infirmière pendant la guerre. «La situation sur la ligne de front est telle qu'aucune main ne sera superflue. J'ai milité toute ma vie d'adulte et la décision de m'engager dans l'armée était la suite logique de mon parcours de militante. Si nous voulons vivre dans une société juste, nous devons maintenant la protéger des occupants. Mon choix de spécialité a été largement influencé par la communication avec Sois comme Nina. Ces femmes incroyables se battent pour les droits sociaux et les droits du travail à la maison et dans l'armée. Et ce n'est pas une coïncidence si ce sont les infirmières qui sont en difficulté en Ukraine. Parce que la lutte est une question de soins, de protection et d'assistance mutuelle. Je me suis toujours sentie solidaire d'elles, et maintenant je suis moi-même en train de devenir personnel médical, bien que, malheureusement, dans le cadre d'une procédure accélérée dans les conditions de la guerre», nous a écrit Olena.

Maria Koroleva n'a que 26 ans. Elle est également infirmière de combat au front. Alors qu'elle n'avait

1. Avril 2024.



pas du tout envisagé de lier sa vie à la médecine, elle a changé d'avis à cause de la guerre. «Au front, on se rend compte qu'il faut vivre ici et maintenant, car tout peut changer radicalement en une seconde. Nous avons admis un jeune homme avec trois amputations, des brûlures au visage et aux deux yeux – zéro pour cent de chance de voir sa vue restaurée. Avant la guerre, il était un jeune homme prospère avec de bonnes perspectives. Dans ces moments-là, on commence à apprécier la vie, chaque minute. En première ligne, le personnel médical s'épuise rapidement, ils et elles ne supportent pas psychologiquement. Mais nous n'avons pas le droit de nous concentrer sur nos expériences personnelles, surtout en temps de guerre», nous a dit Maria.

Oleh Horoshenko a failli mourir dans la zone de combat. «Quatre fois pendant la guerre, j'ai cru que j'allais mourir. Étonnamment, cela ne vous fait pas peur. Vous le ressentez calmement: les regrets, les projets, la vie, mais sans horreur. À Irpin, ils ont commencé à nous tirer dessus au phosphore. J'étais allongé et j'ai réalisé que nous tous – huit personnes – allions brûler vifs. C'était pénible. Mais le vent nous a sauvés parce qu'il a balayé les flammes. J'ai été blessé dans le secteur de Kharkiv. Nous avons été bombardés par l'artillerie. Des éclats d'obus ont touché mon bras. En sautant du camion, j'ai endommagé les ligaments de mon genou. Je n'ai pas remarqué ma blessure au début, j'ai couru pour sauver la vie de mes camarades. Nous avons eu quatre morts et douze blessés. Dans des conditions de combat, il est très difficile de trouver les blessés. Parmi les morts, j'ai vu un combattant vivant. Il avait reçu une balle dans la jambe. Ils lui ont posé un garrot et un bandage, l'ont mis dans un minibus et l'ont emmené à l'hôpital. Quelques heures plus tard, ma jambe blessée a gonflé et je ne pouvais plus marcher.



J'avais moi-même besoin d'une aide médicale», se souvient Oleh.

Les personnes du secteur de la santé sont des gens héroïques. Malgré leurs bas salaires et leur lourde charge de travail, lorsque la guerre a commencé, ils et elles n'ont pas fui à l'étranger ou ne sont pas caché·es, mais ont revêtu l'uniforme militaire. Des centaines d'entre eux et elles ont déjà été tuées sur le champ de bataille. Cela n'a pas empêché leurs collègues de continuer à sauver des vies.

Sois comme Nina est une organisation créée en 2019 par des travailleuses et travailleurs de la santé. Il n'existait pas d'équivalent en Ukraine jusqu'alors. Depuis, l'association protège les droits des travailleuses et travailleurs de la santé, en luttant pour des salaires décents et des conditions de travail correctes. Quand les problèmes ne peuvent pas être résolus paisiblement, nous organisons des manifestations (actuellement, sous la loi martiale, elles sont interdites). La tâche principale de notre organisation est d'améliorer les conditions de travail et la formation des travailleuses et travailleurs du secteur médical. À

cette fin, nous utilisons toutes les méthodes, dans le respect de la loi.

Le nom «Mouvement médical Sois comme Nina» vient du nom de l'initiatrice de la première protestation des infirmières, Nina Bondar. Travaillant dans un hôpital de Kyiv, Nina a décidé, un soir, de décrire son mécontentement quant à ses conditions de travail, à son salaire et à l'attitude des patrons envers les infirmières. Elle a publié ce message – un cri du cœur – sur Facebook. Du jour au lendemain, il a bénéficié de plus de 20 000 vues. Depuis, les professionnel·les de la santé s'unissent pour défendre ensemble leurs droits professionnels. Comme Nina, tous et toutes veulent cesser de passer sous silence toutes les violations auxquelles ils et elles sont confronté·es sur leur lieu de travail.

Depuis lors, nous sommes devenus une communauté (Facebook) de 85 000 personnes. Notre organisation a été créée sans aucun soutien étatique ou de parti politique. Nous promouvons la création de syndicats dans toute l'Ukraine. Nous avons organisé les premières manifestations dans plusieurs villes au cours de l'hiver 2019. Nous avons exigé des salaires plus élevés pour les travailleuses et travailleurs de la santé, une augmentation des dépenses de santé en général, et que nos voix, les voix des travailleuses et travailleurs de la santé, soient entendues dans toute réforme des soins de santé en Ukraine. Nous avons répété ces manifestations en 2020 et 2021 et avons progressé. Ainsi, nous avons réussi à réintégrer des infirmières licenciées illégalement et à faire payer des arriérés de salaires dans plusieurs établissements.

Avant la guerre, la contre-réforme des soins de santé a commencé en Ukraine. Depuis, beaucoup d'établissements médicaux ferment, les hôpitaux sont «optimisés» et fusionnés. Cela a un impact important sur les travailleuses et travailleurs de la

santé, qui perdent leur emploi. Ce processus ne s'est pas arrêté pendant la guerre. Au contraire, la situation s'est considérablement aggravée : de nombreux établissements médicaux ont été fermés à la suite de bombardements et de tirs d'artillerie. La perte d'emplois, l'occupation du territoire par les troupes russes, la migration à grande échelle et les licenciements ne sont pas les seuls problèmes auxquels nous sommes confronté·es aujourd'hui. Les économies réalisées par les autorités locales sur le soutien financier pour le droit à la santé, sur les salaires des infirmières et autres personnels médicaux, conduisent à l'appauvrissement de la population dont nous protégeons les droits.

La guerre à grande échelle qui a commencé le 24 février 2022 a causé encore plus de problèmes, non seulement pour les travailleuses et travailleurs de la santé, mais pour tous et toutes les Ukrainien·nes en général. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes. Des millions de personnes ont été contraintes de fuir vers les pays voisins et plus de 6 millions d'Ukrainien·nes ont été déplacé·es à l'intérieur du pays. Des villes et des villages ont été détruits. Nos hôpitaux et nos installations énergétiques ont été pris pour cible par l'ennemi.

Nous avons réalisé que nous ne pourrions pas faire face à cette situation sans l'aide de partenaires internationaux. C'est pourquoi nous avons convenu avec nos partenaires allemands de Medico International d'un projet commun pour aider les Ukrainien·nes touché·es par la guerre. Grâce à cette coopération, nous avons pu loger temporairement 45 familles avec de jeunes enfants et des parents retraités. 452 familles en situation très difficile ont reçu de la nourriture et des produits d'hygiène. Nous sommes également en mesure d'apporter un soutien psychologique et juridique. Il est également très important d'apporter



une aide en matière de traitement médical. En effet, certaines personnes ont perdu tout espoir de guérison. Grâce à notre projet, elles ont amélioré leur état de santé et sont en mesure de travailler et de vivre à nouveau pleinement leur vie. Malheureusement, ce projet a pris fin le 31 décembre 2023. C'est pourquoi nous recherchons activement des organisations internationales avec lesquelles nous pourrions coopérer et continuer à aider les médecins, les infirmières, et les Ukrainien·nes en général.

Nous attendons la fin de la guerre et voulons nous rapprocher de la victoire par tous les moyens et toutes les méthodes. Nous sommes convaincu·es que nous parviendrons à reconstruire l'Ukraine, où les droits syndicaux seront respectés dans tous les secteurs et où les employé·es recevront des salaires décents et auront des conditions de travail satisfaisantes.

Ce ne sera pas facile. Mais vous avez vu notre force et notre engagement pendant la guerre.





ÉCLAIRAGES

Vivre, en temps de guerre, ce pour quoi on se bat

ENTRETIEN DE NATALIE RASTOIN AVEC CHOWRA MAKAREMI¹

Tu reviens de Kyiv. Peux-tu te présenter brièvement et nous dire ta relation avec l'Ukraine ?

Je suis anthropologue et iranienne vivant en France. J'ai travaillé sur les contrôles migratoires en Europe et sur la révolution iranienne de 1979 puis sur le mouvement «Femme, Vie, Liberté». C'est loin de l'Ukraine mais j'ai des attaches familiales, personnelles, dans ce pays que j'ai beaucoup fréquenté entre 2015 et 2022, juste après Maïdan et jusqu'à l'invasion russe totale de février 2022. L'Ukraine était redevenue une sorte de *laboratoire politique* où s'expérimentait une démocratie, imparfaite mais vivace, qui perdure malgré la guerre. J'y allais plusieurs fois par an et j'y ai noué des amitiés qui m'ont permis de connaître la société ukrainienne.

Dans la population ukrainienne, le sentiment d'être en guerre est-il apparu dès 2014 (avec l'annexion de la Crimée et la déstabilisation

1. Chowra MAakaremi est anthropologue et cofondatrice de l'association [Ukraine CombArt](#). Elle a notamment publié *Le cahier d'Aziz : au cœur de la révolution iranienne* (Galimard, 2011) et *Femme! Vie! Liberté! Échos d'un soulèvement révolutionnaire en Iran* (La Découverte, 2023). Elle a également réalisé le film *Hitch, une histoire iranienne* (2019). Natalie Rastoin, pour Ukraine CombArt, l'a interrogée à son retour de Kyiv. Photos de Chowra Makaremi.

du Donbass) ou seulement en 2022 lors de l'invasion russe à grande échelle ?

De fait, le pays est en guerre depuis l'après Maïdan mais, à l'époque, on parlait plutôt d'une opération de défense contre les séparatistes, pas de guerre. Même si je me souviens que des chars russes capturés dans le Donbass étaient déjà présentés au musée de l'Armée à Kyiv comme preuves de l'ingérence russe. De nombreux volontaires rejoignaient la Défense territoriale qui venait de se former mais beaucoup d'Ukrainiens ne se sentaient pas concernés, dans leur quotidien, par cette guerre. L'agression de 2022 a provoqué une relecture des huit ans passés : la plupart des Ukrainiens se sont alors dit que la guerre était en fait là depuis 2014 et que ni eux ni leurs gouvernants ne l'avaient suffisamment prise au sérieux. Il ne faut pas oublier qu'en 2019, ils avaient voté pour Zelensky notamment parce qu'il promettait de mettre fin à la guerre dans le Donbass et de négocier avec Poutine, ce qu'il croyait sincèrement pouvoir faire et à quoi aspiraient les Ukrainiens, majoritairement pacifistes à l'époque.



Être, dès aujourd'hui, ce qu'on veut devenir

L'ironie de l'histoire est que le Président antiguerre est devenu chef de guerre...

Qu'est-ce qui t'a frappée lors de ton récent séjour à Kyiv ?

J'y suis revenue deux ans après le voyage qu'avec mon compagnon nous avons effectué en 2022 à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine pour évacuer des réfugiés (un périple semblable à celui évoqué dans le magnifique film *Pierre, Feuille, Pistolet* de Maciek Hamela). La capitale devait tomber en trois jours, la société n'était pas préparée à l'horreur de la

guerre et pourtant, la *Blitzkrieg* de Poutine a été un échec total. En 2024, je suis revenue à Kyiv en train, comme beaucoup d'Ukrainiens qui font des allers et retours, et j'ai vu une ville qui s'obstinait à vivre.

Le plus frappant, pour moi, fut de voir comment la gare était passée d'un bâtiment post-soviétique à un hub de transit international car c'est, à part la route, le seul point d'entrée dans le pays. La démarche anthropologique, différente du journalisme, fait qu'on travaille avec ses émotions. J'ai été très émue de ce que j'ai vu à la gare de Kyiv. D'un côté, il y avait les meurtrissures de la guerre, ces familles avec enfants qui vivaient sur leurs valises, les vies normales brutalement amputées. Mais d'un autre côté, bizarrement, il y avait cette métamorphose de la gare : l'architecture stalinienne, la pénurie de magasins, l'austère sobriété de la culture du rail avaient laissé place désormais à un mur végétalisé, à des cafés nouvellement créés, à des magasins de souvenirs pour financer les chemins de fer. C'est intelligent car cela présente d'emblée une image moderne et dynamique de l'Ukraine à tous ces travailleurs internationaux et journalistes, toutes ces entreprises et ONG qui débarquent.

Plus profondément, ça montre *comment ce pays en guerre travaille en même temps à vivre et cultiver l'idéal de société pour lequel il se bat* depuis le Maïdan et, avant cela, la révolution orange. Les choses ne sont pas gelées avec la guerre : au contraire, *il est vital d'être au quotidien ce pour quoi on a amorcé la lutte*, à travers le mouvement de libération du post-soviétisme brutal, qui porte cette société depuis des décennies. Je me demandais, en y retournant pour la première fois depuis le début de la guerre totale, si le mode de vie de classe moyenne globale qui avait explosé après le Maïdan n'était qu'un vernis et si, dans la nécessité de la guerre, l'*homo sovieticus* allait revenir au galop.



Ce n'est absolument pas le cas : les Ukrainiens continuent à avoir dans leurs placards ces pots de Nutella qui avaient sidéré les attaquants russes pillant et torturant à Boutcha.

Et pourtant, la guerre est partout...

Bien sûr, la ville porte des stigmates de la bataille de Kyiv : les impacts sur les façades, les pavés brisés sous les roues des chars, des sacs de sable pour protéger certains édifices, des hérissons antichars, mais paradoxalement, il y a beaucoup de commerces et de bâtiments en travaux, peut-être parce qu'en l'absence d'État social fort et malgré le temps suspendu, c'est une façon de maintenir une activité économique ou de «mettre à profit» l'aléa de la guerre (moins de clients, d'employés ou même de patrons partis combattre ou exilés). J'ai trouvé beaucoup de vie dans la Kyiv d'aujourd'hui malgré les alertes et la claire conscience des ravages, humains et matériels, de la guerre. L'esprit de résistance quotidienne saute aux yeux face à des entresols d'immeubles qui servent de refuge lors des bombardements et qu'on a tâché de transformer en lieux agréables, avec canapés, plantes, cendriers, jeux d'échecs. Dans les rues, j'ai aussi vu la forte proportion de personnes en uniforme militaire (j'en ai compté en moyenne une sur 30 ou 35),

la présence de cette armée majoritairement formée de civils, hommes et femmes de tous âges.

Une guerre existentielle dont la seule issue est la victoire

Comment sais-tu, quand tu les croises, que c'est surtout une armée de civils et pas de soldats de métier?

L'âge des hommes. J'ai croisé beaucoup d'hommes qui ne sont plus jeunes, parfois retraités dans le civil, de toutes les catégories sociales et dont le langage du corps n'est pas celui de militaires de carrière. Beaucoup de ces hommes et de ces femmes engagés volontaires dans la Défense territoriale et dans l'armée régulière sont à l'origine des civils qui, sans expérience militaire préalable, ont fait le choix de défendre leur pays les armes à la main.

Comment celles et ceux que tu as rencontrés voient-ils la suite de la guerre?

J'en ai beaucoup parlé avec mes amis, avec des clients au restaurant, des passagers dans les taxis, des usagers des services publics. Je leur ai systématiquement posé la question: seriez-vous favorables à un cessez-le-feu immédiat en échange d'un gel des frontières actuelles (donc de l'abandon de la Crimée et d'une partie du Donbass, soit 20 % du territoire ukrainien actuellement occupé par les troupes russes)? De façon écrasante (à part quelques journalistes et chercheurs), la réponse était: non! Avec toujours les mêmes raisons: tout cessez-le-feu ne serait pour Poutine qu'un moment de répit pour reprendre son souffle avant d'attaquer Kyiv à nouveau et de poursuivre son objectif qui est de rayer l'Ukraine de la carte. Cette guerre, m'ont répété mes interlocuteurs, est une *guerre d'existence*. Lorsque je

leur demandais s'ils étaient optimistes ou pessimistes, tous me répondaient: ni l'un ni l'autre mais on tient et on tiendra parce qu'on n'a pas d'autre choix, parce que pour nous l'alternative c'est exister ou ne plus exister. Mais, encore une fois, le plus remarquable est que cette résistance existentielle n'est pas un moment où la vie est congelée mais au contraire un moment investi pour *vivre, ici et maintenant, cette vie pour laquelle on se bat*, démocratique, citoyenne, correspondant aux aspirations profondes du peuple ukrainien et à l'idée qu'il se fait de l'idéal européen.

La digitalisation contre la corruption au quotidien

Tu veux dire qu'en même temps qu'ils se battent, les Ukrainiens essayent de devenir ce pour quoi ils se battent?

Exactement. Cette image souhaitée et projetée de la société pour laquelle ils se battent est très forte et en tout point opposée à la société russe telle que la façonne et l'emprisonne le régime de Poutine. J'ai eu affaire aux administrations ukrainiennes car j'étais aussi à Kyiv pour y régler des affaires personnelles: Banque nationale, bureaux d'avocats, études de notaires, etc. J'ai vu (et expérimenté) cette volonté de mettre en œuvre une citoyenneté fonctionnelle et digitale émancipée de la corruption.

On dit pourtant, chez les poutinophiles mais pas uniquement, que l'Ukraine est un pays très corrompu...

Je ne dis pas que la corruption est inexistante. Elle existe en Ukraine, moins omniprésente que dans les années 1990 et les décennies suivantes mais toujours là; chez nous aussi et en Europe, elle n'est pas absente. Je peux en revanche témoigner de ce que





j'ai personnellement vécu: il est aujourd'hui possible d'avoir toute une trajectoire dans l'administration ukrainienne et ses différents services sans être obligée de verser le moindre pot-de-vin, sans être confrontée à la corruption ordinaire qui sévissait jadis à tous les niveaux. La *digitalisation des services* (qui n'a pas que des avantages, notamment pour les personnes âgées) y participe indéniablement.

Ce qui m'a aussi frappée en Ukraine, c'est qu'il n'y a pas eu d'effondrement de l'intérieur, pas non plus de fuite des cerveaux. La société ukrainienne tient bon et continue de se réformer en temps de guerre: pour le meilleur, la lutte contre la corruption, et pour le plus inquiétant, notamment socialement, avec une libéralisation accélérée de l'économie. Le plus admirable, cependant, reste la vitalité de la société civile ukrainienne, capable dans le même temps de solidarité et de contestation critique.

L'Ukraine, laboratoire de nouvelles formes de migration et de circulation

Beaucoup, pourtant, sont partis: au-delà des très nombreux déplacés intérieurs qui ont dû fuir les territoires occupés, des millions d'Ukrainiens (d'Ukrainiennes, surtout, avec enfants et personnes âgées) se sont réfugiés

à l'étranger et y ont été mieux accueillis que d'autres populations venues d'ailleurs. L'Allemagne et la Pologne ont été les championnes de cet accueil.

C'est exact et *l'expérience ukrainienne de l'exil est riche de leçons plus générales*. L'Allemagne, qui a massivement accueilli les Ukrainiens, a en même temps besoin d'un million d'étrangers par an pour maintenir sa balance démographique et son régime de retraite. Au-delà de l'élan du cœur, il y a aussi l'intérêt bien compris: comme le disent tous les spécialistes du sujet, l'immigration est nécessaire à l'Europe. Première leçon: quand on le veut, on a les moyens d'accueillir. Deuxième leçon: l'Ukraine est le *laboratoire de formes nouvelles de migration et de circulation*. Beaucoup vont par exemple travailler six mois en Allemagne puis reviennent pour six mois en Ukraine. Ces migrations saisonnières préfigurent des formes de circulation qui pourraient être régulées avec souplesse, garantir un droit aux allers et retours susceptible d'être étendu à d'autres pays, notamment des Suds, au bénéfice mutuel des pays de départ et d'accueil. L'Ukraine, en cela, indique une voie alternative à la bunkérisation de l'Europe. Le «problème» migratoire est en réalité moins économique ou structurel qu'une question de couleur de peau...

La vitalité de la solidarité par en bas

Quand nous avons créé Ukraine CombArt et décidé d'affecter les quelques bénéfices des événements que nous organisons à des équipements pour la Défense territoriale, nous avons fait le choix de la proximité et de la traçabilité: partir des besoins exprimés par des combattants et des combattantes que nous



connaissions personnellement et acheminer nos dons en circuit court. Tu nous as dit que toute la société ukrainienne était un peu organisée comme cela...

Oui, j'ai été frappée par le nombre et la diversité de ces *réseaux d'entraide par le bas*: ici une copropriété ou un groupe de voisins, là des collègues de travail ou une bande d'amis, ailleurs des cafés, etc. Chaque communauté semble avoir pris sous son aile des militaires de sa connaissance, une unité de la Défense territoriale, un bataillon. Selon les priorités exprimées, les dons sont très variés: de la viande séchée pour renforcer l'apport en protéines, des garrots tourniquets pour stopper les saignements et éviter des amputations, des kits de premier secours, des sous-vêtements, des drones... Ce sont souvent des aides qui mobilisent de petits budgets, quelques centaines d'euros envoyés par la Poste ou remis à l'occasion d'une permission. Il y a bien sûr de grandes fondations, très utiles, qui collectent des sommes beaucoup plus importantes pour équiper l'armée, mais ces myriades de petits dons qui tissent des milliers de liens entre civils et militaires, entre l'avant et l'arrière, aident les combattants à tenir, bien que l'aide occidentale ne soit pas au rendez-vous et que

les soldats soient épuisés. Cette auto-organisation solidaire de la société civile prolonge les manières de faire qui ont permis au Maïdan de tenir. Ces multiples contacts directs avec le front permettent aussi à la population d'être bien informée des conditions concrètes de combat et de prendre, le cas échéant, un peu de distance avec les informations officielles. Cette entraide à échelle humaine est un maillon d'un maillage plus vaste qui fait la continuité et la solidité de la résistance.

Europe: les Ukrainiens ne peuvent pas s'offrir le luxe du cynisme

Pour nous, à Ukraine CombArt, cette «solidarité par en bas» dont nous connaissons les bénéficiaires est une priorité concrète qui complète notre soutien aux artistes ukrainiens dont nous nous efforçons de faire connaître les œuvres en France. D'après toi, que pensent aujourd'hui les Ukrainiens de l'Europe? Sur qui comptent-ils?

Ils voient bien les doubles signaux envoyés par l'Europe et les Occidentaux: d'un côté, un soutien réel mais, de l'autre, une volonté insuffisante qui ne donne pas à l'Ukraine les moyens de se battre à égalité (d'armes, de munitions) contre son agresseur. Il leur arrive de se sentir trahis. Ils comprennent que leur cause ne rassemble pas toujours. Ils craignent d'être pris dans un jeu international qui finisse par les sacrifier. Ils ne veulent pas que, sous prétexte de cessez-le-feu et de négociations, les Occidentaux finissent par donner à la Russie des garanties de non-intervention qui lui laisseront, de fait, les mains libres au lieu de faire aboutir leur intégration à l'Union européenne et dans l'OTAN. Ils constatent l'insuffisance de l'aide occidentale – trop peu, trop





guerre dans leur pays. Ils savent que le chiffre officiel des pertes est en deçà de la réalité et ne sous-estiment pas les ravages d'une boucherie née de l'hubris d'un tyran. Ils savent aussi que la guerre qu'ils affrontent n'est pas une dispute territoriale : son but est leur disparition comme nation. Ils conservent leur humour mais leur gravité est palpable. La mort s'est brutalement invitée dans une vie qu'ils voulaient normale, alors ils restent combattifs et déterminés à vivre une vie que, malgré les bombes et les crimes des assaillants, s'efforce de préfigurer l'actuelle société ukrainienne. C'est là aussi leur courage.

tard – et son blocage aux États-Unis avec la perspective inquiétante d'une possible victoire de Trump. Cette incertitude concernant les appuis sur lesquels l'Ukraine devrait pouvoir compter érode forcément la confiance. C'est pourquoi la solidarité transnationale des sociétés civiles est tellement importante et nous oblige à prendre nos responsabilités, toutes nos responsabilités.



Il semble y avoir, en Europe, une prise de conscience nouvelle et un discours plus carré, dont témoigne le discours d'Emmanuel Macron sur un éventuel déploiement de troupes au sol. Comment les Ukrainiens perçoivent-ils ce tournant rhétorique et éventuellement pratique?

C'est très bien perçu. Les Ukrainiens ne peuvent pas s'offrir le luxe du cynisme. Ils s'emparent de toute lueur d'espoir. Le discours d'Emmanuel Macron a été bien accueilli en Ukraine car il rendait concevable ce qui, jusqu'à présent, était indicible. La dimension performative de cette parole ouvre le champ des possibles et les Ukrainiens n'ont d'autre choix que de s'y engouffrer. Ils savent beaucoup de choses, du contexte géostratégique international comme de la



VISAGES DU POUTINISME

Cela fait une décennie que les identités non russes sont réprimées en Crimée occupée

AMNESTY INTERNATIONAL¹

Depuis le début de l'occupation de la Crimée, il y a dix ans, la Russie cherche à modifier la composition ethnique de la péninsule et à réduire au silence les communautés ukrainienne et tatare de Crimée, écrit Amnesty International dans une nouvelle publication, à l'occasion du dixième anniversaire de l'annexion illégale de cette péninsule ukrainienne par la Russie.

«La Russie a systématiquement cherché à éradiquer les identités ukrainienne et tatare de Crimée, en perturbant, restreignant ou interdisant l'utilisation des langues ukrainienne et tatare de Crimée dans l'éducation, les médias, les célébrations nationales et d'autres domaines de la vie, et en battant en brèche les pratiques religieuses et culturelles qui ne sont pas conformes à celles approuvées par Moscou. La Russie a également procédé à des transferts forcés de population hors de la Crimée et à des transferts de population civile russe vers celle-ci», a

déclaré Patrick Thompson, spécialiste de l'Ukraine à Amnesty International.

«La Russie doit mettre fin à ses pratiques de répression et d'éradication des identités non russes dans les territoires qu'elle occupe, et cesser de bafouer le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains.»

Vers l'éradication de l'identité culturelle et de la langue

La Russie a tenté de légitimer son occupation et l'annexion illégale de la Crimée en introduisant des politiques visant à réprimer les identités non russes à travers toute la péninsule.

Immédiatement après l'annexion, la Russie a imposé son propre programme scolaire en Crimée, ce qui s'est soldé par un endoctrinement et a donné lieu à des menaces de représailles à l'encontre des enseignant-es, des élèves et des parents qui s'y opposaient. Parallèlement, les autorités russes ont de manière systématique démantelé l'enseignement en ukrainien. Ces mesures s'ajoutent à l'imposition illégale de lois et de pratiques russes, notamment contre le droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique, ainsi que contre des événements culturels et des pratiques religieuses.

Depuis des années, nous tirons la sonnette d'alarme sur la répression des droits humains par la Russie en Crimée. Dix ans plus tard, nous pouvons faire le point sur les conséquences pour la péninsule, alors que la Russie s'efforce de mettre à mal les identités non russes, notamment les cultures ukrainienne et tatare de Crimée. Il est alarmant de constater que cela semble être un projet de la Russie pour les autres territoires ukrainiens qu'elle a occupés.

1. Article paru sur le site d'Amnesty International, www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/03/russia-ukraine-a-decade-of-suppressing-non-russian-identities-in-occupied-crimea/, 18 mars 2024.



Répression de la liberté religieuse

La Russie a fortement restreint le droit à la liberté de religion et de croyance en Crimée, notamment en introduisant une législation selon laquelle prier, prêcher ou diffuser du matériel religieux en dehors de lieux spécifiquement désignés ou sans autorisation officielle est une infraction punissable. En 2023, des dizaines de procédures administratives ont été engagées contre des activités missionnaires « illégales », et dans plus de 50 cas, les personnes visées ont payé de lourdes amendes pour ces « violations », selon des informations relayées par Forum 18, un organisme de surveillance de la liberté de religion.

La population musulmane de Crimée, composée en majorité de Tatar·es de Crimée, a fait l'objet de représailles sévères. Des organes russes de l'application des lois ont, à plusieurs reprises, interrompu les prières du vendredi dans des mosquées de Crimée, en contrôlant les passeports de toutes les personnes présentes. Visant principalement les Tatar·es de Crimée, les autorités russes ont également procédé à des perquisitions à domicile à la recherche de littérature religieuse. Plus de 100 musulman·es de Crimée ont été poursuivis sur la base d'accusations infondées de terrorisme, et condamnés à des peines allant jusqu'à 24 ans d'emprisonnement, qu'ils purgent actuellement en Russie.

En avril 2017, la Cour suprême russe a qualifié les témoins de Jéhovah d'« extrémistes » et a interdit cette religion en Russie et en Crimée occupée par la Russie. Les 22 congrégations de témoins de Jéhovah de Crimée ont alors été radiées, ce qui a concerné environ 8000 fidèles. Au moins douze témoins de Jéhovah de Crimée ont été condamnés à six ans de prison ou plus pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté de religion ou de conviction.

L'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Kiev (devenue Église orthodoxe d'Ukraine après 2018) a refusé de se réenregistrer en tant qu'organisation religieuse au titre du droit russe. Plusieurs membres de son clergé ont refusé de prendre le passeport russe et ont été contraints de quitter la Crimée.

Dès la première année de l'occupation, l'Église orthodoxe d'Ukraine a perdu 38 de ses 46 paroisses, et il n'en reste aujourd'hui plus aucune. En mai 2023, les autorités *de facto* l'ont illégalement expulsée de sa cathédrale située dans la capitale régionale de Simferopol.

Restrictions imposées aux médias

Les médias et les journalistes indépendants ont été la cible des autorités occupantes. Plusieurs journalistes ont été enlevés par des paramilitaires pro-russes dès les premiers jours de l'occupation, dans le cadre d'une campagne de violence prenant pour cible les militant·es pro-ukrainiens. Dès mars 2014, les chaînes de télévision et stations de radio en langue ukrainienne ont été supprimées des ondes et remplacées par des médias russes. Après l'annexion, la Russie a demandé à tous les médias de Crimée de se réenregistrer conformément à la législation russe dans un délai de dix mois, et les a mis en garde contre les « actes de provocation ».

Les médias en langue tatar de Crimée ont été pris pour cible, la chaîne de télévision populaire ATR et d'autres ayant vu leurs demandes d'enregistrement rejetées. Le 26 janvier 2015, des dizaines d'hommes masqués ont attaqué les bureaux d'ATR et emporté les serveurs informatiques. Les rédacteurs en chef ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient reçu par téléphone des avertissements non officiels de la part de personnes influentes, en réaction à certains



reportages sur des événements concernant la communauté tatare de Crimée. ATR a finalement été contrainte de s'établir en Ukraine continentale et a perdu sa capacité à diffuser en Crimée.

L'accès aux médias en ligne qui ont été exilés de Crimée a été arbitrairement bloqué en Crimée, sans aucune autorisation judiciaire.

La Russie doit immédiatement mettre fin à toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains en Crimée et dans les autres territoires ukrainiens qu'elle occupe. Tous les responsables présumés de crimes relevant du droit international doivent être traduits en justice dans le cadre de procès équitables, tandis que les victimes de ces crimes doivent pouvoir exercer pleinement leurs droits à la vérité, à la justice et à des réparations.



Le Nicaragua « territoire occupé » consentant ?

Mardi 2 avril 2024, l'accord entre le Nicaragua et la Russie sur la formation de la police a été rendu public : celui-ci annonce la construction d'un centre avec une personnalité juridique nicaraguayenne, dont les lieux appartiendront à la Fédération de Russie et où les fonctionnaires russes bénéficieront de la plus totale immunité, comme a enquêté Diver-Check¹.

Le Nicaragua du dictateur Ortega, allié fidèle à l'heure de voter pour toutes les résolutions présentées par la Russie contre l'Ukraine et évidemment contre toutes celles condamnant la Russie, met ainsi sa police et sa répression visant toute opposition entre les mains du Kremlin. À Managua, comme à Moscou, les ONG, les organisations féministes et sociales ainsi que tous les opposant·es sont désormais considéré·es comme des « agents » de l'étranger et placé·es hors la loi. Ortega espère, avec l'aide de Poutine, faire encore plus.

MARIANA SANCHEZ

L'« Accord entre le gouvernement du Nicaragua et le gouvernement de la Russie sur la coopération dans le domaine de la formation et de développement professionnel dans la sphère de l'activité policière » a

1. Rubrique de *fact checking* du site *Divergentes*, site indépendant d'informations sur l'Amérique centrale, www.divergentes.com/centroamerica/, 4 avril 2024. Traduction de Mariana Sanchez.

finalement été ratifié mardi dans *La Gaceta*, le journal officiel [du Nicaragua].

L'Assemblée nationale du Nicaragua a approuvé le jeudi 21 mars, par 80 voix pour et 10 abstentions, l'accord avec le gouvernement de la Russie pour la formation des officiers de police nicaraguayens aux « techniques qui leur permettront de faire face aux défis de la sécurité publique et du maintien de l'ordre » .

« Cet accord a pour objectif de former les membres de la police nationale à l'organisation et à la participation à des séminaires et à des formations visant à lutter contre la criminalité et à maintenir l'ordre et la sécurité publics », indique le document.

L'accord aura une durée de dix ans et comprend des objectifs de lutte contre le trafic international de stupéfiants, de renforcement de la sécurité publique et de lutte contre la criminalité organisée. Le décret a été signé le 27 février à Managua, lors de la visite du secrétaire du Conseil de sécurité russe, le général Nikolai Patruchev, au Nicaragua.

Le haut fonctionnaire russe a également signé à cette occasion un protocole de coopération entre la police nationale nicaraguayenne et le ministère russe de l'intérieur couvrant les années 2024-2026, ainsi qu'un mémorandum d'entente entre le ministère nicaraguayen de l'intérieur et le ministère russe de la justice sur la coopération dans le domaine de la réglementation juridique des activités des organisations à but non lucratif.

Un centre de formation sous direction russe

L'accord prévoit que les autorités responsables de la mise en œuvre seront la police nationale du Nicaragua et le ministère de l'intérieur de la Fédération de



Russie, qui seront chargés de collaborer dans le domaine du développement professionnel du personnel chargé du contrôle du trafic de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs.

[...]

Le centre de formation jouit des droits de la personnalité juridique en vertu des lois de la République du Nicaragua. « L'activité du centre de formation n'est pas soumise à autorisation dans la République du Nicaragua », stipule l'article 4.

Le centre exercera son activité sous la direction générale du chef de la représentation diplomatique de la Fédération de Russie en République du Nicaragua. « L'organisation et les conditions d'activité du centre de formation, la procédure de contrôle et de planification de son travail sont déterminées par l'autorité compétente de la partie russe. »

Immunité totale pour les Russes

L'accord accorde en outre à la Fédération de Russie, aux organisations russes et au Centre d'instruction l'immunité de juridiction arbitrale devant les tribunaux du Nicaragua, devant les décisions des autorités



compétentes du Nicaragua concernant leurs biens, devant les mesures coercitives prises sur la base de décisions des autorités compétentes de la République du Nicaragua, devant tous les droits et prétentions de tiers, devant toute forme d'intervention administrative de la part de la République du Nicaragua.

L'article 12 précise que les personnes du côté russe «ne sont pas pénalement, civilement et administrativement responsables» en vertu du droit nicaraguayen, «pour tout ce qu'elles ont dit ou écrit et pour tous les actes qu'elles ont accomplis dans l'exercice de leurs fonctions».

Seules les réclamations relatives aux accidents de la circulation ou aux dommages causés à la «santé et à la vie des personnes physiques» ont été exclues. Cette exception est donc la seule chose qui diffère du traitement accordé aux diplomates d'autres pays au Nicaragua.

Le personnel russe sera également exempté de «témoigner devant les autorités de la République du Nicaragua sur des questions liées à l'exercice de [ses] fonctions».

En outre, il sera exempté du paiement des «services publics» et des «impôts sur les salaires et autres rémunérations versés par le centre de formation».

[Les coopérants russes du centre] ont le droit d'importer un moyen de transport, du mobilier, des articles ménagers et d'autres effets personnels sans payer de droits de douane, de taxes et de tarifs au cours du voyage de travail, entre autres privilèges égaux à ceux dont jouissent les employés des représentations diplomatiques.

Précédents accords

Depuis 2013, la Russie a installé neuf stations terrestres de satellites, connues sous le nom de Glonass (Global Navigation Satellite System), en dehors de

ses frontières. La dernière en date a été installée au Nicaragua en avril 2017. Elle a suscité l'inquiétude de certains secteurs liés à la défense et à la sécurité aux États-Unis, qui l'ont considérée comme une station d'espionnage par satellite. En octobre 2017, une académie régionale de police a également été inaugurée au Nicaragua dans le but, selon l'exposé officiel des motifs, de soutenir la lutte contre le trafic de drogue dans la région.

Le récent accord renforcera la coopération traditionnelle en matière de sécurité entre Moscou et Managua, car la capitale nicaraguayenne abrite un centre de formation du ministère russe de l'intérieur, créé il y a six ans, qui a formé plus de 2000 spécialistes de l'application de la loi provenant de 12 pays.

Selon l'agence russe Sputnik, un décret a été publié le 18 janvier sur le portail officiel d'information juridique de Moscou, selon lequel la Russie s'engage à fournir une assistance au Nicaragua dans le domaine de l'adaptation professionnelle et de la formation des agents chargés de l'application de la loi.

«C'est la première fois qu'un accord entre la Russie et le Nicaragua en matière de sécurité est connu avec autant de détails, a déclaré une source consultée par Infobae. Contrairement au centre de formation de la police, qui était axé sur la criminalité organisée et en particulier sur le trafic de drogue, celui-ci est axé sur l'ordre et la sécurité internes. Son champ d'action est donc beaucoup plus large.»



Un porte-micro de Poutine à la télévision espagnole ?

JUAN GONZALEZ¹

Walter Duranty avait été chef de bureau de presse du *New York Times* à Moscou de 1922 à 1936. On ne se souvient aujourd'hui de lui que parce qu'il avait tu, dans ses articles, la famine provoquée qui avait fait près de 4 millions de morts en Ukraine soviétique. «Les conditions sont mauvaises, mais il n'y a pas de famine», écrivait-il à une époque où les journalistes internationaux pouvaient difficilement quitter Moscou.

Son vocabulaire est différent selon qu'il parle du pays envahi ou de l'envahisseur

Aujourd'hui, la Russie a de nouveau semé la désolation et la mort en Ukraine. Ses crimes, cependant, s'étalent au vu et au su de tout le monde, comme l'ont rapporté de nombreuses organisations internationales. Ainsi, la dissimulation de ces crimes par la Russie a évolué et s'est adaptée à l'air du temps. Plus personne ne peut nier que la Russie commette les crimes les plus abjects en Ukraine, mais on peut tenter d'en modifier le récit pour les minimiser. Des

1. Éditeur de la revue en ligne *Entendiendo Ucrania* et membre du Resu. Mars 2024

éléments peuvent être introduits pour les justifier, pour jeter le doute sur qui les commet ou dans quelle intention, ou pour présenter de faux équilibres afin de brouiller la ligne entre l'agresseur et l'agressé.

C'est à cela que ressemble la couverture de Víctor García Guerrero pour Radio Televisión Española. Guerrero couvre les événements à partir d'une position apparemment neutre ou impartiale. Cependant, il met constamment l'accent et la pression sur le pays attaqué et omet des éléments importants sur l'agresseur afin de déformer les faits élémentaires.

Quiconque suivrait ses reportages, pourrait constater que le vocabulaire qu'il utilise est radicalement différent selon qu'il parle du pays envahi ou de l'envahisseur. Il utilise parfois des termes associés aux dictatures ou aux régimes autoritaires lorsqu'il parle du gouvernement ukrainien. Par exemple, le président élu de l'Ukraine procède à des «purgés» au sein de son gouvernement lorsqu'il licencie des fonctionnaires accusés de corruption. En revanche, il valide le faux processus électoral orchestré par le Kremlin, affirmant que Poutine a remporté la victoire «la plus retentissante» avec «le taux de participation le plus élevé» de l'histoire moderne de la Russie. Il ne mentionne pas l'interdiction des candidatures multiples ni les nombreuses preuves de fraude.

Une fausse symétrie entre les attaques russes et ukrainiennes

Guerrero est excessivement prudent lorsqu'il s'agit d'attribuer la responsabilité à la Russie de ses bombardements de cibles civiles ukrainiennes. Dans la grande majorité des cas, il utilise un langage impersonnel: «un missile a frappé», «les missiles arrivent généralement la nuit», «un bébé est mort». Fréquemment, l'origine des attaques est annoncée





par des sources ukrainiennes: «le gouvernement accuse la Russie», «les autorités locales accusent la Russie», «les Ukrainiens accusent Moscou d'avoir tué...» Cependant, cette prudence n'est plus de mise lorsque les bombardements ont lieu sur le territoire contrôlé par Moscou: «l'Ukraine a répondu par des tirs d'artillerie», «les tirs ukrainiens ont détruit un centre commercial». De plus, les multiples mentions des bombardements ukrainiens déforment la réalité en créant une fausse symétrie entre les attaques russes et ukrainiennes et les cibles touchées.

Le journaliste de la télévision publique espagnole présente le contexte de manière impartiale afin de semer le doute ou de justifier l'action. À plusieurs reprises, il a reproduit la thèse du Kremlin selon laquelle si une maison ou une infrastructure civile avait été touchée, ce n'était pas intentionnel: «Moscou attribue souvent les frappes aux défenses antiaériennes ukrainiennes». À plusieurs reprises, M. Guerrero a ajouté cyniquement des informations pour étayer cette position. Par exemple, lorsqu'il

avait évoqué les explosions provoquées par des systèmes de missiles S-300, M. Guerrero se contentait de noter qu'il s'agissait d'un «modèle utilisé par les défenses antiaériennes ukrainiennes». Cependant, il omettait délibérément de mentionner que la Russie avait modifié ce système pour mener des attaques contre des cibles terrestres en Ukraine avec une faible précision, ce qui a fait de nombreuses victimes civiles lors de l'invasion.

À d'autres occasions, un élément de contexte a été ajouté pour justifier les crimes de guerre. Après l'attaque russe contre un centre de distribution d'eau et d'électricité à Kramatorsk, un crime de guerre, Guerrero écrivait que la ville «est un important centre de communication et un refuge pour les soldats ukrainiens». «Moscou harcèle le principal port ukrainien jour après jour pour bloquer l'exportation de céréales ou l'entrée d'armes», explique le journaliste après l'attaque russe d'un hôtel à Odessa. Lors de l'attaque d'une polyclinique à Dnipro, Guerrero ajoute que c'est la ville où «les soldats du front vont se reposer et se soigner». Il va alors même jusqu'à mentir en qualifiant d'«hôpital militaire» la clinique et la clinique vétérinaire visées par l'attentat qui a fait quatre morts et 30 blessés parmi les civils, dont un bébé et un enfant.

La couverture militaire de Guerrero est clairement biaisée. Depuis novembre 2022, la Russie a à peine réussi à conquérir une superficie nette de 120 km² en Ukraine, soit 0,02 % de la superficie totale du pays. Ces avancées ont eu un coût élevé en termes de pertes humaines et matérielles: pas moins de 5137 destructions de véhicules ont été confirmées. Guerrero omet ces données dans ses chroniques et tend à se concentrer de manière sélective sur les aspects négatifs affectant les forces armées ukrainiennes. Les mentions des «avancées russes» ou des

«risques de poches» sont constantes. Ce n'est pas le cas lors des contre-offensives de Kharkiv et de Kherson, où l'Ukraine a libéré un territoire équivalent aux Asturies et au Pays basque. À l'époque, Guerrero avait souligné les efforts de défense russes, sans citer aucun des problèmes qui pesaient sur eux.

TVE ignore les critiques

Le récit de Guerrero reproduit les principaux points de la propagande du Kremlin, sème le doute et introduit de faux équilibres quant aux crimes russes, tout en cherchant à promouvoir le message selon lequel la résistance ukrainienne est futile. Pour Guerrero, les vies ukrainiennes sont sacrifiées par l'Occident et les dirigeants ukrainiens. Il va même jusqu'à affirmer que Zelensky «dirige leur guerre». En revanche, à aucun moment il ne semble reprocher à la Russie d'avoir lancé une guerre d'agression contre un pays souverain, pas plus qu'il ne fournit d'informations sur les pertes parmi les soldats russes, que le Kremlin utilise pour atteindre ses objectifs impériaux.

Comme Duranty, Guerrero présente une version d'un des gouvernements les plus autoritaires et répressifs du monde sous forme d'informations. Sous couvert de liberté d'expression dans notre démocratie, Guerrero devient un véhicule chargé de promouvoir le discours d'un pays où les protestations pacifiques, comme le simple fait de brandir une page blanche, peuvent entraîner l'emprisonnement, alors qu'il mène une guerre criminelle d'expansion territoriale. Tout cela est diffusé sur une télévision publique qui semble ignorer les critiques des centaines d'Ukrainiens résidant dans notre pays [Espagne].

« Les Russes nous ont torturés avec le “coup de fil» de Biden” »

ANNA CONKLING¹

Kherson a été la première grande ville à tomber aux mains des forces russes dans les jours qui ont suivi le début de l'invasion de l'Ukraine par le président Vladimir Poutine. Rares ont été les habitants qui ont eu le temps de fuir avant que la ville ne tombe entre les mains des Russes, même les membres du gouvernement local de Kherson sont restés coincés sous occupation avec une cible dans le dos.

Aujourd'hui [après avoir été reprise par l'armée ukrainienne [en novembre 2022], Kherson est de nouveau une ville de front où des attaques ont lieu presque quotidiennement. En l'absence d'une nouvelle aide des États-Unis et à cause de l'approvisionnement en armes insuffisant, les autorités qui restent craignent le retour des combats dans les rues; le traumatisme de l'occupation russe est constamment présent dans les esprits.

Un homme, qui a demandé à être appelé «Ihor», a expliqué au *Daily Beast* que de nombreux habitants de Kherson ont résisté aux soldats russes en manifestant, en travaillant dans des réseaux clandestins ou en envoyant des informations à l'armée ukrainienne lorsque la ville était occupée, il y a deux ans. Ihor



1. Anna Conkling est journaliste. Article paru le 23 avril 2024 dans [The Daily Beast](#). Traduction Mariana Sanchez.

et sa femme participaient à des manifestations contre l'occupation et suivaient l'actualité ukrainienne grâce à leur téléphone portable caché.

Durant l'été 2022, Ihor a déclaré que son beau-frère lui avait demandé de transmettre toutes les informations qu'il trouverait sur les collaborateurs russes, ce qu'il a accepté de faire. Le 7 août 2022, des soldats russes se sont arrêtés à côté de chez Ihor à bord d'une grande camionnette. Ihor savait qu'il serait fait prisonnier. Bien qu'il n'ait jamais été accusé d'aucun crime, il a été placé en détention et traîné de prison en prison.

Il raconte que les cellules étaient «pleines de moisissures» et d'une taille si petite que lui et ses huit compagnons d'infortune avaient l'impression de ne pas pouvoir respirer. «Il n'y avait pas d'air, pas d'eau, pas de nourriture, pas d'aide médicale.» Ihor explique que son cœur est fragile et que les conditions de vie dans la prison ont aggravé son état. «Nous utilisons une bouteille pour faire nos besoins, entourés des autres personnes qui se trouvaient avec nous dans la cellule», a-t-il déclaré.

Pendant les vingt-trois premiers jours de son incarcération, Ihor se souvient qu'il n'a pas mangé et que, chaque nuit, les détenus de sa cellule s'allongeaient à tour de rôle pour dormir. Il révèle que les Russes qui contrôlaient la prison ont également agressé sexuellement ces hommes, en leur mettant des câbles dans les parties génitales avec du courant électrique. Ils appelaient cela le «coup de fil de Biden», a-t-il déclaré au *Daily Beast*.

Le «coup de fil de Zelensky»

Un autre ancien prisonnier de guerre, Andrii Andriuschenko, a déclaré au *Daily Beast* qu'il avait également subi le «coup de fil de Biden», qu'il décrit comme l'étape qui suit une autre torture appelée le

«coup de fil de Zelensky», au cours de laquelle les soldats russes enroulent un câble de téléphone de campagne autour des oreilles ou des parties génitales et passent un appel téléphonique, ce qui envoie une décharge d'électricité dans la zone du corps ciblée. «Le «coup de fil de Biden» est la deuxième étape du sévice, lorsque le câble est introduit dans l'anus pour envoyer un choc électrique», a déclaré M. Andriuschenko.

Kateryna Girniak, chargée de communication de la mission de surveillance des droits humains en Ukraine des Nations unies (HRMMU), a déclaré au *Daily Beast* que de terribles agressions similaires avaient été enregistrées dans toute la liste des exactions commises par la Russie au cours de ce conflit.

«La HRMMU a documenté l'utilisation des chocs électriques comme forme de torture dans certains cas, y compris avec un téléphone militaire TA-57 (connu sous le nom de TAPik), a-t-elle déclaré. Les chocs électriques peuvent être considérés comme des violences sexuelles dans certains cas, par exemple s'ils sont appliqués sur les parties génitales ou les seins.»

«Ceux qui disent qu'ils n'ont pas peur sont fous ou mentent»

Des responsables politiques, des dirigeants et des maires de villes qui étaient tombées très vite sous le contrôle de la Russie s'étaient retrouvés pris au piège avec des citoyens de la région de Kherson. Yurii Sobolevsky, premier vice-président du conseil régional de Kherson, a déclaré que les fonctionnaires avaient tenté de travailler jusqu'à la dernière minute, ils avaient subi des pressions pour les obliger à collaborer avec les soldats russes, s'ils refusaient ils étaient qualifiés d'ennemis de l'État russe. Beaucoup



se sont enfuis. Il ne restait que quelques fonctionnaires locaux, dont beaucoup ont été arrêtés et, deux ans plus tard, certains sont toujours prisonniers du Kremlin. Un petit groupe de personnalités est resté sur place et a réorienté son travail vers l'aide humanitaire.

«Je ne pouvais pas abandonner tous les habitants de la région. Mon téléphone explosait d'appels», a déclaré M. Sobolevsky, qui est resté à Kherson pendant les trois premiers mois de l'occupation.

Avec d'autres autorités locales, M. Sobolevsky a acheminé de l'aide humanitaire dans toute la région occupée de Kherson et dans la ville voisine de Mykolaïv, également occupée. À l'époque, les habitants de Kherson se défendaient en organisant des manifestations et en travaillant dans la clandestinité pour aider l'armée ukrainienne, selon plusieurs sources qui se sont confiées au *Daily Beast*.

Sobolevsky est resté à Kherson jusqu'à ce que les Russes le qualifient de criminel d'État et l'obligent à fuir. «J'avais peur. Ceux qui disent qu'ils n'ont pas peur sont fous ou mentent, a-t-il déclaré au *Daily Beast*. Je me couchais habillé, parce que je savais que je pouvais être arrêté à tout moment. Vous réalisez que vous risquez d'être tué, mais vous devez faire votre devoir.»

Dès les premiers jours de la guerre, Sobolevsky et d'autres civils de Kherson ont commencé à se rassembler en masse pour protester contre l'occupation. Ils demandaient aux soldats russes de «rentrer chez eux», faisaient des graffitis avec «*Slava Ukraini*» («Gloire à l'Ukraine») sur les bâtiments et agitaient des drapeaux jaune et bleu. M. Sobolevsky a demandé à un tailleur du coin qui avait travaillé pour l'administration locale de Kherson, Oleg Akimchenkov, de coudre des rubans jaune et bleu pour les manifestants.



Akimchenkov avait déjà créé un réseau de défense composé de civils contre les pillages et les délits mineurs commis par les habitants qui se battaient sous la contrainte de la guerre. Les soldats russes avaient identifié Akimchenkov à cause de son réseau de défense et de son action comme volontaire de la Croix-Rouge. Pendant des mois, Akimchenkov et deux autres hommes ont voyagé dans une camionnette blindée à travers l'Ukraine libre et occupée, franchissant quelque 30 points de contrôle russes pour acheminer l'aide. Ce que les soldats russes ne savaient pas, c'est qu'Akimchenkov travaillait avec l'Ukraine, transmettant des informations sur les positions militaires de l'occupant et faisant sortir clandestinement des gens de Kherson.

«Nous transportons des journalistes, des volontaires, d'anciens soldats qui n'avaient pas eu le temps de partir et les familles des soldats parce que la répression avait commencé; ils étaient traqués. Nous aidions comme nous pouvions», a déclaré Akimchenkov à *The Daily Beast*.

Lors d'un voyage de routine, le 5 août, Akimchenkov et l'un des volontaires avec lesquels



il voyageait ont été arrêtés par des soldats russes qui les ont emprisonnés sans raison. Alors qu'il n'était inculpé d'aucun crime, Akimchenkov a été enfermé dans de nombreuses prisons des territoires occupés pendant des mois. Akimchenkov explique qu'avec son compagnon volontaire, ils avaient été battus pendant que les soldats russes leur criaient: «Qu'avez-vous fait à Kherson?»

Après des heures de tortures, ils ont été jetés dans une cellule de prison avec neuf autres personnes, dont des travailleurs humanitaires, des employés de l'administration locale, d'anciens soldats et des civils. Pendant deux mois, Akimchenkov a été déplacé à travers les prisons des territoires occupés et, malgré les tortures, il a déclaré qu'il refusait de donner des informations sur son travail ou sur celui des Ukrainiens qui aidaient également l'armée de leur pays.

Akimchenkov et Ihor sont restés dans les prisons russes jusqu'en octobre 2022. Lors de leur libération, les deux hommes avaient perdu beaucoup de poids et leur état de santé s'était détérioré. Un mois après leur libération, le 11 novembre, la ville de Kherson a été libérée.

Lorsque la sécurité a été rétablie, Sobolevsky est retourné au travail. Mais si Kherson a été libérée depuis près de dix-huit mois, d'autres villes et villages de la région sont toujours occupés et, actuellement, la ligne de front sud se trouve à un peu plus de 5 km. M. Sobolevsky dit que le gouvernement de Kherson ne veut surtout pas subir une nouvelle occupation. «Depuis un an et demi, nous continuons à croire que notre armée est la meilleure et qu'elle ne laissera pas les Russes occuper la ville de sitôt. Il n'y a rien de pire que d'être sous occupation», a-t-il déclaré.

Le maire de la ville en prison ou mort

Le gouvernement de Kherson a tenté de revenir à la situation normale d'avant-guerre, mais il manque l'une de ses personnalités les plus influentes de la ville, le maire, Ihor Kolykhayev, prisonnier russe depuis mai 2022. Son fils Sviatoslav a déclaré au *Daily Beast* n'avoir reçu aucune information ou preuve de vie depuis septembre 2023. Sviatoslav Kolykhayev a dû reconstituer ce qui est arrivé à son père à partir de témoignages d'autres hommes qui se trouvaient détenus dans la même prison. Il a entendu des récits selon lesquels les Russes auraient infligé des tortures psychologiques à son père.

«Il a été enfermé dans une cellule pendant plus de 120 jours, sans aucune activité humaine autour. Il n'y avait pas un seul contact avec le monde extérieur», a déclaré Sviatoslav.

Certains Ukrainiens ont accusé Ihor Kolykhayev d'avoir été un collaborateur russe, ce que son fils nie catégoriquement. Avant son arrestation, M. Kolykhayev avait essayé de distribuer l'aide humanitaire aux habitants de Kherson. Sviatoslav et sa mère ont été évacués de Kherson pendant l'occupation. Il a déclaré que son père «aurait pu se sauver [de l'emprisonnement]» en s'enfuyant avec sa famille. Mais c'était une personne qui tenait sa parole. «Il donnait sa parole à son peuple», en disant qu'il resterait à Kherson malgré les menaces qui pesaient sur sa vie. Sviatoslav pense que les Russes ont peut-être essayé de recruter son père et que, lorsque Kolykhayev a refusé de collaborer, il a été arrêté. Sviatoslav n'en a aucune preuve.

Sviatoslav a déclaré qu'en septembre 2023, il avait appris que son père figurait sur une liste officielle d'échange de prisonniers établie par les autorités



russes. Bien qu'il ait essayé de contacter le gouvernement ukrainien à plusieurs reprises pour qu'il trouve un accord sur le retour de son père, ses demandes ont été ignorées.

«Pourquoi [dans] le pays où vivait mon père, pourquoi [le gouvernement] ne le protège-t-il pas?», a-t-il demandé, ajoutant qu'il essayait constamment de favoriser l'échange de prisonniers. «Elles [les autorités ukrainiennes] ne montrent aucun intérêt à entrer en contact avec moi et ma famille. Elles ne montrent aucun intérêt pour notre situation», a-t-il ajouté.

Les habitants de Kherson savent que si les Russes reviennent occuper ce territoire, on entendra de nouveau des récits de leurs cruautés, des mauvais traitements et des tortures. Pour Ihor Kolykhayev, il est peut-être trop tard, personne ne sait s'il est toujours torturé dans une prison russe ou s'il est mort.

Sviatoslav a déclaré avoir le sentiment que certaines des personnes qui protègent les droits humains en Ukraine n'ont pas assez de soutien dans leur travail. Il pense qu'en Ukraine les gens ne reconnaissent pas les sacrifices que son père a faits, ajoutant qu'il ignore quelle sera la prochaine étape de l'éventuel échange de prisonniers avec son père.

«Je ne vois pas comment résoudre ce problème. Mais je saisirai n'importe quelle occasion pour lui sauver la vie maintenant», a-t-il déclaré.

La Russie transforme les zones occupées en camp armé

SIMON PIRANI¹

Après dix ans de guerre et deux ans d'invasion totale, l'analyse concrète des opérations impérialistes de la Russie en Ukraine révèle leur nature coloniale, en raison de leur ampleur et de leurs formes ultra-autoritaires.

La Russie est en train de transformer les parties de l'Ukraine qu'elle a occupées en une gigantesque zone tampon militaire, à partir de laquelle de nouvelles attaques pourraient être lancées, a averti le Eastern Human Rights Group (EHRG)². L'expansion des infrastructures de combat, d'entraînement et de transport, ainsi que la mobilisation forcée des hommes de ces territoires, ont été documentées dans un rapport récent du Groupe, lequel défend les droits du travail et les droits civils dans les zones occupées.



1. Simon Pirani est historien et chercheur britannique dans le domaine de l'énergie. Professeur honoraire à l'École des langues et cultures modernes de l'Université de Durham, il tient un blog militant sur *People and Nature*. Il est ancien rédacteur en chef du journal syndical britannique des mineurs, son livre le plus récent s'intitule *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption*. Publié dans la revue *Impecor*, n° 719, avril 2024 que nous remercions pour son aimable autorisation.

2. Eastern Human Rights Group est une organisation de défense des droits humains fondée le 27 juillet 2014 dans la ville de Debaltsevo par un groupe d'avocats (personnes déplacées) des régions de Donetsk et de Lougansk, pendant les hostilités dans les régions orientales de l'Ukraine, dans le but de protéger les droits et libertés fondamentaux de l'homme et du citoyen.

Alors que les structures militaires se multiplient, l'industrie stagne dans les territoires occupés. Les passeports russes sont imposés aux jeunes et aux moins jeunes, le dogme impérial aux élèves des écoles. La terreur se poursuit face à toute forme de protestation.

Je vais essayer ici de présenter la situation dans les zones occupées, avec des liens vers d'autres sources, alors que l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine entre dans sa troisième année (voir plus loin «Les territoires occupés par la Russie»).

Militarisation

Quatre nouvelles unités militaires ont été créées dans les parties occupées des régions de Lougansk, Donetsk et Zaporijjia. Les signes du renforcement militaire¹ relevés dans le rapport de l'EHRG publié le mois dernier² comprennent :

- Le développement des établissements d'enseignement supérieur paramilitaires, y compris la création l'année dernière d'une branche de l'école navale Nakhimov à Marioupol, la ville du sud de l'Ukraine où des milliers de civil-es ont été tués par l'action militaire russe en 2022.
- L'ouverture d'énormes installations d'entraînement adapté à la guerre urbaine : le terrain d'entraînement militaire combiné Zoryanyi 8, d'une superficie de 27 hectares, à Donetsk, avec une capacité permanente d'entraînement de 3 000 à 4 000 soldats, et une deuxième installation à Lougansk. Trois autres installations sont prévues.

1. «Les efforts de Moscou pour fortifier et militariser le Sud-Est occupé de l'Ukraine - analyse d'un expert», *The New Voice of Ukraine*. 9 juin 2024.

2. Victoria Ischenki, «Militarisation covers everything: How Russia is turning the occupied territories into a large military base», *Nouvelles du Donbas*, 30 janvier 2024.

Vera Yastrebova, membre de l'EHRG, a déclaré au site web *NVUa* :

Ce n'est pas le développement industriel des zones occupées qui est important pour le Kremlin, mais le développement stratégique et militaire : former des soldats et les lancer immédiatement dans la bataille contre l'Ukraine.

- L'ouverture de quatre commissariats militaires qui procèdent à la mobilisation forcée des hommes de la région.
- L'incorporation des territoires occupés dans le district militaire sud de la Russie, et la formation d'une unité du Service fédéral de sécurité (FSB) à Donetsk, et de deux unités de la Garde nationale russe. Ces services sont chargés de surveiller la population locale ; l'EHRG indique qu'ils peuvent également être utilisés comme unités de blocage pour freiner les désertions et le mouvement de retraite des troupes russes sur la ligne de front.
- La création d'une nouvelle compagnie ferroviaire, Novorossiia Railways. Ses priorités seront de construire deux lignes : la première de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, à la Crimée en passant par l'Ukraine occupée ; et de Taganrog à Marioupol, Volnovakha et Donetsk. Ces lignes amélioreraient la logistique militaire russe et réduiraient la dépendance de la Crimée à l'égard du pont du détroit de Kertch, qui a été endommagé par les bombardements ukrainiens.

Pavlo Lysyansky, membre de l'EHRG, a déclaré :

Il s'agit d'un travail systématique de la part des envahisseurs pour transformer les régions occupées de l'Ukraine en zone militarisée. Les unités militaires qui y sont basées menaceront constamment



le reste du territoire ukrainien. Il n'y aura pas de vie normale dans les zones occupées¹.

La russification forcée

La pression s'accroît sur les citoyens ukrainiens des zones occupées pour qu'ils acceptent la citoyenneté russe. À partir du 1^{er} janvier 2024, les soins de santé seront refusés à ceux qui n'ont pas de passeport russe². Les autorités prévoient également d'exiger des passeports russes pour utiliser Internet³ et pour que les personnes sans chauffage bénéficient d'appareils de chauffage au gaz⁴.

Les patrons des entreprises locales ont redoublé d'efforts pour obliger leurs employé·es à accepter les passeports russes, a rapporté l'EHRG.

Par exemple, dans une mine, le service du personnel rédige des tas de déclarations au nom des employés et les envoie au ministère de l'intérieur. Les directions des écoles, les universités et des foyers pour enfants les rédigent au nom des parents.

La campagne visant à forcer les gens à abandonner leur nationalité ukrainienne a commencé à Donetsk et Lougansk en 2019⁵, et à Zaporijjia et Kherson après l'invasion de 2022. Les menaces se sont rapidement multipliées⁶ à l'encontre de celles et ceux qui



refusaient. En mai de l'année dernière, le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline a déclaré que 1,5 million de passeports avaient été distribués⁷, et le total n'a cessé d'augmenter depuis lors⁸.

La russification fournit de la chair à canon. L'inclusion des territoires occupés dans l'appel annuel de la Russie réalisé en octobre dernier a eu pour conséquence que des hommes âgés de 18 à 27 ans ont été «soumis à la conscription [...] dans une force armée en guerre contre leur propre pays», selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme⁹ – l'une des nombreuses violations des conventions de Genève commises par la Russie.

Les enfants n'y échappent pas non plus. À partir de septembre, les jeunes de 14 à 18 ans devront suivre un cours sur «la sécurité et la défense de la patrie¹⁰»,



1. Cité par Maxime Butchenko dans *The New Voice of Ukraine*, 11 janvier 2024.

2. «Les Russes privent les Ukrainiens du droit “des territoires temporairement occupés” à l'assistance médicale», *Sprotyv*, 30 décembre 2023, .

3. «Les Russes envisagent de “passerportiser” l'internet – CNS», *The New Voice of Ukraine*, 3 janvier 2024.

4. «Les Russes ont imaginé une nouvelle méthode de régularisation forcée – Centre for National Resistance», 17 janvier 2024, *The New Voice of Ukraine*.

5. Simon Pirani «Les morceaux d'États russes du Donbass ne sont pas des “républiques populaires”», *Jacobin*, 2 mars 2022.

6. Kseniya Kvitka, «La Russie menace les Ukrainiens qui refusent la citoyenneté russe», *Human Rights Watch*, 16 mai 2023.

7. «La Russie a délivré des passeports à 1,5 million de personnes dans l'Ukraine annexée, déclare le Premier ministre russe», 30 mai 2024, Reuters.

8. «La passportisation forcée dans les zones occupées par la Russie de l'Ukraine», *Humanitarian Research Lab*, 2 août 2023.

9. Nations unies, «Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine du 1^{er} août au 30 novembre 2023», 13 décembre 2023.

10. «La militarisation s'intensifie sur le territoire ukrainien temporairement occupé par la Fédération de Russie. Désormais, tous les écoliers seront contraints de suivre des “cours pour jeunes combattants”, a déclaré le militant des droits de l'homme Lysyansky», *Tensor.net*, 29 janvier 2024.

incluant un entraînement militaire. Et les bandits sont transformés en héros: Iounarmia (contraction signifiant «armée de la jeunesse»), un mouvement de 29 000 personnes, dispense une formation militaire et une idéologie impériale aux adolescent·es. Il lui a été ajoutée en décembre une unité portant le nom de Kirill Stremoussov, un fonctionnaire de Kherson qui a collaboré avec enthousiasme à l'occupation avant sa mort en novembre 2022¹.

Et bien sûr, la déportation forcée d'enfants ukrainien·nes vers la Russie² se poursuit³. Sergueï Mironov, chef de l'un des partis d'opposition au Parlement russe, a adopté illégalement l'un d'entre eux⁴.

Les passeports sont également un moyen de contrôler les dissident·es. Les autorités d'occupation ont préparé des documents pour priver les gens de leur citoyenneté et les rendre apatrides, sur recommandation du FSB. Ces mesures seront utilisées pour lutter contre «la montée de la contestation sous l'occupation, causée par les problèmes sociaux et économiques», a averti l'EHRG.

La position officielle de l'Ukraine est de soutenir celles et ceux qui se trouvent dans les territoires occupés ou qui en sont originaires et qui souhaitent conserver la citoyenneté ukrainienne. Mais une masse de paperasserie menace d'étrangler toutes celles et ceux dont le cas est moins simple. Un rapport publié



1. Iounarmia a été créée en 2015 par Poutine. Chaque école doit avoir son détachement. Le site de Iounarmia rapporte qu'il comptabiliserait même 1,4 million de membres. Lire Halya Coynash, «Les enfants de l'Ukraine occupée sont enrôlés dans "l'armée de la jeunesse" paramilitaire pour apprendre à "se battre pour la Russie"», Human Rights in Ukraine, 2 janvier 2024, .

2. Sarah el Dee et col., «Comment Moscou s'empare des enfants ukrainiens pour en faire des Russes», Associated Press, 17 mars 2023.

3. Anna Holligan, «Les enfants ukrainiens disparus retrouvés en Russie par des détectives numériques», BBC, 9 février 2024.

4. Hilary Andersson «Un enfant ukrainien disparu retrouvé par un allié de Poutine», BBC, 23 novembre 2023.

dans *Commons*, la revue socialiste, explique comment les personnes qui ont quitté le Donbass occupé lorsqu'elles étaient enfants, et qui sont aujourd'hui adultes, ont été contraintes d'entrer dans un cercle vicieux d'apatridie, en grande partie à cause du service national des migrations de l'Ukraine⁵.

Les territoires occupés par la Russie

Environ 18 % du territoire ukrainien est occupé par les forces armées russes :

1. La République autonome de Crimée, annexée par la Fédération de Russie en 2014.

2. Des parties de la région de Donetsk et la majeure partie de la région de Lougansk, contrôlées depuis 2014 par des séparatistes soutenus par la Russie qui ont établi des «républiques populaires» non reconnues. Ces régions comprennent la majeure partie de la région industrielle du Donbass, productrice de charbon et de fer. En 2014–2017, on estime que la population a diminué de moitié, principalement en raison des migrations vers d'autres régions de l'Ukraine et vers la Russie. En février 2022, deux jours avant l'invasion totale, ces «républiques» ont été reconnues par la Russie.

3. Les parties des régions de Kherson, Mykolaïv et Zaporijjia qui ont été envahies en 2022. En septembre 2022, le gouvernement russe a affirmé avoir annexé l'ensemble de Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijjia, y compris les anciennes «républiques» et les zones encore sous contrôle ukrainien.

5. Hanna Nevidoma, «Les enfants de l'occupation: "J'ai le sentiment d'être personne. C'est comme si je n'existais pas"», *Commons*, 24 janvier 2024.

Destruction industrielle

Les pénuries d'eau et la pollution des réservoirs et des rivières constituent un problème croissant dans les territoires occupés. La principale source de pollution, avertit l'EHRG, est l'exploitation minière illégale – principalement des petites exploitations à ciel ouvert, 900 selon un décompte récent incluant les sites abandonnés. Le groupe accuse les propriétaires de mines illégales d'être responsables de 64 décès en 2023, principalement des travailleur·euses employé·es avec peu ou pas de procédures de sécurité.

Les mines illégales se sont développées sur les ruines du bassin houiller du Donbass, qui était encore récemment l'un des plus grands d'Europe. Lorsque la guerre a commencé en 2014, il y avait plus de 100 mines dans les «républiques» de Donetsk et de Louhansk, soutenues par la Russie. Au moins 49 d'entre elles ont été fermées par les inondations, selon une étude récente¹.

En 2022, les «républiques» ont envoyé un grand nombre de mineurs au front: 58 % de la main-d'œuvre des mines de Lougansk, selon les autorités d'occupation de cette ville². Cet hiver, les autorités de Donetsk ont supplié la Russie d'envoyer des travailleurs pour maintenir les mines ouvertes³, alors que les maisons des villages miniers, qui étaient chauffées par les mines, ont connu le froid lorsque le travail a cessé.

Compte tenu de l'absence de normes de sécurité, les écologistes sont particulièrement préoccupés

1. «L'impact de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur la santé environnementale», National Library of Medicine, 5 janvier 2024.

2. «Vladimir Poutine a discuté avec Leonid Pasetchnik de la situation au sein de la société houillère Vostokugl», Tek-All, 21 décembre 2022.

3. «Selon Kiev, la pénurie de main-d'œuvre dans la partie occupée de Donetsk est due à la conscription», *The New Voice of Ukraine*, 20 décembre 2023.

par la pollution provenant de deux mines fermées depuis longtemps: la mine Oleksandr-Zakhid, qui stocke des déchets dangereux depuis 1989, et la mine Yunyi Komunar, dans laquelle les autorités soviétiques ont utilisé une explosion nucléaire pour faciliter le dégagement de méthane en 1979, et qui est fermée depuis 2002.

L'industrie sidérurgique, qui était autrefois la principale activité d'exportation de l'Ukraine, a également été saccagée. Parmi les grandes aciéries situées sur le territoire contrôlé par la Russie, l'usine Azovstal de Marioupol, autrefois la plus grande d'Europe, a été détruite par les bombardements russes. L'usine d'Altchevsk, qui produisait régulièrement 4 millions de tonnes d'acier par an, n'en produit plus que la moitié⁴.

L'industrie sidérurgique des territoires contrôlés par le gouvernement, dont les exportations ont été entravées par les bombardements russes dans la mer Noire, est également en difficulté⁵. Après la crise financière de 2008-2009, la production annuelle d'acier de l'Ukraine a chuté d'environ 40 millions de tonnes à environ 30 millions. Le déclenchement de la guerre en 2014 l'a ramenée à environ 20 millions de tonnes; l'année dernière, elle était d'environ 6 millions de tonnes.

Terreur et répression

Lorsque les forces russes sont entrées dans le Sud de l'Ukraine en 2022, les civils ont été terrorisés par d'intenses bombardements aériens. L'ampleur de la dévastation, que la Russie a tenté de dissimuler de son mieux, apparaît de plus en plus clairement:

4. «Lancement du laminoir à tôles n° 1 de l'usine sidérurgique d'Alchevsk», *Uniclass*, 12 janvier 2024.

5. «L'industrie sidérurgique ukrainienne cherche des stratégies pour relancer les exportations», *Metal Miner, Oil Price*, 17 décembre 2023.



à Marioupol, les estimations du nombre de civil-es tué-es vont de 8 000¹ à 25 000, voire plus².

Un rapport publié ce mois-ci par Human Rights Watch³ et d'autres organisations détaille les dégâts subis par plusieurs centaines d'immeubles d'habitation, d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures hydrauliques et électriques. Il montre comment les forces d'occupation ont travaillé à empêcher les tentatives d'évacuation et d'acheminement de l'aide humanitaire.

Une enquête du *Financial Times* montre que les films des médias russes sur la reconstruction de la ville sont falsifiés. Une grande partie des 100 000 personnes restant à Marioupol – moins d'un quart de la population d'avant l'invasion – vivent dans des appartements en ruine, sans chauffage, sans eau et sans autres éléments vitaux.

Les bombardements ont ouvert la voie à une répression brutale. Les élus locaux et les journalistes ont été arrêtés dès l'arrivée de l'armée russe : certains, dont Ihor Kolykhaïev, le maire de Kherson, sont toujours détenus⁴. La plupart des personnes libérées ont été soumises à la torture⁵ ou à des mauvais traitements, selon le bureau du commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

Les attaques contre les droits civils sont incessantes. Des tribunaux russes dotés de juges russes ont été

introduits, en violation du droit international. Parmi les cas qui ont préoccupé l'ONU, on peut citer le cas d'une femme condamnée pour avoir publié sur les réseaux sociaux une vidéo de chansons ukrainiennes populaires, ainsi que la condamnation rétroactive d'un homme pour l'organisation d'une manifestation sur le territoire ukrainien en 2016.

Dans les territoires occupés en 2014, la répression des militants politiques est particulièrement sévère en Crimée. Des dizaines de personnes ont été enfermées sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, d'une manière qui rappelle l'appareil répressif de la Russie elle-même.

Les autorités russes tentent, selon le procédé colonial classique, de chasser la langue ukrainienne des écoles⁶. Toutes les religions, à l'exception de l'Église orthodoxe russe, sont persécutées. Les défenseurs des droits de l'homme ont expliqué, lors d'une conférence de presse tenue le mois dernier, que les témoins de Jéhovah, diverses communautés protestantes et musulmanes ont été pris pour cible, mais aussi l'Église orthodoxe ukrainienne⁷.

La résistance à l'invasion persiste. Le dernier rapport du centre régional des droits de l'homme de Lougansk⁸, *Alternative*, contient des dizaines d'exemples de protestations individuelles à petite échelle. Rien qu'en Crimée, jusqu'en décembre de l'année dernière, 590 poursuites ont été engagées

1. « Ukraine: Nouveaux éléments sur la dévastation de Marioupol par la Russie », Human Rights Watch, 8 février 2024.

2. Lori Hinnant et col., « La Russie efface l'identité ukrainienne de Marioupol et s'appuie sur les morts », Associated Press, 23 décembre 2023.

3. *Idem*.

4. Halya Coynash, « La Russie reconnaît détenir le maire de Kherson quinze mois après l'avoir enlevé parce qu'il refusait de collaborer », Human Rights in Ukraine, 18 septembre 2023.

5. Halya Coynash, « Les Russes "considèrent la torture comme un divertissement" – Le maire adjoint d'Enerhodar a été retenu en otage pendant près d'un an », Human Rights in Ukraine, 28 mars 2023.

6. Halya Coynash, « La Russie tente d'éliminer la langue ukrainienne des écoles dans la région occupée de Zaporijjia », Human Rights in Ukraine, 3 oct. 2023.

7. « "L'actuelle Fédération de Russie est un ennemi immanent de la liberté de conscience" : une conférence de presse sur les crimes des occupants contre les communautés religieuses et le clergé s'est tenue à Kiev », Center for Civil Liberties, 24 janvier 2024.

8. « La vie sous occupation », *Alternative*, n° 29, décembre 2023-janvier 2024.



pour avoir « discrédité » les forces d'occupation¹. À Zaporijjia, le FSB a affirmé avoir arrêté trois adolescents, membres d'un groupe appelé Black Sabotage, pour avoir attaqué les forces d'occupation².

L'occupation russe des territoires ukrainiens a beaucoup d'éléments en commun avec d'autres occupations impérialistes survenues au cours des siècles. Elle s'accompagne d'une forte rhétorique nationaliste grand-russe et de tentatives d'effacement de la langue, de la religion et de la culture de l'Ukraine – historiquement, la plus grande colonie de la Russie.

L'occupation s'appuie sur la terreur, à commencer par les opérations aériennes contre des civil-es sans défense, dont beaucoup, dans le Sud et l'Est du pays, sont des russophones que les envahisseurs prétendaient protéger.

Même aujourd'hui, deux ans après l'invasion, les membres du mouvement syndical européen qui soutiennent le droit des Ukrainien-nes à se défendre contre cet assaut sont souvent réprimandé-es, non seulement par les apologistes de Poutine, mais aussi par les « pacifistes », qui prétendent que l'objectif premier de l'action de la Russie est de se défendre contre l'agression des puissances de l'OTAN.

Le caractère de l'occupation et la militarisation des territoires occupés en vue de nouvelles attaques contre l'Ukraine ne font que discréditer davantage cette logique profondément erronée.

1. Halya Coynash, « Près de 600 Ukrainiens poursuivis pour avoir “discrédité” les forces d'invasion russes en soutenant l'Ukraine dans la Crimée occupée », Human Rights in Ukraine, 8 janvier 2024.

2. « La police et le FSB ont arrêté trois saboteurs mineurs dans la région de Zaporijjia », *zoneus.ru*, 21 décembre 2023.



**FÉMINISMES
EN TEMPS DE GUERRE**

Bilkis, un féminisme de terrain

ENTRETIEN AVEC PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Bilkis a été fondée il y a quatre ans à Kharkiv, puis avec la guerre, a déménagé à Lviv. Depuis le 24 février 2022, «Bilkis a modifié son registre d'activités pour répondre aux besoins de la population ukrainienne. L'essentiel pour les Ukrainiens qui ont tout perdu était de leur fournir un abri, de la nourriture et des médicaments», expliquent les féministes. Durant les quatre premiers mois de la guerre, «nous avons envoyé des colis vers l'Est et le Centre de l'Ukraine. Le plus souvent, c'était vers Dnipro et Kropyvnytsky, car c'est là que de nombreuses personnes des régions de Donetsk et de Louhansk ont été évacuées», précisent ses membres. Aujourd'hui, à Lviv, elles ont ouvert un «Espace des choses», «un espace où l'on peut laisser les objets et où on peut certainement les emporter». Mais Bilkis n'oublie pas son identité féministe. Parmi de nombreuses campagnes qu'elles organisent, il y a eu, en décembre 2022, celle contre une marque d'alcool, qui affichait une femme nue sur ses bouteilles. Les militantes se sont postées devant la boutique de la marque à Lviv, pendant trois samedis après-midi, brandissant des pancartes dénonçant «Arrêtez de sexualiser les femmes», «Le corps féminin n'est pas une publicité». Le groupe fasciste ukrainien Katarsis, venu sur les lieux, les a alors menacées physiquement. Depuis plusieurs mois les féministes de Lviv organisent également des distributions de repas chauds, à Hodivnichka, une cantine populaire, tous les dimanches matin. Aujourd'hui, elles répondent à nos questions pour dresser un

premier bilan de deux années d'activités sur le terrain.

Patrick Le Tréhondat

En mai et juin 2022, j'ai vu que vous organisiez les randonnées cyclistes de votre groupe autour de Lviv. Pourquoi était-ce important pour vous de faire ces randonnées? Est-ce que vous continuez à en faire?

Dans notre équipe, il y a Ivanka qui est une cycliste expérimentée et qui fait du vélo tout le temps, en toutes saisons. Ivanka a lancé des randonnées de courte distance pour les femmes de l'équipe Bilkis. Notre club de cyclisme féminin était ouvert à toutes les filles, quel que soit leur niveau d'expérience. Ce soutien de la communauté cycliste était une bonne occasion de commencer à explorer le monde du cyclisme. Nos randonnées avaient pour but de gagner en confiance sur la route, de surmonter les peurs, telles que la peur de la chaussée, de partir à l'aventure et d'avoir un sentiment de sororité. Les randonnées ont été l'occasion de rencontrer des personnes partageant les mêmes idées, de trouver une compagne de route et même des amies. Le Femvelloclub n'est pas une compétition ou une course de performance. Il s'agit de réunir des cyclistes de tous niveaux: des professionnelles aux débutantes. Pour certaines, il s'agissait de leurs premiers 20 kilomètres, et pour d'autres, c'était loin d'être leurs premiers. L'important, c'est que nous avons tous parcouru nos distances ensemble!

Nous avons aussi fait une fois de la randonnée en montagne avec des tentes.

Aujourd'hui, Ivanka n'a pas assez de ressources pour animer le Femvelloclub de manière permanente, car la coordination d'un tel projet nécessite beaucoup d'attention et une préparation minutieuse, mais de



1. 29 mars 2024.

temps en temps, dans un format spontané, il y a toujours un désir de rouler ensemble.

6 millions d'Ukrainiens ont dû quitter l'Ukraine, 6 millions sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays. De nombreux membres de Bilkis appartiennent à cette deuxième catégorie. Après deux ans de guerre à grande échelle, pensez-vous que vous rentrerez un jour chez vous? Comment le vivez-vous?

Je suis originaire du Donbass, d'une petite ville appelée Roubijne, dans la région de Louhansk. Cela fait deux ans que je vis ici et, pour être tout à fait honnête, je suis encore en train de m'adapter: à un nouvel environnement, à une nouvelle routine, à une nouvelle vie, à la recherche constante de nouveaux liens et de nouveaux endroits préférés. Le déménagement et l'adaptation se sont imposés dans ma vie à cause de l'attaque russe, et je ne peux pas considérer cela comme une aventure ou un voyage. Je ne sais pas si je retournerai à Roubijne ou si je resterai à Lviv. La guerre totale dans mon pays dure depuis deux ans, alors comment puis-je faire des rêves dans cette situation? Bien sûr, j'ai un rêve: la victoire et le retour à la maison. Ma région est maintenant occupée et j'ai vu des photos de mon appartement détruit. J'envisage la possibilité de rester à Lviv pendant longtemps, et je continuerai donc à me développer ici. Où que la vie me jette, je veux juste avoir la force de faire ce que je veux, de vivre et d'aider notre armée. Aujourd'hui, je suis incroyablement heureuse d'avoir la possibilité d'être sur mon propre territoire. Oui, je ne suis pas chez moi, mais je suis en Ukraine. Cela me donne beaucoup de force, même si je suis toujours déprimée et que je vis le traumatisme de la perte de ma maison, je construis des piliers intérieurs solides qui me soutiennent en ces temps de prédation.



Vous avez ouvert l'Espace des choses août 2022 où l'on peut donner des choses (vêtements, livres, etc.) et en prendre selon ses besoins. Tout est gratuit. Avec le succès de l'Espace des choses, vous ouvrez un jour pour déposer des objets et un jour pour les récupérer. Pouvez-vous nous dire qui dépose et qui récupère? Que disent les gens de l'Espace des choses?

Notre projet l'Espace des choses fonctionne avec succès depuis un an et demi. Il s'est avéré que de nombreuses personnes peuvent et veulent donner leurs objets à d'autres. Cependant, nous ne pouvons pas gérer la quantité de choses que les gens nous donnent (ou veulent nous donner). C'est pourquoi nous avons mis en place un calendrier d'acceptation des objets. Nous accueillons généralement des objets toutes les deux semaines, mais parfois moins souvent. En avril, nous ne prendrons plus d'objets, mais nous les donnerons, car nous en avons beaucoup maintenant.

Plus de 90 % de nos visiteur·euses sont des femmes. Il y a aussi des hommes, mais beaucoup moins souvent. Bien que nous destinions ce lieu exclusivement aux femmes, nous accueillons tout le monde. D'abord, notre public cible en tant qu'organisation féministe est constitué de femmes. Ensuite, les femmes sont plus souvent engagées dans le travail reproductif et, par conséquent, elles recherchent ici les affaires de leurs enfants, font le ménage chez elles et trouvent ainsi des choses utiles.

Comme nous pouvons l'estimer, le noyau principal de nos visiteurs est constitué de jeunes filles et de femmes qui prennent et apportent souvent des objets, ainsi que de femmes plus âgées qui font partie de groupes vulnérables (personnes déplacées, personnes à faible revenu, sans-abri).

Jusqu'à présent, nous n'avons reçu que des commentaires positifs sur notre lieu, car nous essayons de fournir un service de qualité et de maintenir un environnement agréable. Les gens disent que ce projet est utile, qu'il les aide. En outre, ils nous demandent souvent d'ouvrir d'autres lieux à Lviv et dans d'autres villes d'Ukraine. Mais nous ne pouvons nous contenter que d'un seul centre. Il y a également des commentaires selon lesquels les gens utiliseraient nos services de manière malhonnête (revendre des choses), nous avons nous-mêmes eu de tels soupçons à plusieurs reprises concernant certaines personnes. Cependant, nous ne pouvons pas les empêcher de se comporter de manière inappropriée. Et malgré ces cas très rares, la plupart des gens comprennent la signification et les règles de notre Espace et les respectent (c'est-à-dire qu'ils utilisent les choses sans but commercial).

Pouvez-vous nous parler de la pauvreté à Lviv ?

La pauvreté a déjà été un problème aigu en Ukraine par le passé. Cependant, en raison de la guerre et de la détérioration de la situation économique dans le pays, le problème de la pauvreté est devenu encore plus aigu à Lviv, ainsi que dans d'autres villes. La pauvreté après des événements tels que la guerre augmente en raison de divers facteurs comme la destruction de l'infrastructure, la perte d'emplois, la réduction de l'activité économique, et d'autres. Les gens perdent leurs maisons, leurs moyens de subsistance et l'accès aux services de base, ce qui exacerbe le problème de la pauvreté dans tout le pays. En outre, depuis 2022, la population de Lviv a augmenté car les gens fuient vers l'ouest, loin de l'horreur de la guerre. Notre initiative apporte régulièrement de l'aide aux personnes en situation difficile en leur donnant de la nourriture. Ce n'est qu'un moyen parmi

d'autres de lutter contre la pauvreté dans notre ville, mais c'est un moyen important, car la nourriture est un besoin fondamental pour tout le monde.

Pourriez-vous également nous dire qui vient à ces distributions ?

Différentes personnes s'adressent à nous pour la distribution de nourriture. Bien sûr, il s'agit toujours de personnes qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté, mais leur apparence est très différente. Certaines personnes ont l'air d'être des sans-abri, d'autres sont habillées «correctement» et nous n'aurions jamais pensé qu'elles avaient un problème d'accès à la nourriture si nous les avions vues dans un parc ou dans un bus. Nous parlons souvent aux personnes qui viennent nous voir, et leurs histoires ne laissent aucun doute sur leur honnêteté. Cela nous fait toujours penser que la pauvreté est un problème bien plus important qu'il n'y paraît à première vue. Nous nourrissons tout le monde, sans distinction d'âge, de sexe, de genre, etc., mais nos bénéficiaires sont le plus souvent des personnes âgées de 28 à 30 ans, originaires de tout le pays. Les femmes et les hommes viennent à la distribution dans des proportions à peu près égales.

Comment les gens réagissent-ils à cette initiative ?

Si vous interrogez les personnes qui viennent à la distribution, elles sont submergées de gratitude. Il semble parfois que nos distributions constituent une sorte de mini-vacances dans la vie de nos nécessiteux de chaque dimanche. Nous aimons recevoir leurs commentaires et nous entendons souvent un "merci" de chaque personne qui vient chercher de la nourriture, mais le plus souvent, nous recevons beaucoup plus de reconnaissance et de bénédictions. Souvent, les personnes dans le besoin sont



surprises de constater qu'il ne s'agit pas seulement de nourriture, mais d'une nourriture délicieuse sans produits d'origine animale. La plupart des personnes qui viennent aux distributions connaissent une vie et une situation difficiles. Nous connaissons déjà un peu mieux certaines d'entre elles, et nous sommes même devenues amies avec certaines. Nous ne voulons pas être techniques dans notre approche de la distribution alimentaire, nous continuons à communiquer avec elles, nos repas sont juste un instrument d'attention, de soutien et de solidarité. C'est une approche très importante pour créer un projet social.

Quant à la question des personnes qui nous voient de l'extérieur lorsque nous distribuons de la nourriture, pour être honnête, nous n'y prêtons même pas attention parce que nous sommes occupées par le processus. Lorsque nous livrons de la nourriture en taxi, les chauffeurs nous demandent parfois ce que nous transportons dans de si grands conteneurs, et lorsqu'ils le découvrent, ils nous félicitent. En général, tous ceux qui connaissent notre «mangeoire», nous font des commentaires positifs. C'est agréable à entendre et cela nous encourage à continuer.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées?

Aujourd'hui, nous n'avons pratiquement plus de difficultés. Il s'agit d'une petite initiative dans laquelle nous sommes interchangeables et si une personne tombe malade ou quitte la ville, ce n'est pas la fin du monde. Il y a un an, lorsque nous avons commencé, le processus de cuisson était nouveau et peu maîtrisé. Nous nous sommes trompées dans le calcul de la quantité à cuire. Nous ne savions pas comment apporter la nourriture chaude et la distribuer pour que tout le monde en ait assez. Il nous a fallu beaucoup de temps et d'efforts pour comprendre comment cuisiner plusieurs dizaines de portions à la

fois. Avec l'expérience, nous avons amélioré tous les processus et élaboré un menu. Aujourd'hui, il s'agit simplement d'un certain «algorithme».

L'été dernier, nous avons eu des difficultés avec le public. L'ancien lieu de distribution se trouvait dans un quartier résidentiel, où nous avons apporté une table pliante. Après avoir mangé, les gens allaient aux toilettes dans les buissons, faisaient la queue tôt et faisaient du bruit sous les fenêtres. Cela gênait les habitants de l'immeuble, et nous entendions constamment des plaintes et des menaces. Maintenant, nous faisons la distribution à côté de l'église, où il y a un accès aux toilettes, et les gens se comportent un peu plus poliment à côté d'un bâtiment religieux. Bien que nous n'ayons rien à voir avec l'église. Nous sommes simplement situées à proximité. La seule difficulté est maintenant de trouver un financement pour ce projet.

Pour en savoir plus

Page Facebook de Bilkis: www.facebook.com/fem.bilkis

Instragam: www.instagram.com/fem.bilkis/

«Ukraine: Bilkis, un féminisme solidaire», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/08/06/ukraine-bilkis-un-feminisme-solidaire/>

«Bilkis, un groupe féministe ukrainien», www.syllepse.net/syllepse_images/articles/bilkis-french_compressed.pdf

«L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces», entretien avec des membres du groupe féministe Bilkis de Lviv, <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/03/04/lukraine-et-la-question-de-lautogestion/>

«Le groupe féministe de Lviv Bilkis harcelé par les fascistes», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/12/05/ukraine-le-groupe-feministe-de-lviv-bilkis-harcele-par-les-fascistes/>

«*Activistka*, un nouveau zine féministe à Lviv», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/01/04/activistka-un-nouveau-zine-feministe-a-lviv/>

«Solidarité avec l'association féministe Bilkis», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/12/23/59-solidarite-avec-la-resistance-des-ukrainien-nes-retrait-immediat-et-sans-condition-des-troupes-russes-59/>



«Trois féministes de Sotsyalnyi Rukh Oleksandra Kantser: féminisme: entre pacifisme et guerre», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/10/19/trois-feministes-de-sotsyalnyi-rukhtexte-doleksandra-kantser/>

«Femapartement à Lviv: les premiers mois de travail pour un logement pour les femmes et les enfants», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/08/19/ukraine-guerre-feminisme/>

«La parole à L'atelier féministe», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/07/13/la-parole-a-latelier-feministe-feministychna-maisternia/>

«Paroles féministes. Entretien avec Bilkis», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/08/13/paroles-feministes-bilkis/>

«Pour la défense des droits reproductifs des femmes ukrainiennes en Ukraine, en Pologne, dans toute l'Europe et au-delà: une lutte féministe globale», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/07/11/pour-la-defense-des-droits-reproductifs-des-femmes-ukrainiennes-en-ukraine-en-pologne-dans-toute-leurope-et-au-dela-une-lutte-feministe-globale/>

«Le droit de résister: manifeste féministe», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/07/08/le-droit-de-resister-manifeste-feministe/>

Varvara Mikháilova, «La guerre va anéantir tout ce que nous avons obtenu pour les droits des femmes», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/06/19/la-guerre-va-aneantir-tout-ce-que-nous-avons-obtenu-pour-les-droits-des-femmes>

Elisa Moros, «Les féministes ukrainiennes sous les yeux de l'Occident», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/06/15/les-feministes-ukrainiennes-sous-les-yeux-de-loccident/>

Ella Rossman: «Le visage féminin du mouvement antiguerre?», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/05/30/le-visage-feminin-du-mouvement-anti-guerre/>

«Le corps des femmes comme champ de bataille», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/05/12/ukraine-le-corps-des-femmes-comme-champ-de-bataille>

«Megan Clement: La guerre en Ukraine a mis en lumière les lois inhumaines de la Pologne en matière d'avortement, et ces féministes ont besoin de notre aide», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/05/03/la-guerre-en-ukraine-a-mis-en-lumiere-les-lois-inhumaines-de-la-pologne-en-matiere-davortement-et-ces-feministes-ont-besoin-de-notre-aide/>

Carol Mann: «De Kaboul à Kyiv: femmes déchues de leur citoyenneté», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/05/04/de-kaboul-a-kyiv-femmes-dechues-de-leur-citoyennete/>



**RETOUR
VERS LE FUTUR**

Anna Kuliscioff, l'extraordinaire vie d'une socialiste européenne

ANATOLII DUBOVYK¹

Cette année a marqué le 170^e anniversaire d'une femme qui est passé inaperçu mais dont le nom était connu de beaucoup: révolutionnaires ou officiers de police dans divers pays européens, médecins spécialistes et avocats spécialisés dans le droit du travail, militants du mouvement ouvrier et du mouvement politique parlementaires, anarchistes et marxistes, féministes et antifascistes. Elle a fait partie du cercle restreint de Mikhaïl Bakounine à la fin de sa vie et de Piotr Kropotkine au début de son exil. Elle a connu également les figures de proue des narodniks révolutionnaires de l'Empire russe, le marxisme européen et surtout le mouvement socialiste italien, de l'un de ses fondateurs, Filippo Turati au jeune Benito Mussolini. Les premières années de sa vigoureuse activité politique se déroulent sur le territoire de l'actuelle Ukraine, principalement à Odessa.

À différentes périodes de sa vie, l'héroïne de cet essai a porté les noms de famille de Makarevitch, Costa et Kuliscioff, mais son nom de famille à la naissance était Rozenchtein. Anna Moiseyevna Rozenchtein est née le 28 décembre 1853 (9 janvier

1854 selon le calendrier grégorien) à Simferopol, dans la famille d'un marchand, citoyen d'honneur². Elle est diplômée du lycée féminin de Simferopol et, en 1872, elle part pour la Suisse avec sa sœur aînée (peut-être sa cousine) Maria afin de poursuivre ses études. Les deux sœurs entrent à la faculté de philosophie de l'université de Zurich, tandis qu'Anna étudie l'ingénierie à l'école polytechnique de Zurich. À l'automne 1872, elles rejoignent toutes deux le Cercle zurichois des bakouninistes russes. Cependant, Anna n'a pas pris une part active dans les activités du cercle: le leader du groupe, Mikhaïl Sajin, ne l'a jamais mentionnée dans ses mémoires écrites soixante ans plus tard; Anna Rozenchtein n'est mentionnée que dans une annexe à ses mémoires, dans la liste des membres du groupe établie au cours de son existence. En revanche, Sajin se souvient de Maria Rozenchtein comme ouvrière de l'imprimerie bakouniniste³.

La participation passive d'Anna au cercle de Sajin s'explique peut-être par des circonstances personnelles: elle assiste également aux réunions du cercle des frères Jebunev («les Jebunistes»), où elle rencontre un étudiant, Piotr Makarevitch. Au début de l'année 1873, Piotr et Anna se marient et, en février de la même année, ils retournent dans l'Empire russe. Maria Rozenchtein reste à Zurich jusqu'à l'été 1873, puis repart elle aussi dans son pays d'origine, après quoi sa trace se perd⁴.

Après avoir vécu quelques mois à Moscou, les Makarevitch s'installent à Odessa et rejoignent la



1. Anatoli Dubovyk est historien, spécialiste de l'histoire du mouvement anarchiste. Article publié par [Commons](#), 8 mars 2024. Traduction: Patrick Le Tréhondat.

2. «Makarevitch Anna Moiseevna», dans *Био-библиографический словарь: От предшественников декабристов до падения царизма* [Dictionnaire bio-bibliographique: des prédécesstristes à la chute du tsarisme], Moscou, VOPKIS, 1927-1934.

3. M.P. Sajin, «Russians in Zurich», *Katorga i exile*, n° 10, 1932.

4. *Ibid.*, note 2.



branche locale des *narodniks* révolutionnaires, le cercle Tchaïkovski (les Tchaïkovtsy). C'est par leur intermédiaire que le cercle Tchaïkovski d'Odessa prend connaissance des idées anarchistes de Mikhaïl Bakounine, et bientôt presque tous deviennent des partisans du bakouninisme. Seuls les fondateurs du groupe, Felix Volkhovsky, et Solomon Tchudnovsky restent du côté du socialisme d'État, ce qui ne les empêche pas de continuer à collaborer avec les anarchistes.

Les Tchaïkovtsy d'Odessa ont été les premiers en Ukraine à passer de l'auto-éducation à la propagande auprès de la population – d'abord, au cours de l'été 1873, parmi les artisans urbains et les ouvriers d'usine, puis, au début de l'année 1874, parmi les paysans. À l'automne 1873, jusqu'à 200 ouvriers participent à des cercles de propagande. Leurs réunions se tiennent dans les appartements d'Andreï Franjoli et des Makarevitch; les rapports et les exposés sont généralement présentés par Piotr Makarevitch et Andreï Jeliabov⁵. Anna aidait son mari dans ce travail, ainsi que dans l'organisation de la livraison des publications étrangères, y compris le livre de Bakounine, *Étatisme et anarchie*.

Au début de l'année 1874, presque tous les Tchaïkovtsy partent pour différentes provinces d'Ukraine: c'est le début du «mouvement vers le peuple», une tentative des socialistes de passer à la propagande et à l'organisation directement auprès de la paysannerie. Les Makarevitch restent à Odessa sur décision du cercle: ils sont chargés de maintenir les liens avec les propagandistes et les cercles extérieurs qui vont vers le peuple, de leur fournir de la littérature et de poursuivre la propagande auprès des

ouvriers. Le couple s'attelle à cette tâche jusqu'au milieu de l'été.

En juillet 1874, Anna part pour Kyiv afin d'y organiser des activités, laissant son mari à Odessa. Leur séparation devait être de courte durée, mais le couple ne s'est jamais revu. En août, le département de la gendarmerie d'Odessa reçoit un rapport faisant état de rassemblements suspects dans l'appartement des Makarevitch, et Piotr est arrêté. Plus tard, il est jugé dans le «procès des 193» et condamné à l'exil en Sibérie; en 1883, Piotr Makarevitch obtient le droit de résidence permanente, après quoi il travaille dans les services ferroviaires de diverses villes de Sibérie et d'Extrême-Orient⁶. La dernière mention de lui remonte à 1911.

Anna est impliquée dans l'enquête de l'«affaire de l'appartenance au cercle révolutionnaire d'Odessa et de la distribution de livres interdits», mais elle reste introuvable. Elle se cache et vit sous des noms d'emprunt à Kherson et à Kyiv. En octobre 1874, elle se rend à Odessa et tente d'organiser l'évasion de Felix Volkhovsky, mais sans succès. De retour à Kyiv, elle rejoint les bakouninistes du groupe Commune de Kyiv qui ont échappé à l'arrestation et, au cours de l'hiver 1874-1855, elle rejoint le groupe nouvellement formé des Pivdenni Buntari (Rebelles du Sud)⁷.

En mars 1876, les Pivdenni Buntari ont tenu une assemblée générale dans la ville de Smila, dans le district de Tcherkassy, où ils ont élaboré un plan d'action pour préparer un soulèvement paysan. La plupart des membres du groupe devaient s'installer dans différents villages de la région de Tchyhyryne, nouer des

5. N. P. Rudko, *Револьюціїні народники на Україні (70-ті роки XIX ст.)* [Les révolutionnaires narodniki en Ukraine], Kyiv, KSU, 1973.

6. «Makarevitch Piotr Markelovich / Ouvriers du mouvement révolutionnaire en Russie», dans *Dictionnaire bibliographique: des pré-décembristes à la chute du tsarisme*, op. cit.

7. V. K. Debogoriy-Mokrievitch, *Autobiographie / Acteurs de l'URSS et du mouvement révolutionnaire russe*, 1989.

liens avec les paysans locaux et créer parmi eux des «escadrons de combat». Plusieurs *buntars* reçoivent des missions spéciales, notamment Anna Makarevitch qui doit se rendre à l'étranger pour obtenir du matériel d'imprimerie pour le groupe. Anna reçoit son passeport de son amie, la bakouniniste de Kyiv Olena Kosatch (la tante de Lesya Ukrainka).

Au printemps 1876, Makarevitch retourne en Suisse. Elle passe quelque temps dans la maison de Bakounine et lui parle des projets des Pivdenni Buntari, notamment de l'intention d'utiliser de faux manifestes tsaristes pour faire de la propagande parmi les paysans. Bakounine, qui n'avait plus que quelques semaines à vivre, était très négatif à l'égard de ces projets: «On ne peut pas coudre un costume noir avec des fils blancs, ils apparaîtront immédiatement à toutes les coutures⁸.»

En juin 1876, la presse achetée est livrée démontée en Roumanie, mais Anna ne parvient pas à la faire passer clandestinement. La presse doit être laissée sur place et n'arrivera à destination que l'année suivante. Makarevitch rejoint les mains vides l'Empire russe. En août, elle participe au deuxième congrès des Pivdenni Buntari, qui se tient dans la forêt d'Osnovianskyi, près de Kharkiv. Il s'avère alors que presque aucun des membres du groupe ne parvient à accomplir pleinement les tâches qui lui ont été confiées et que les critiques de Bakounine sapent complètement l'esprit combatif du groupe. En fait, le congrès se termina par l'effondrement du groupe, dont les membres partirent pour différentes villes ukrainiennes et fondèrent des cercles bakouninistes

8. S. N. Kanev, *Революция и анархизм: Из истории борьбы революционных демократов и большевиков против анархизма (1840-1917)* [Révolution et anarchisme : histoire de la lutte des démocrates révolutionnaires et des bolcheviks contre l'anarchisme (1840-1917)], Moscou, RKhGA, 1987.

indépendants les uns des autres, qui portaient tous le même nom: Pivdenni Buntari.

À la fin de l'année 1876, Anna Makarevitch vit à Odessa et, en 1877, à Kyiv, dans l'appartement d'Olena Kosatch, avec un passeport au nom d'Anna Ivanova. À cette époque, elle n'est pas impliquée dans les cercles révolutionnaires, mais elle garde des liens avec leurs membres, notamment avec la partie des Pivdenni Buntari qui continue à préparer un soulèvement paysan dans la région de Tchyhyryne. Lorsqu'à la fin du mois d'août 1877, les autorités se mettent sur la piste de la «conspiration de Tchyhyryne» et commencent à arrêter ses organisateurs, Anna doit à nouveau se cacher. Kosatch l'aide à nouveau à obtenir un passeport. En septembre 1877, Anna Makarevitch part à l'étranger, et ce pour de bon.

À partir de l'automne 1877, Anna Kuliscioff, qui porte désormais ce nom de famille, vit à Paris. Elle y rencontre l'émigré italien Andrea Costa, l'un des fondateurs du mouvement anarchiste italien, dont elle devient bientôt l'épouse. En mars 1878, l'ancien prince russe Piotr Kropotkine s'était également installé à Paris, et il s'était attelé immédiatement à la tâche très difficile de faire renaître le mouvement socialiste en France, qui avait été écrasé après la chute de la Commune de Paris en 1871. Jules Guesde et Andrea Costa devinrent les plus proches camarades de Kropotkine en matière de propagande et de création de cercles ouvriers⁹. Anna Costa-Kuliscioff prend la part la plus active du travail de son mari, et la police française ne peut évidemment pas ignorer cette «activité subversive».

En avril 1878, Andrea et Anna Costa sont arrêtés sous l'accusation d'appartenir à la 1^{re} Internationale

9. Pierre Kropotkine, *Mémoires d'un révolutionnaire: autour d'une vie*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2008.





(qui avait cessé d'exister un an plus tôt). Ils risquent une longue peine de prison, mais l'intervention de l'opinion publique les aide: le célèbre écrivain russe Ivan Tourgueniev fait partie des personnes qui demandent au gouvernement français de libérer le couple anarchiste¹⁰. En mai 1878, les Costa sont libérés et expulsés «définitivement» de France en tant que sujets étrangers.

À partir de l'été 1878, le couple vit à Florence. Comme de nombreux étudiants de Bakounine, à la fin des années 1870, les Costa revoient leurs convictions révolutionnaires: la stratégie bakouniniste classique consistant à organiser une révolte immédiate des opprimés ne fonctionne manifestement pas, mais

l'approche marxiste consistant à organiser des partis ouvriers et à faire élire des socialistes aux parlements semble apporter des résultats tangibles. Finalement, en 1879, le couple annonce sa rupture avec l'anarchisme et se tourne vers la social-démocratie.

La même année, les Costa sont à nouveau arrêtés. Ils passent les treize mois suivants dans une prison de Florence, où Anna contracte la tuberculose. En 1880, le couple est libéré et expulsé d'Italie. Ils passent environ un an en Suisse, puis retournent en Italie. C'est là, dans la petite ville d'Imola, lieu de naissance d'Andrea Costa, qu'Anna donne naissance à sa fille Andreina.

Comme cela arrive parfois, la naissance d'un enfant n'a pas renforcé la famille, mais l'a fait éclater. En 1881 ou 1882, Anna rompt sa relation avec Costa et retourne en Suisse, où elle entre à la faculté

10. Lev Grigorievitch Deitch, *Роль евреев в русском революционном движении* [Le rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire], t. 1, Leningrad/Moscou, Гос. изд-во, 1925.

de médecine de l'université de Berne. Ses études et sa petite fille ne lui permettent évidemment pas de mener une vie sociale et politique active, mais Anna ne peut pas non plus l'abandonner. Non loin de Berne, à Genève, il y avait à l'époque un petit groupe d'émigrés russes membres de l'organisation anarcho-narodnik Partage noir («Tchornyï peredel»). Anna connaissait bien ses membres, Vera Zasoulitch et Lev Deitsch, avec qui elle avait déjà fait partie du groupe Pivdenni Buntari, et elle rencontrait maintenant le leader des Partageux noirs, Georgi Plekhanov. L'ensemble de la communauté genevoise avait suivi la même évolution idéologique de l'anarchisme au marxisme qu'Anna un peu plus tôt, et il est probable que son association avec Plekhanov accéléra cette évolution. En octobre 1883, la communauté genevoise annonce la création du groupe social-démocrate Émancipation du travail et son intention de publier de la littérature marxiste en russe. Anna aida de son mieux ce projet d'édition au début de l'existence du groupe¹¹.

En 1884, Anna Kuliscioff (elle a porté ce nom après son divorce avec Costa jusqu'à la fin de sa vie) s'est installée dans le sud de l'Italie pour des raisons de santé. Elle vit à Naples où, un an plus tard, elle obtient son diplôme de médecine et suit des cours complémentaires de gynécologie à Turin et à Padoue; elle fait des recherches sur la fièvre puerpérale et rédige plusieurs articles scientifiques sur le sujet. En 1885, elle rencontre un jeune avocat du nom de Filippo Turati et devient son épouse de fait (le couple n'ayant pas d'enfant, il n'a pas jugé nécessaire d'enregistrer officiellement son mariage).

11. Aleksandr Samuilovitch Berejansky, *Плекханов, от народничества к марксизму* [Plekhanov, Du populisme au marxisme], Moscou, ROSSPEN, 2006.

À la fin des années 1880, le couple s'installe à Milan, où Anna ouvre sa propre clinique. Parallèlement, Kuliscioff revient à la vie politique active. Ainsi, en 1889, elle et son mari organisent la Ligue socialiste de Milan, dont elle devient la principale idéologue, ainsi que l'éditrice officielle, la rédactrice en chef et l'auteur principale de la *Critica sociale* (Critique sociale, Milan, 1891-1926), «revue des études sociales, politiques, philosophiques et littéraires»; plus tard «revue bihebdomadaire du socialisme scientifique». La revue a joué un rôle important dans la propagation du marxisme en Italie et a apporté à Anna Kuliscioff une grande popularité dans les cercles de la social-démocratie européenne. Elle correspond avec des personnalités telles qu'August Bebel, Karl Kautsky et même Friedrich Engels, qui apprécient grandement son travail.

En 1892, le Parti socialiste des travailleurs italiens (PSLI) émerge de la Ligue socialiste de Milan et, en 1893, Kuliscioff, en tant que représentante du PSLI, participe au congrès de Zurich de l'Internationale socialiste et est élue l'une de ses coprésident-es. Dès novembre 1894, le PSLI est interdit et Kuliscioff et Turati sont condamnés à être expulsés d'Italie, mais leur cas est rapidement réexaminé et le couple n'est condamné «qu'à» trois mois de prison.

En 1895, d'anciens militants du PSLI sont à l'origine de la création du Parti socialiste italien (PSI). Turati et Kuliscioff font partie des fondateurs, mais la revue *Critica sociale* reste leur publication «privée» plutôt que celle du parti, tout en conservant le statut d'une des publications les plus influentes des socialistes italiens. Les articles sur le féminisme et l'émancipation des femmes occupent une place particulière parmi les travaux de Kuliscioff publiés dans la revue. *Critica sociale* a été publiée pendant plusieurs décennies, avec une interruption en 1898-1899: à



cette époque, Kuliscioff et Turati ont été arrêtés et jugés dans le cadre de grèves de masse et d'agitation ouvrière. Le tribunal les déclare coupables d'activités subversives antigouvernementales, mais ne les condamne qu'à une forte amende et à une peine de prison de deux ans; le couple est toutefois libéré un an plus tard à la faveur d'une amnistie.

Au début des années 1900, Turati et Kuliscioff s'imposent comme les leaders de l'aile «réformiste» du PSI, qui contrôle le parti après le congrès de 1902. Anna participe à la rédaction de projets de loi sur le travail des femmes et des enfants, que les socialistes parviennent à faire adopter par le Parlement; en 1911, elle fait partie des organisateurs du Comité socialiste pour le suffrage des femmes. Le récit détaillé des activités du PSI nous éloignerait de la biographie d'Anna Kuliscioff. Nous nous limiterons au fait que le parti a connu plusieurs scissions, dont une en 1921. Les réformistes sont expulsés du PSI et Turati et Kuliscioff deviennent les organisateurs du Parti socialiste unitaire (PSU). Un an plus tard, à la fin de l'année 1922, les fascistes prennent le pouvoir en Italie et les partis socialistes sont alors interdits. Depuis lors, Anna Kuliscioff a cessé ses activités politiques. Il lui restait moins de trois ans à vivre.

Anna Kuliscioff, née Rozenchtein, également connue sous le nom de famille de son premier mari, Makarevitch, et sous le nom de famille de son second mari, Costa, est décédée à Milan le 27 décembre 1925, à l'âge de 72 ans. Les funérailles furent accompagnées d'une manifestation – qui fut probablement l'une des dernières protestations autorisées de socialistes sous la dictature de Mussolini – et d'affrontements sanglants avec les fascistes¹².



12. Natalia Ginzburg, *The Things We Used To Say*, New York, Arcade Publishing, 1999.

**BOÎTE
ALERTE**

Vpered: une maison d'édition radicalement à gauche

Vpered [En avant] est une maison d'édition ukrainienne qui se consacre «à l'étude de l'histoire et de l'état actuel de la théorie et de la pratique des transformations sociales, à l'analyse de la réalité ukrainienne et mondiale à partir d'une position de classe, au développement de la théorie marxiste, comme philosophie particulière d'une pratique dont le but est la libération humaine». Une ambition politique exprimée dans son catalogue : Marx, Gramsci, Fanon, Marcuse, Marcel van der Linden et bien d'autres. Un défi aussi pour survivre en temps de guerre et poursuivre le débat d'idées. Roman et Viktor nous présentent Vpered.

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Pouvez-vous nous raconter l'histoire de Vpered et pourquoi l'avez-vous fondé?

Roman

Vpered a commencé comme une revue marxiste en ligne en février 2009. Il s'agit probablement du plus ancien périodique de gauche existant en Ukraine. Nous avons publié notre premier livre papier en 2010, et c'était le *Manifeste du parti communiste*. Nous avons publié jusqu'à présent dix brochures et livres. Mes camarades et moi avons commencé Vpered en cherchant à clarifier pour nous-mêmes la réalité

sociale, le sens de ce qui se passait dans ce pays et dans le monde.

Viktor

Je n'étais pas membre de Vpered à sa fondation; je l'ai rejoint en 2017 si ma mémoire est bonne. Quelques années auparavant, j'avais redécouvert le marxisme, un phénomène que ma génération – les *millennials* – avait largement rejeté comme étant hors de propos.

Pouvez-vous nous en dire plus sur cette revue?

Roman

Vpered met en ligne des textes sur l'histoire, la théorie et la pratique révolutionnaires, des écrits principalement de marxistes, de militants de la cause de la libération nationale, des militants de la Nouvelle gauche et des théoriciens du développement dépendant, des critiques de livres et des articles sur la critique de l'idéologie, etc. Nous essayons consciemment d'éviter d'être sectaires ou campistes. et faisons de notre mieux pour mettre à la disposition du lecteur ukrainien un large éventail de théories sociales des 150 dernières années. Bien que la plus grande partie des textes publiés par Vpered soient des textes réimprimés à partir de livres anciens, de brochures et de revues, écrits en ukrainien ou traduits en ukrainien avant Vpered, les textes originaux et les traductions représentent une part de plus en plus importante du contenu de Vpered: Amílcar Cabral, Eldridge Cleaver, Régis Debray, Frantz Fanon, André Gunder Frank, Antonio Gramsci, Ernesto Guevara, José Carlos Mariátegui, István Mészáros, Walter Rodney, Theotônio dos Santos, Mirsaid Sultan-Galiev, Mario Tronti et bien d'autres ont «appris» à parler ukrainien dans les pages de Vpered.

Depuis le 24 février 2022, comment travaillez-vous? Avez-vous pu publier des livres?

1. Propos recueillis le 18 mars 2024.



Roman

Il nous a fallu un certain temps pour reprendre nos esprits après l'invasion qui a été un véritable choc. Maintenant, nous continuons plus ou moins comme d'habitude. Nous avons publié deux livres pendant la guerre, *Eurocentrisme* de Samir Amin (2022) et *Libération de l'homme* de Roman Tisza (2023).

Viktor

Non seulement nous avons pu publier des livres, mais nous accomplissons également notre tâche habituelle de traduction d'articles et d'essais sur la théorie et l'histoire de gauche/marxistes pour notre revue.

Comment imprimez-vous vos livres et comment les vendez-vous ?

Roman

Nous commandons des impressions auprès d'imprimeries et d'éditeurs. Nous distribuons nos livres sur notre site Web et des groupes dotés de services de réseaux sociaux.

Votre maison d'édition revendique fortement une identité marxiste. Pouvez-vous nous parler de la situation du marxisme en Ukraine ?

Roman

Paradoxalement, après l'indépendance, ce sont principalement les maisons d'édition libérales et grand public qui ont maintenu la théorie marxiste en vie. Grâce à eux, le lecteur ukrainien a eu accès

aux écrits de Theodor Adorno, Benedict Anderson, Alain Badiou, Walter Benjamin, Erich Fromm, Eric Hobsbawm, Herbert Marcuse et d'autres traduits en ukrainien. Même si le nombre de titres est limité, c'est toujours mieux que rien. Dans le même temps, il convient de noter que le marxisme occidental constitue la limite maximale autorisée pour ces éditeurs et, comme vous pouvez le constater, la plupart des auteurs cités entrent dans cette même catégorie. Plusieurs grands partis politiques, tels que le Parti communiste d'Ukraine, ont déclaré le marxisme, ou marxisme-léninisme, comme leur idéologie officielle après 1991, bien que leur principale motivation idéologique semble avoir été la nostalgie de l'État paternaliste de la fin de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, même ce type de marxisme dépourvu de potentiel révolutionnaire et réduit au culte de Lénine et de la révolution d'Octobre et aux souvenirs de l'État providence «socialiste» est hors de l'arène politique. En Ukraine, le marxisme n'existe pas en tant que mouvement politique ; il n'existe pas en tant que théorie articulée à un mouvement politique visible. Euromaïdan (2013-2014) et la «révolution de la dignité» (2014) ont écarté ces partis de la politique, rien n'a été créé pour les remplacer, mais le marxisme reste d'actualité pour les quelques groupes de gauche, de petits clubs d'autoéducation et d'organes de propagande comme Vpered.

Viktor

Comme Roman l'a mentionné à juste titre, la politique marxiste ou de gauche est actuellement absente de l'agenda politique ukrainien, et est quelque peu embryonnaire. C'est la tâche de ces petits groupes autodidactes de combler le vide si l'on veut que la pensée et la politique marxistes survivent en Ukraine.





Vous avez publié plusieurs auteurs occidentaux mais publiez-vous des auteurs ukrainiens?

Roman



Nous avons publié Serhiy Ichtchenko *Marxisme en 120 minutes*, une courte introduction de 60 pages à l'histoire et à la philosophie marxiste en 2010 et *La libération de l'homme: essais sur l'histoire de la pensée sociale au 20^e siècle* de Roman Tisza, un recueil de 230 pages sur les marxistes occidentaux, les théoriciens de la Nouvelle gauche et du tiers-monde en 2023.

Quels sont vos projets?

Roman

Nous avons une liste restreinte d'auteurs potentiels qui comprend Antonio Gramsci (deux éditions de sélections de ses *Cahiers de prison* ont déjà été publiées mais les lecteurs en veulent plus), Karl Korsch, Herbert Marcuse, le groupe Praxis (Yougoslavie).

Viktor

Il existe un autre territoire inexploré pour le lecteur ukrainien si l'on prend en compte les théoriciens et révolutionnaires d'Amérique latine, comme Ernesto Guevara, ou les dissidents de gauche du bloc

de l'Est, comme Rudolf Bahro, qui sont injustement oubliés même en Occident. Ces noms seront certainement sur notre longue liste.

Roman

Eh bien, je ne peux pas dire que Guevara soit oublié, et je peux convenir que Bahro est tombé dans l'obscurité après les années 1980, alors qu'il mérite plus d'attention.

Avez-vous des relations avec d'autres maisons d'édition en Ukraine ou à l'étranger?

Roman

Non.

Existe-t-il d'autres maisons d'édition en Ukraine similaires à la vôtre?

Roman

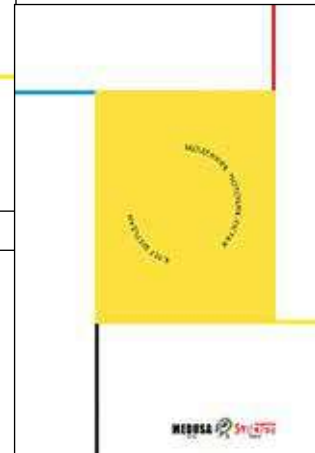
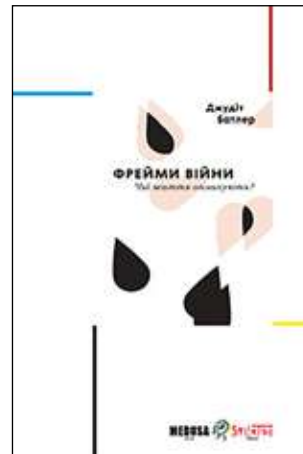
La Fondation Rosa Luxemburg en Ukraine a parrainé la réimpression de *L'accumulation du capital* initialement publiée en Ukraine en 1928, l'impression de l'ouvrage de Marco Bojcun, *Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine, 1897-1918* et d'un recueil d'essais de/sur Rosa Luxemburg. *Commons*, une revue de critique sociale, publiait occasionnellement des recueils d'articles avant le Covid-19.

Le site de Vpered: Vpered

Solidarité éditoriale internationale

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv développaient depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, alors que les troupes russes marchaient sur Kyiv, les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, étaient en danger. Dès le mois de mai 2022, les éditions Syllepse (Paris) nouaient un partenariat de solidarité et d'assistance avec Medusa pour assurer la pérennité du catalogue de leurs homologues ukrainiens.

Quatre ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne furent alors rendus disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, sur leur site www.syllepse.net, mais également en librairie: Pierre Bourdieu, *Sociologie réflexive*; Claire Sheridan, *Journal d'une motocycliste*; Timothy Snyder, *De la tyrannie: vingt leçons du 20^e siècle*; Judith Butler, *Ce qui fait une vie: essai sur la violence, la guerre et le deuil*.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».